

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol. 133-2024

**Analyse comparative des stratégies de plaidoyer et des  
opérations SAR de MOAS et MSF durant la crise migratoire  
de 2015-16 en Méditerranée centrale**

Mémoire présenté pour l'obtention  
du Master en études européennes  
par Sarah Hamidi

Sous la direction de Sandra Lavenex  
Juré : Frowin Rausis  
Genève, janvier 2024



1

---

<sup>1</sup> Médecins Sans Frontières et *Migrant Offshore Assistance Station* lors de leur premier sauvetage en commun. Source : Ikram N'GADI, *MSF and MOAS rescue 369 people on first outing*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-rescue-369-people-first-outing> (accédé décembre 2015)

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de mémoire, la professeure Sandra Lavenex, pour avoir accepté de m'accompagner dans la rédaction de ce mémoire, mais surtout pour ses excellents conseils et son soutien à toutes les étapes de rédaction.

J'aimerais ensuite remercier mes amies pour leur soutien, pour m'avoir écoutée et soutenue dans les hauts comme dans les bas. J'ai une pensée particulière pour mes trois camarades de Master qui ont également été assez ambitieux pour choisir l'option du mémoire et avec qui j'ai partagé des moments de doute et d'entraide !

Enfin, et surtout, j'aimerais remercier mes parents pour leur soutien à toute épreuve. Merci de m'avoir épaulée tout au long de mes études, de ce mémoire et de continuer à me soutenir, à me conseiller dans mes choix. Merci de toujours croire en moi quand moi-même je doute et de me donner l'impression que tout est possible ! J'ai tellement de chance de vous avoir.

*Ce mémoire est également dédié à toutes ces ONG qui ont un jour décidé d'agir et d'aller sur le terrain, permettant à des milliers de migrants d'être secourus et de bénéficier de premiers secours.*

## Sommaire

Remerciements	3
Sommaire	4
Résumé	5
Abréviations	6
Table des figures	7

### I. Problématique

1.1 Introduction	8
1.2 Revue de littérature	11
1.3 Question de recherche	24

### II. Cadre d'analyse

2.1 Paradigme et concepts	26
2.2 Hypothèses	34

### III. Cadre méthodologique

3.1 Méthode de collecte et d'analyse	37
3.2 Choix des sources	39
3.3 Opérationnalisation	40

### IV. Analyse

4.1 Premier cas d'étude : MOAS	43
4.2 Deuxième cas d'étude : MSF	51
4.3 Comparaison et mise en perspective	61

V. Conclusion	65
IV. Bibliographie	68
VII. Annexes	78
Table des matières	84

## Résumé

Ce mémoire explore le rôle essentiel des organisations non gouvernementales humanitaires (ONGH) dans le comblement des lacunes de gouvernance laissées par l'UE en Méditerranée centrale pendant la crise migratoire de 2015, à travers une analyse comparative des actions de Médecins sans frontières (MSF) et de *Migrant Offshore Assistance Station* (MOAS). En se concentrant particulièrement sur les stratégies de plaidoyer et d'opération sur le terrain que ces deux organisations exercent différemment, cette étude vise à démontrer comment ces modes d'action peuvent influencer les relations qu'entretiennent les ONGH avec les États membres de l'UE, oscillant entre des dynamiques conflictuelles et coopératives.

Mots clés : ONG, UE, plaidoyer, services, SAR, MSF, MOAS, coopération, confrontation, crise migratoire, Méditerranée centrale.

## Abstract

This Master's thesis explores the essential role of humanitarian NGOs in filling the governance gaps left by the EU in the Central Mediterranean during the 2015 migration crisis, through a comparative analysis of the actions of MSF and MOAS. Focusing particularly on the advocacy and field operation strategies that these two organizations carry out differently, this study aims to demonstrate how these modes of action can influence the relationships that HNGOs maintain with EU member states, oscillating between conflictual and cooperative dynamics.

Key words: NGO, EU, advocacy, services, SAR, MSF, MOAS, cooperation, confrontation, migration crisis, central Mediterranean.

## Abréviations

EM : États Membres

MOAS : *Migrant Offshore Assistance Station*

MSF : Médecins Sans Frontières

ONGH : Organisations Non Gouvernementales Humanitaires

SAR : *Search and Rescue* (Recherche et Sauvetage)

UE : Union Européenne

## Table des figures

Figure 1 : Moyens et période d'intervention des ONG MOAS et MSF	25
Figure 2 : Matrice regroupant les modes d'action des ONG avec les rapports EM/ONGH	35
Figure 3 : Opérationnalisation des concepts de plaidoyer et opérations sur le terrain	41
Figure 4 : Champs lexicaux retrouvés dans les documents de MOAS	45
Figure 5 : Champs lexicaux retrouvés dans les documents de MSF	53
Figure 6 : Résultats pour nos indicateurs sur le plaidoyer <i>insider</i> et institutionnel	64
Figure 7 : Résultats pour nos indicateurs sur le plaidoyer radical et <i>outsider</i>	64
Figure 8 : Résultats pour nos indicateurs sur la dépolitisation des missions SAR	64
Figure 9 : Résultats pour nos indicateurs sur la politisation des missions SAR	64

# I. Problématique

## 1.1 Introduction

Dans son rapport « Le parcours d'obstacles vers l'Europe », Médecins Sans Frontières (MSF) France « analyse les conséquences des mesures européennes pour répondre à la crise des réfugiés. La conclusion est affligeante : non seulement la politique de l'Europe est un échec, mais elle aggrave même encore davantage la crise »<sup>2</sup>. Brice de la Vingne, directeur des opérations de MSF révèle ainsi que « la situation est devenue si dramatique en 2015 que nous n'avons pas pu faire autrement que d'intervenir »<sup>3</sup>, l'Union européenne (UE) ayant du mal à agir et voulant coûte que coûte protéger ses frontières.

En effet, face au nombre important de personnes traversant la Méditerranée – plus d'un million de personnes ayant atteint l'Europe<sup>4</sup> en 2015 seulement – l'Union européenne s'est vite sentie débordée et menacée par ce qui deviendra la crise migratoire. Pour tenter d'y faire face et d'apporter une réponse, celle-ci lance les opérations maritimes Triton et Sophia, qui seront vivement critiquées, les universitaires les considérant « comme des tentatives de réduire les entrées irrégulières et de renforcer le contrôle des frontières maritimes de l'UE, à peine voilées par une feuille de vigne humanitaire »<sup>5</sup>. Ainsi, au lieu de chercher une solution humanitaire à cette crise migratoire, l'Union s'est cachée derrière des solutions militaires et sécurisantes, ne permettant pas d'apporter une réponse effective et une solution durable à la crise. Avec pas loin de 9'000 décès en mer Méditerranée pendant la période 2015-2016<sup>6</sup>, on comprend effectivement que l'UE n'a pas été capable de mettre en place les structures et règles nécessaires pour régler la prise en charge des migrants tant en mer Méditerranée que sur le sol européen.

C'est ainsi en réponse à ce manque de gouvernance et à l'urgence de la crise humanitaire que des acteurs non étatiques prennent le relais, profondément motivés par des raisons humanitaires. Leur rôle a très vite été perçu comme étant indispensable dans la gouvernance migratoire ou les « mouvements de population – comme d'autres problèmes mondiaux – ne peuvent être contenus à l'intérieur des frontières nationales »<sup>7</sup>. Du fait de leur nature leur permettant d'être plus flexible, rapide et agile, les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent offrir des solutions transfrontalières de manière plus souple et rapide.

Cette crise migratoire a ainsi vu naître des ONG de recherche et sauvetage qui ont été expressément créées pour répondre à celle-ci, tandis que d'autres organisations ont au contraire « intégré les opérations de recherche et de sauvetage dans le cadre de leurs programmes opérationnels plus larges »<sup>8</sup>. Parmi ces ONG, *Migrant Offshore Assistance Station* (MOAS) et MSF – les deux premières ayant décidé d'agir (dès août 2014 et mars 2015 respectivement) et qui seront au centre de notre mémoire – représentent chacune une de ces catégories. D'une part, MOAS a été fondée par la famille Catrambone en réponse au naufrage de l'île italienne de Lampedusa qui a fait 368 morts en octobre 2013<sup>9</sup>. Enregistrée à Malte, elle est la première ONG à mener une opération *Search and Rescue* (SAR) en Méditerranée dès août 2014<sup>10</sup>, avec son bateau *Phoenix*, ayant permis dans les deux premiers mois de secourir près de 3000 personnes<sup>11</sup>. D'autre part, MSF a été fondée en 1971 à Paris, par des journalistes et des médecins et compte

---

<sup>2</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF démontre l'échec de l'Europe dans sa gestion face à la crise des réfugiés*, n.d.. Disponible à : <https://www.msf-azg.be/fr/msf-d%C3%A9montre-l-%C3%A9chec-de-l-europe-dans-sa-gestion-face-%C3%A0-la-crise-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s> (accédé septembre 2023).

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Jonathan CLAYTON et Hereward HOLLAND, *Over one million sea arrivals reach Europe in 2015*, UNHCR, 2015. Disponible à : <https://www.unhcr.org/news/stories/over-one-million-sea-arrivals-reach-europe-2015> (accédé mars 2023).

<sup>5</sup> Eugenio CUSUMANO, « Migrant rescue as organized hypocrisy: EU maritime missions offshore Libya between humanitarianism and border control », in *Cooperation and Conflict*, 2019b, Vol. 54, No. 1, p. 4.

<sup>6</sup> IOM, *Mediterranean Migrant Arrivals Top 363,348 in 2016; Deaths at Sea: 5,079*, 2017. Disponible à : <https://www.iom.int/news/mediterranean-migrant-arrivals-top-363348-2016-deaths-sea-5079> (accédé avril 2023).

<sup>7</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », in *Contemporary Italian Politics*, 2019, Vol. 11, No. 4, p. 2.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>9</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *About us*, n.d.. Disponible à : <https://www.moas.eu/about/> (accédé octobre 2023).

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Maurice STIERL, « A Fleet of Mediterranean Border Humanitarians », in *Antipode*, 2018, Vol. 50, No. 3, p. 7.



aujourd'hui près de 68'000 de personnes<sup>12</sup>. Après un long débat parmi ses membres sur si elle devait intervenir ou non étant donné le contexte hautement politisé, elle décide de se lancer en mars 2015, en fournissant des soins médicaux sans distinction à tous les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile présents en mer, en plus d'avoir sauvé des dizaines de milliers de personnes de la noyade grâce à des navires spécialisés dans la recherche et le sauvetage<sup>13</sup>.

MOAS et MSF – mais également plus largement toutes les ONG présentes en mer – ont ainsi présenté une assistance humanitaire considérable pour combler le vide laissé par les pratiques sécuritaires de l'UE, « produisant diverses formes de soutien, d'aide et de fourniture de services essentiels »<sup>14</sup>. Si vers 2014, « leur contribution était négligeable par rapport à l'opération *Mare Nostrum* de la marine italienne, aux garde-côtes italiens et aux navires marchands »<sup>15</sup>, à partir de 2016, les opérations SAR importantes des ONGH les hissent rapidement au deuxième rang des fournisseurs les plus actifs de services SAR en Méditerranée centrale, « sauvant moins de personnes que la marine italienne, mais plus que les garde-côtes italiens, EUNAVFORMED, FRONTEX et les navires marchands »<sup>16</sup>. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre la lumière sur le rôle de ces acteurs, qui permettent de mieux saisir la complexité du phénomène migratoire.

De là, se pose la question des rapports complexes, des dynamiques entre les différents acteurs dans cet espace de « gouvernance de la migration » en Méditerranée. D'une part, les ONG, en fournissant une aide humanitaire cruciale, ont le potentiel de promouvoir des relations de coopération avec les États, agissant dans l'intérêt de renforcer les capacités des États membres (EM) à gérer le sauvetage des migrants. Toutefois, d'autre part, cette implication des ONG a également pu engendrer des confrontations avec les États, notamment en raison de divergences politiques sur les solutions à la crise. En effet, si d'un côté, les ONG ont pour objectif de faire respecter le droit humanitaire en portant secours aux migrants et en les débarquant en Italie ou en Grèce, où ils peuvent demander l'asile, de l'autre côté, on peut comprendre que la décision de l'UE d'opter pour une solution davantage militaire dans cette situation n'est pas fortuite – c'est un choix visant à endiguer l'immigration.

Ainsi, la question de départ de ce mémoire serait la suivante : *dans quelle mesure les ONG ont-elles rempli un manque de gouvernance laissé par les États Membres et l'UE pendant la crise migratoire, et quelles en sont les implications dans leurs relations avec les EM ?*

## Définitions

Avant d'aller plus loin dans cette introduction, il convient de clarifier certains termes qui peuvent porter à confusion : Tout d'abord, les termes de « migrants », « réfugiés » et « demandeurs d'asile », qui ont tendance à être utilisés de façon interchangeable dans les médias alors qu'ils possèdent des sens et des régimes juridiques distincts.

Bien qu'il n'existe pas de définition juridiquement reconnue, un migrant fait référence à « toute personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays, franchissant ainsi une frontière internationale »<sup>17</sup>.

Quant aux réfugiés, ce terme désigne « des personnes qui se trouvent hors de leur pays d'origine en raison d'une crainte de persécution, de conflit, de violence ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public et qui, de ce fait, ont besoin d'une « protection internationale ». (...) Ces personnes deviennent ainsi des « réfugiés » reconnus internationalement qui ont accès à l'assistance des États, du HCR et d'autres organisations compétentes. Ce statut leur est accordé précisément parce qu'il est trop dangereux pour elles de regagner leur pays et qu'elles ont

---

<sup>12</sup>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Who we are*, n.d. Disponible à : <https://www.msf.org/who-we-are> (accédé mars 2023).

<sup>13</sup>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Que fait MSF pour les migrants en Méditerranée ?*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.ch/nos-actualites/articles/que-fait-msf-migrants-mediterranee> (accédé septembre 2023).

<sup>14</sup> Fernandez-Kelly dans Daniela IRRERA, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », in *Romanian Journal of European Affairs*, 2016, Vol. 16, No. 3, p. 23.

<sup>15</sup> Adam SMITH, « Uncertainty, alert and distress: the precarious position of NGO search and rescue operations in the Central Mediterranean », in *Paix & Sécurité Internationales*, 2017, Vol. 5, No. 29, p. 42.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> IOM, *Termes clés de la migration*, n.d.. Disponible à : <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> (accédé mars 2023).

donc besoin de trouver refuge ailleurs »<sup>18</sup>. On comprend ainsi que le statut de réfugié est juridiquement protégé par le droit international, et notamment par les dispositions de la convention de Genève de 1951<sup>19</sup>.

Enfin, un demandeur d'asile est « une personne ayant demandé à un pays tiers de lui offrir l'asile – soit accueil et protection contre la persécution – mais dont la procédure n'est pas encore achevée »<sup>20</sup>.

Ainsi, nous comprenons ici que le terme « migrant » est un concept vaste et assez générique tandis que les termes « réfugié » et « demandeur d'asile » font référence à une situation précise, à des personnes cherchant une protection dans un pays tiers. Dans ce mémoire, nous faisons le choix d'utiliser le mot « migrant » permettant de faire référence à toute personne traversant la Méditerranée quelle que soit leur raison de le faire et d'opter ainsi pour une approche plus inclusive. Dans cette même démarche, nous utiliserons l'expression de « crise migratoire » pour exprimer l'important flux migratoire à destination de l'Europe durant la période 2015-2016, bien que nous soyons conscients que le terme de « crise » peut être à la fois « stigmatisant – surtout pour les migrants eux-mêmes – et ajouter une connotation inutilement alarmiste à ce discours »<sup>21</sup>. Il est néanmoins celui que l'on retrouve le plus dans la littérature et qui permet de partager nos idées de la manière la plus claire et simple possible. Nous l'utilisons donc, sans évidemment avoir pour volonté de servir un quelconque but politique.

### Réflexions autour du choix de ce mémoire

Le choix de ce mémoire a été porté par la volonté d'approfondir une autre narrative que celle des actions de l'UE et des États membres lors de cette crise migratoire. En effet, l'UE et les États n'ont pas été les seuls acteurs de cette crise : la société civile et notamment les ONGH ont également joué un grand rôle en couvrant des domaines que l'État lui-même aurait dû garantir. Par exemple, les « opérations liées au débarquement des migrants et à la mise à disposition des structures de premier accueil ont été menées avec la précieuse implication des organisations internationales, non gouvernementales et de la société civile »<sup>22</sup>, qui ont donc permis une aide humanitaire bien plus importante que celle qu'on aurait pu espérer des États. C'est donc tout l'intérêt de cette contribution, qui propose de s'intéresser à la crise des réfugiés mais de la perspective des ONGH, donc plutôt *bottom up*, au travers du paradigme transnationaliste.

En outre, c'est en particulier de la perspective de MSF et MOAS que nous allons étudier cette crise. Le choix de ces deux ONG spécifiquement repose sur deux raisons : d'abord, celles-ci semblent à prime abord très différentes l'une de l'autre : MSF est une grande ONG avec plusieurs décennies d'expérience, qui fait partie des huit ONGH dominantes selon Roth<sup>23</sup>, avec Oxfam, CARE, *Save the Children*, *World Vision*, CISDE, APDOVE et *Eurostep*, ce qui se reflète notamment dans leur budget conséquent. En revanche, MOAS est une ONGH plus petite. Celles-ci sont souvent « nouvellement créées et animées par une forte impulsion humanitaire »<sup>24</sup>. Il s'agit « notamment d'ONG nationales et internationales, souvent financées et gérées par des individus, servant généralement un seul objectif »<sup>25</sup> - en l'occurrence dans notre cas, sauver des vies. Nous pensons que ces divergences mettront en lumière au cours de notre étude des variations notables dans leurs approches et modes d'action, offrant ainsi un terrain d'analyse intéressant pour comprendre comment elles comblent le manque de gouvernance et interagissent avec les États.

La deuxième raison pour laquelle nous avons choisi de nous concentrer sur ces ONG spécifiquement est qu'elles font partie des premières ONG à s'être engagées en Méditerranée centrale pour secourir les migrants (MOAS étant la première), ce qui nous d'avoir une analyse pouvant commencer dès 2015. Ainsi, de par le fait que MSF et MOAS

---

<sup>18</sup> UNHCR, « Réfugiés » et « migrants » - *Questions fréquentes*, 2016. Disponible à : <https://www.unhcr.org/fr/actualites/refugies-et-migrants-questions-frequentes> (accédé mars 2023).

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> UNHCR, *Demandeurs d'asile, n.d.* Disponible à : <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/en-bref/qui-nous-aidons/demandeurs-dasile> (accédé mars 2023).

<sup>21</sup> Michał KRZYŻANOWSKI (et al.), « The Mediatization and the Politicization of the “Refugee Crisis” in Europe », in *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 2018, Vol. 16, No. 1-2, p. 3.

<sup>22</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 1.

<sup>23</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », in Thomas DAVIES (ed.), *Routledge Handbook of NGOs and International Relations*, Londres, Taylor and Francis Group, 2019, p. 269.

<sup>24</sup> Schuller dans Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, p. 270.

<sup>25</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, p. 270.

fassent partie des premières ONG à s'être impliquée dans cette région, et semblant toutes les deux des styles d'activité différents, elles constituent toutes deux un modèle pour les organisations qui suivent. Comme l'écrit Cusumano, « le modèle du MOAS, qui s'est avéré efficace, financièrement viable et soutenu par les gouvernements nationaux et la société civile, a incité plusieurs autres ONG à lancer leurs propres opérations de recherche et de sauvetage »<sup>26</sup>. Notamment, certaines ONG comme SOS-Méditerranée et *Save the Children*, ont suivi le modèle organisationnel de MOAS et MSF, tandis que d'un point de vue plus idéologique, certaines ONG comme *Save the Children* peuvent être comparées au MOAS, tandis que d'autres comme *Sea Eye*, sont plus proches de MSF<sup>27</sup>. Nous pouvons ainsi dire que MOAS et MSF sont les « modèles originaux » qu'il nous paraît plus intéressant d'analyser.

Par ailleurs, bien que nous fassions le choix de centrer ce travail autour d'une comparaison entre MOAS et MSF, qui sont des ONG humanitaires, sensiblement « pro-migration », nous n'en demeurons pas moins conscients qu'il existe des ONG qui soient moins favorables à la migration. Comme l'écrit Irrera, « on ne peut pas tenir pour acquis que les ONG soutiennent toujours les politiques en faveur des migrants (...). Certaines ONG et certains mouvements sociaux s'opposent plutôt aux politiques en faveur des migrants et plaident contre l'octroi de droits sociaux à la migration irrégulière »<sup>28</sup>. Ainsi, au-delà de notre choix d'étude, il convient de garder à l'esprit que les ONG humanitaires sont ainsi un groupe d'organisations très divers ne devant pas être pris comme un groupe homogène.

Enfin, bien que cette crise migratoire commence à remonter dans le temps, prendre du recul permet de comprendre plus profondément des éléments qui n'auraient pas pu être étudiés dès 2015-2016. Surtout, cela offre l'opportunité de s'intéresser aux conséquences des mesures et des actions prises à cette période. L'objectif de ce travail est ainsi de proposer une vision d'ensemble des enjeux autour de l'accueil des réfugiés par l'Union et du rôle des ONGH, les enjeux migratoires étant toujours d'actualité avec notamment l'actuelle guerre en Ukraine.

Ce mémoire est organisé de la manière suivante : après avoir présenté notre revue de littérature (1.2) qui retrace l'état des connaissances en matière de gestion de crise migratoire par l'UE, de fonctions des ONGH et de rapports États-ONG, nous aboutirons à une question de recherche (1.3). Puis, nous aborderons le cadre théorique (II), qui combine le paradigme transnationaliste aux concepts de plaidoyer et d'opération sur le terrain. Cela nous mènera à la formulation de nos hypothèses, suivie de la description du cadre méthodologique (III), utilisant une méthode qualitative de contenu et une méthode comparative d'études de cas, nous permettant de mettre à profit nos sources mêlant documents disponibles sur les sites officiels de MOAS et MSF (communiqués de presse, rapports, témoignages, etc.) à des articles scientifiques. Enfin, une partie est dédiée à l'analyse (IV) de nos cas d'étude MOAS et MSF qui nous permettra de déboucher sur la conclusion (V) ainsi que sur les limites de ce travail.

## 1.2 Revue de littérature

Afin de mieux comprendre les enjeux soulevés par notre sujet, il convient de le situer dans la littérature scientifique existante. Notre but est ainsi de rendre compte de l'étendu de la littérature scientifique actuelle, mais aussi d'en soulever les limites. Cela nous permettra d'aboutir à une question de recherche dans la partie suivante.

Nous commencerons par donner l'état de la gestion de la crise migratoire par l'Union européenne et ses limites (1.2.1), puis nous nous intéresserons plus spécifiquement à l'importance du rôle des ONG pour combler ces lacunes (1.2.2), pour finir avec un état de la littérature sur les relations ONG – UE (1.2.3).

### 1.2.1 La gestion difficile de la crise migratoire au sein de l'UE

Pour commencer cette revue de littérature et comprendre ce qui a mené à la prise d'action de MSF et MOAS, il est important de revenir sur le rôle joué par l'UE pendant cette crise, ce qui nous donnera le contexte nécessaire pour amener notre réflexion à la question de recherche.

---

<sup>26</sup> Eugenio CUSUMANO, « Emptying the Sea with a Spoon? Non-Governmental Providers of Migrants Search and Rescue in the Mediterranean », in *Marine Policy*, 2017, Vol. 75, p. 92.

<sup>27</sup> *Ibid.*, pp. 91-98.

<sup>28</sup> Daniela IRRERA, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », in *Romanian Journal of European Affairs*, 2016, Vol. 16, No. 3, p. 24.

C'est en voulant répondre au nombre grandissant de décès en mer que la marine italienne décide de commencer dès le 18 octobre 2013 une grande opération de SAR, appelée *Mare Nostrum*<sup>29</sup>. Cette décision faisait notamment suite aux deux naufrages du 3 octobre 2013, « dans les eaux de l'île de Lampedusa, au cours desquels 366 migrants ont trouvé la mort, [puis] de la seconde tragédie survenue seulement huit jours plus tard entre Malte et Lampedusa, qui a porté le nombre de morts à plus de 600 personnes »<sup>30</sup>. En lançant cette opération humanitaire et militaire, l'Italie « a voulu envoyer un signal fort à l'Europe et à toutes les institutions européennes, en demandant une expansion et une amélioration de l'activité de Frontex, mais surtout une plus grande solidarité des États membres pour résoudre la crise migratoire »<sup>31</sup>. Or, pour quelques politiciens européens, cette opération représente un facteur d'attraction involontaire, encourageant les traversées de la Méditerranée<sup>32</sup>, ne les poussant ainsi pas à être solidaire avec l'Italie. L'opération *Mare Nostrum* finit par s'arrêter le 31 octobre 2014, après que l'Italie a menacé l'UE de « mettre fin à cette opération si elle ne recevait pas davantage d'aide »<sup>33</sup>, mais notamment en raison du coût élevé du maintien de cette opération.

C'est alors que Frontex, l'agence chargée de la gestion des frontières extérieures de l'UE, déploie la mission Triton le 1<sup>er</sup> novembre 2014, ayant pour objectif « d'améliorer la surveillance et le contrôle des frontières par des patrouilles conjointes avec les moyens fournis par les États membres »<sup>34</sup>, ainsi plus militaire et moins humanitaire que l'opération italienne *Mare Nostrum*. Dès juin 2015, la mission Triton est complétée par l'opération militaire de l'UE appelée EUNAVFOR MED opération Sophia, ayant pour but « de lutter contre les migrations illégales en perturbant les réseaux de passeurs »<sup>35</sup>, ou plus spécifiquement selon del Valle, « d'intercepter, de saisir et de détruire les navires de contrebande »<sup>36</sup>. C'est ainsi encore une fois une opération focalisée davantage sur les passeurs que sur le sauvetage des migrants.

Dans la littérature existante, nous remarquons que les chercheurs sont très critiques vis-à-vis de ces missions : pour Andersson, la réponse de l'UE est « un échec »<sup>37</sup> en se focalisant davantage sur la sécurité des frontières et en produisant une politique migratoire punitive. Quant à Tazzioli, il voit dans la même veine le passage de *Mare Nostrum* à Triton comme « une stratégie de retour vers une approche sécuritaire renforcée du gouvernement des migrations en mer »<sup>38</sup>, faisant des migrants « naufragés qui ne peuvent se déplacer qu'au prix de leur vie et s'ils exigent d'être secourus »<sup>39</sup>.

Ces missions européennes Triton et Sophia ont également été vivement critiquées par des ONG comme *Amnesty International* ou l'*European Council on Refugees*, ou cette dernière a déclaré que « L'UE devrait changer radicalement son approche du problème de l'immigration en offrant aux migrants des voies d'accès plus sûres et plus légales »<sup>40</sup>. Cet argument est d'autant plus pertinent qu'il concorde avec les obligations des États découlant de l'article 98 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) – qui rétablit les obligations déjà inscrites dans la Convention de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et la Convention SAR de 1978, qui déclare que « les États où le navire est enregistré (généralement appelés États du pavillon) et les États côtiers ont le devoir de porter

---

<sup>29</sup> Eugenio CUSUMANO et James PATTISON, « The Non-Governmental Provision of Search and Rescue in the Mediterranean and the Abdication of State Responsibility », in *Cambridge Review of International Affairs*, 2018, Vol 31, No. 1, pp. 53–75.

<sup>30</sup> Mihaela MUSTĂȚEA, « From the Italian Mare Nostrum Operation to the Frontex Triton Operation (November 2014–February 2018). Italy and Search and Rescue Operations. (SAR operations) », in *Euro-Atlantic Studies*, 2020, Vol. 3, p. 72.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 80.

<sup>35</sup> Eugenio CUSUMANO, « Migrant rescue as organized hypocrisy: EU maritime missions offshore Libya between humanitarianism and border control », *op. cit.*, p. 4.

<sup>36</sup> Hernán DEL VALLE, « Search and rescue in the Mediterranean Sea: Negotiating political differences », in *Refugee Survey Quarterly*, 2016, Vol. 35, No. 2, p. 38.

<sup>37</sup> Ruben ANDERSSON, « Europe's failed 'fight' against irregular migration: ethnographic notes on a counterproductive industry », in *Journal of ethnic and migration studies*, 2016, Vol. 42, No. 7, p. 1059.

<sup>38</sup> Martina TAZZIOLI, « Border displacements. Challenging the politics of rescue between Mare Nostrum and Triton », in *Migration studies*, 2016, Vol. 4, No. 1, p. 13.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> Mihaela MUSTĂȚEA, « From the Italian Mare Nostrum Operation to the Frontex Triton Operation (November 2014–February 2018). Italy and Search and Rescue Operations. (SAR operations) », *op. cit.*, p. 84.

*assistance aux personnes en détresse en mer* en coordonnant et en fournissant directement des opérations SAR dans les zones identifiées comme étant leurs–propres "régions de recherche et de sauvetage" »<sup>41</sup>.

C'est ainsi au vu de cette gestion de cette crise limitée par l'UE n'offrant pas de possibilités pour une migration sûre, que les ONG ont décidé d'« intervenir en affrétant ou en acquérant des bateaux en vue de porter secours aux migrants en détresse et de les débarquer en Europe »<sup>42</sup>, comme MOAS et MSF, que nous développerons plus bas. Or cette intervention d'acteurs non étatiques est essentielle, puisque comme l'explique Panebianco, les États manquent de flexibilité pour « créer des stratégies et des procédures permettant de faire face à la migration, trop souvent présentée comme une urgence inattendue afin de masquer l'absence de politiques adéquates »<sup>43</sup>, et ces lacunes ne peuvent ainsi qu'être comblées par « l'implication directe d'acteurs locaux, transnationaux et privés en dehors de l'appareil d'État »<sup>44</sup>.

On comprend ainsi que durant cette crise migratoire, les ONG ont eu un rôle essentiel pour limiter le mieux possible la crise humanitaire laissée par le manque de bonne gouvernance européenne. Il paraît ainsi opportun de s'intéresser dans la prochaine partie spécifiquement aux ONG et à leur rôle humanitaire.

### 1.2.2 Les Organisations Non Gouvernementales et leur rôle humanitaire

Avec la mondialisation que nous connaissons, « les formes traditionnelles de la politique (...) semblent être en déclin presque partout (...) »<sup>45</sup>, avec un « passage du système politique institutionnel à des associations informelles et formelles d'intérêts et de valeurs comme source d'action collective et d'influence sociopolitique »<sup>46</sup>. Parmi ces acteurs alternatifs au système politique traditionnel, nous retrouvons les ONG, que cette crise migratoire a permis de mettre en lumière. Celles-ci, bien que n'ayant pas de définition exacte en droit international, sont reconnues *de jure* dans toute une série de conventions signées entre États, ce qui assoie leur légitimité<sup>47</sup>. Elles dérivent leur autorité de trois sources principales : une expertise objective, influence morale et la revendication d'une légitimité politique<sup>48</sup>, et ont une triple efficacité : mobilisation de ressources, ralliement d'alliés internationaux et construction d'un agenda pour le discours public<sup>49</sup>. Avec l'apparition des ONG, nous passons d'une prise de décision hiérarchique et centrée autour des acteurs publics à une « interaction entre les acteurs publics et privés et des structures politiques non hiérarchiques »<sup>50</sup>.

Les ONG agissent dans quatre domaines principaux à travers le monde : le développement, les droits humains, l'environnement et l'action humanitaire<sup>51</sup>. Comme nous orientons notre travail autour de MOAS et MSF, nous regarderons spécifiquement les ONG impliquées dans l'action humanitaire.

Il existe plusieurs manières de définir les ONGH. Une définition large voit celles-ci comme ayant un but d'adresser les causes profondes de la pauvreté, des conflits, fournir de l'éducation, etc.<sup>52</sup>. Pour beaucoup d'ONGH, comme le CICR ou MSF, c'est une action définie par la neutralité et l'impartialité, ces principes constituant une ligne directrice

---

<sup>41</sup> Eugenio CUSUMANO et James PATTISON, « The Non-Governmental Provision of Search and Rescue in the Mediterranean and the Abdication of State Responsibility », *op. cit.*, p. 58.

<sup>42</sup> Eugenio CUSUMANO et Matteo VILLA, « En eaux troubles : les opérations de sauvetage en Méditerranée centrale », in Philippe FARGUES et Marzia RANGO (dir.), *Migration in west and north Africa and across the Mediterranean : trends, risks, development and governance*, Berlin, IOM GMDAC, 2020, p. 216.

<sup>43</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 12.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Manuel CASTELLS, « The new public sphere: Global civil society, communication networks, and global governance. », in *The ANNALS of the American academy of Political and Social Science*, 2008, Vol. 616, No. 1, p. 84.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Philippe RYFMAN, « Non-governmental organizations: an indispensable player of humanitarian aid », in *International Review of the Red Cross*, 2007, Vol. 89, No. 865, pp. 21-46.

<sup>48</sup> Richard PRICE, « Transnational civil society and advocacy in world politics », in *World politics*, 2003, Vol. 55, No. 4, p. 587.

<sup>49</sup> Aimei YANG et Adam SAFFER, « NGOs' Advocacy in the 2015 Refugee Crisis: A Study of Agenda Building in the Digital Age », in *American Behavioral Scientist*, 2018, Vol. 62, No. 4, p. 422.

<sup>50</sup> Barbara FINKE, « Civil Society Participation in EU Governance », in *Living Reviews in European Governance*, 2007, Vol. 2, No. 2, p. 6.

<sup>51</sup> Philippe RYFMAN, « Non-governmental organizations: an indispensable player of humanitarian aid », *op. cit.*, p. 27.

<sup>52</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, p. 267.

de conduite. L'impartialité étant « l'idée que l'aide humanitaire doit être fournie uniquement en réponse aux besoins, et non en fonction d'autres considérations telles que la race, l'appartenance ethnique ou le sexe »<sup>53</sup>, et la neutralité signifiant que les « organisations humanitaires doivent rester à l'écart des conflits politiques et idéologiques afin de gagner la confiance de tous »<sup>54</sup>. Une définition au contraire plus étroite – que nous préférons étant plus proche de l'idée que nous nous faisons des actions de MOAS et MSF pendant la crise migratoire – est qu'elles fournissent une aide dans les situations de crise comme les catastrophes ou les conflits violents, fournissant un refuge, de la nourriture, accès à de l'eau et à l'assistance médicale<sup>55</sup>.

Les ONGH ne forment pas un corps unifié et homogène, mais au contraire sont très diverses. Sans entrer dans les détails, nous avons des ONGH « pures » (focalisées sur les secours seulement) ou au contraire avec de multiples mandats (poursuivant des objectifs de consolidation de la paix, protection des droits humains ou de la démocratie), des ONGH dunantistes (tradition des ONG françaises mettent l'accent sur leur indépendance vis-à-vis des politiques gouvernementales et les critiquent) ou wilsoniennes (tradition des ONG américaines tendant à s'aligner sur la politique étrangère de leur pays), des ONGH séculaires ou basées sur la foi etc.<sup>56</sup>.

Pour appuyer cette diversité des ONGH, dans le domaine migratoire, on remarque que celles-ci diffèrent par leur mode opératoire : la plupart « sont des organisations de recherche et de plaidoyer, tandis que certaines fournissent également des services aux groupes au nom desquels elles s'engagent dans des efforts de plaidoyer »<sup>57</sup>. Aussi, « certaines ONG passent naturellement du stade où elles comblent une lacune dans la prestation de services à celui où elles reconnaissent la nécessité de se tourner vers un contexte plus large (...) et se retrouvent (...) dans des activités de plaidoyer politique au niveau national ou mondial »<sup>58</sup>. Ainsi, nous comprenons premièrement que dans le domaine migratoire, les ONG peuvent utiliser et exercer deux grandes fonctions : le plaidoyer et la provision de services, et deuxièmement, que ces fonctions ne sont pas imperméables l'une à l'autre mais au contraire peuvent faire partie d'une même stratégie de l'ONG. Développons maintenant ces deux fonctions.

#### La fonction de plaidoyer des ONGH

Selon Onyx (et al.)<sup>59</sup>, le plaidoyer peut être défini comme « des interventions actives d'organisations au nom des intérêts collectifs qu'elles représentent, qui ont pour objectif explicite d'influencer les politiques publiques ou les décisions d'une élite institutionnelle ». Le plaidoyer existe dans divers domaines et est assez prééminent dans les domaines liés à l'environnement et aux droits humains – on peut notamment penser aux campagnes de *Greenpeace* ou *Amnesty International*. Néanmoins, le plaidoyer se développe également dans le domaine humanitaire, où il peut être spécifiquement défini comme une action de dénonciation exercée par une organisation « dans le but d'alléger la souffrance humaine en donnant une voix aux victimes, en sensibilisant le public à un problème donné, en promouvant les principes humanitaires et en inspirant l'action humanitaire »<sup>60</sup>.

A partir de là, nous pourrions déjà nous demander si et comment le plaidoyer peut-il, pour les ONGH, être en accord avec les principes de neutralité et d'impartialité que celles-ci doivent respecter. Plutôt qu'être apolitiques à tout prix, nous pensons qu'un équilibre peut et doit exister entre les principes du droit international humanitaire et le plaidoyer des ONGH, notamment puisque celui-ci peut permettre de compléter efficacement la fourniture de service en augmentant la visibilité auprès du public d'une situation vue comme anormale, injuste, et en pouvant effectivement interagir avec d'autres acteurs, notamment les États. Comme l'écrit de Currea-Lugo, le plaidoyer

---

<sup>53</sup> Tom SCOTT-SMITH, « Humanitarian Dilemmas in a Mobile World », in *Refugee Survey Quarterly*, 2016, Vol. 35, No. 2, p. 4.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, p. 267 ; Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », in *Global Society*, 2019, Vol. 33, No. 2, p. 184.

<sup>56</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, pp. 267-282.

<sup>57</sup> Markus THIEL et Emek M. UÇARER, « Access and agenda-setting in the European Union: Advocacy NGOs in comparative perspective », in *Interest Groups & Advocacy*, 2014, Vol. 3, No. 1, p. 104.

<sup>58</sup> Vandana DESAI, « The role of non-governmental organizations (NGOs) », in Vandana DESAI et Robert POTTER (ed.), *The Companion to Development Studies*, Londres, Taylor & Francis Group, 2014, p. 806.

<sup>59</sup> Jenny ONYX (et al.), « Advocacy with Gloves on: The "Manners" of Strategy Used by Some Third Sector Organizations Undertaking Advocacy in NSW and Queensland », in Fredrik O ANDERSSON (et al.), *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, Berlin, Springer, 2010, p. 3.

<sup>60</sup> Victor DE CURREA-LUGO, « Cómo hacer «advocacy» y no morir en el intento: Una mirada desde las ONG humanitarias », in *Anuario de Acción Humanitaria y Derechos Humanos, Universidad de Deusto*, 2008, No. 5, p. 74.

« n'est pas la négation de l'assistance humanitaire, c'est sa continuation, c'est l'étape inévitable de l'engagement humanitaire »<sup>61</sup>. En somme, avoir un plaidoyer efficace permet de renforcer les activités humanitaires, en les rendant pro-actives et ne pas seulement atténuer en silence les crises existantes. Ce débat humanitaire sur la question de savoir s'il faut ou non s'exprimer politiquement reste néanmoins d'actualité et continue d'évoluer<sup>62</sup>.

Plus généralement, certaines ONGH décident de centrer leur activité autour du plaidoyer et cherchent à « combler le vide dans les domaines où le gouvernement a laissé sans surveillance, ou n'a pas fait assez, par le biais d'un travail de plaidoyer qui teste souvent les limites du cadre structurel de l'État »<sup>63</sup>. Cela peut être fait par une large palette d'activités, allant de la campagne, aux manifestations, en passant par des sensibilisations et éducation du public etc. Elles peuvent parfois aller plus loin en suscitant de véritables « changements dans les bases institutionnelles et de principe des interactions internationales »<sup>64</sup> via le plaidoyer et ainsi opérer de grands changements dans la politique mondiale. En fait, si les ONG arrivent à « mobiliser de l'information stratégiquement pour créer de nouveaux enjeux (...), à persuader, à faire pression »<sup>65</sup>, elles peuvent obtenir un fantastique effet de levier sur des organisations et gouvernements plus puissants. On comprend ainsi que le plaidoyer peut être un moyen stratégique par lequel les ONGH peuvent non seulement dénoncer les lacunes gouvernementales, mais aussi exercer une influence significative sur la scène politique mondiale.

Il est par ailleurs intéressant de noter que le lobbying est une activité faisant partie de la catégorie plaidoyer, et se « réfère aux efforts de plaidoyer qui visent à influencer une législation spécifique par le biais d'appels aux décideurs politiques ou aux individus »<sup>66</sup>. Ainsi toute activité de lobbying est du plaidoyer tandis que tout le plaidoyer n'est pas du lobbying ; ce ne sont pas des synonymes. Nous nous en tiendrons au plaidoyer puisque notre travail ne consiste pas en l'analyse d'une stratégie d'influence destinée à une législation spécifique.

Dans le cas de la crise migratoire, un sentiment d'urgence et de nécessité d'avoir une stratégie de plaidoyer s'est dégagée chez les ONGH mais plus généralement chez les acteurs non étatiques, suscité par les politiques européennes restrictives vis-à-vis de la migration<sup>67</sup>. Elles semblent toutes animées d'un même but : que le respect des droits humains des migrants soit garanti. Et puis comme l'écrit Panebianco, plaidoyer au nom des personnes migrantes donne un rôle aux ONG similaire à celui des diplomates ou elles « négocient, rendent compte, communiquent en représentant les autres, en parlant en leur nom et en agissant en leur nom en leur offrant de l'aide »<sup>68</sup>. Ainsi, au-delà de la simple nécessité, le plaidoyer devient une forme d'action engagée, transformant les ONGH en « avocats » des droits humains et en interlocuteurs influents face aux politiques européennes restrictives.

Or, selon Almog-Bar, les chercheurs tendent à montrer que dans le domaine humanitaire, « La portée des activités de plaidoyer est limitée et que la défense des intérêts ne joue pas un rôle majeur »<sup>69</sup> pour les ONGH, qui préfèrent se concentrer sur la provision de services. Il existe en outre cette crainte qu'une place croissante donnée aux activités de plaidoyer se fasse au détriment des activités opérationnelles de service des ONG<sup>70</sup>. Ainsi, un équilibre entre ces deux activités doit pouvoir être trouvé afin que les ONGH remplissent au mieux leurs missions.

---

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> Dorothea HILHORST (et al.), « Reconsidering humanitarian advocacy through pressure points of the European 'migration crisis' », in *International Migration*, 2021, Vol. 59, No. 3, pp. 125-144.

<sup>63</sup> Brenda SA YEOH et Kavitha ANNADHURAI, « Civil society action and the creation of "transformative" spaces for migrant domestic workers in Singapore », in *Women's Studies*, 2008, Vol. 37, No. 5, p. 560.

<sup>64</sup> Margaret E. KECK et Kathryn SIKKINK (ed.), *Activists beyond borders: Advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 89.

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 2014, Vol. 43, No. 1, p. 15.

<sup>67</sup> Dorothea HILHORST (et al.), « Reconsidering humanitarian advocacy through pressure points of the European 'migration crisis' », *op. cit.*, pp. 125-144.

<sup>68</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, pp. 7-8.

<sup>69</sup> Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », *op. cit.*, p. 15.

<sup>70</sup> Lorenzo FIORAMONTI (et al.), « The Challenge of Socioeconomic and Democratic Development : Marrying Civil Society's Social and Political Roles ? », in Finn HEINRICH et Lorenzo FIORAMONTI (ed.), *CIVICUS Global Survey of the State of Civil Society*, Bloomfield, Kumarian Press, 2008, p. 364.

## La fonction de service des ONGH

Les ONGH qui sont centrées autour de la provision de services ont tendance à travailler en étroite collaboration avec leurs communautés cibles, « facilitant leur accès aux services et coordonnant la fourniture des apports de diverses agences »<sup>71</sup>. Les ONG « fournissent des services sociaux, techniques, juridiques et financiers aux pauvres ou collaborent avec des organisations communautaires pour la fourniture de services de base et d'infrastructures »<sup>72</sup>. Elles ne poursuivent « généralement pas d'agendas politiques alternatifs qui divergent de ceux de l'État »<sup>73</sup>, et sont même parfois soutenus par l'État (au travers de bénéfiques, financement, etc.)<sup>74</sup>. Dans ce cadre-là, les ONG cherchent surtout à « combler les lacunes laissées par la fourniture partielle de services par des gouvernements qui se retirent de la fourniture de services »<sup>75</sup>, par choix ou par manque de moyens comme dans certains pays en développement. En fait, les activités SAR peuvent exister dans de multiples environnements, ou des personnes sont susceptibles d'être en détresse : dans les déserts, les océans, les jungles etc.<sup>76</sup>. Dans notre cas c'est naturellement le SAR en mer qui nous intéresse.

Dans le cas de la crise migratoire en Méditerranée, les ONG ont été impliquées dans trois phases principales : « les opérations de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée, le débarquement et la mise à disposition d'installations d'accueil initial »<sup>77</sup>. Parmi ces trois phases, nous allons nous concentrer sur les missions de recherche et de sauvetage, qui a été dans notre cas d'étude autour de la Méditerranée « la forme la plus importante de travail humanitaire aux frontières »<sup>78</sup>, pratiquées par MOAS et MSF, permettant de fournir des soins aux rescapés en préservant leur dignité. Selon la définition donnée par le manuel de recherche et de sauvetage aéronautique et maritime international (IAMSAR) (1999), qui définit séparément la « recherche » et le « sauvetage », « les opérations de recherche impliquent l'utilisation du personnel et des installations disponibles pour localiser les personnes en difficulté et les opérations de sauvetage impliquent la récupération des personnes en détresse, la satisfaction de leurs besoins médicaux immédiats ou autres, et leur transport vers un lieu sûr »<sup>79</sup>. Ces activités ont été menées autour du monde pendant des siècles, mais ce n'est que récemment qu'elles ont été nommées « SAR »<sup>80</sup>.

Toutes les ONG ne conduisent pas leurs opérations SAR de la même manière : « Certaines ONG mènent des opérations de recherche et de sauvetage à part entière : elles patrouillent dans les zones susceptibles d'être à l'origine d'appels de détresse afin de repérer rapidement les navires en détresse. Elles prennent les personnes en détresse à bord, leur prodiguent les premiers soins et les débarquent en lieu sûr »<sup>81</sup>, tandis que d'autres ONG, souvent plus petites, « se concentrent sur la première réponse aux urgences en fournissant des gilets de sauvetage, de l'eau potable et des soins médicaux d'urgence. Souvent, ces petits navires d'ONG ne prennent pas les migrants à bord, mais attendent que de plus grands navires les transportent vers la terre ferme »<sup>82</sup>.

Si nous adoptons une perspective critique de la fonction de service et SAR, nous pourrions dire premièrement qu'elle peut mener à un manque de compatibilité et de coordination<sup>83</sup>. En effet, si « ces efforts dépendent du financement gouvernemental, leur viabilité à terme est remise en question »<sup>84</sup>. Pour les missions SAR

---

<sup>71</sup> Sciavo-Campo et Sundaram dans Brenda SA YEOH et Kavitha ANNADHURAI, « Civil society action and the creation of “transformative” spaces for migrant domestic workers in Singapore », *op. cit.*, p. 556.

<sup>72</sup> Vandana DESAI, « The role of non-governmental organizations (NGOs) », *op. cit.*, p. 805.

<sup>73</sup> Brenda SA YEOH et Kavitha ANNADHURAI, « Civil society action and the creation of “transformative” spaces for migrant domestic workers in Singapore », *op. cit.*, p. 556.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> Vandana DESAI, « The role of non-governmental organizations (NGOs) », *op. cit.*, p. 805.

<sup>76</sup> Donald C. COOPER, *Fundamentals of search and rescue*, Burlington, Jones & Bartlett Learning, 2005, p. 2.

<sup>77</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 5.

<sup>78</sup> Polly PALLISTER-WILKINS, « Humanitarian borderwork », in Cengiz GUNAY et Nina WITJES (ed.), *Border politics: Defining spaces of governance and forms of transgressions*, Berlin, Springer, 2017, p. 91.

<sup>79</sup> Wajeeha NASAR (et al.), « The Use of Decision Support in Search and Rescue: A Systematic Literature Review », in *ISPRS International Journal of Geo-Information*, 2023, Vol. 12, No. 5, p. 5.

<sup>80</sup> Donald C. COOPER, *op. cit.*

<sup>81</sup> Kristof GOMBEER et Melanie FINK, « Non-Governmental Organisations and Search and Rescue at Sea », in *Maritime Safety and Security Law Journal*, 2018, Vol. 4, p. 1.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 2

<sup>83</sup> Vandana DESAI, « The role of non-governmental organizations (NGOs) », *op. cit.*, p. 805.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 806.



spécifiquement, certains académiques les considèrent comme « des pratiques de police des frontières qui cherchent à « contrôler la mobilité aux frontières maritimes et terrestres de l'Europe » [...] et à « réduire les dangers inhérents à la circulation des populations par des processus de capture [...] qui amènent les gens sous le contrôle souverain de l'État par le travail de la police des frontières »<sup>85</sup>, ce qui soulève des questions essentielles sur la manière dont les actions humanitaires sont parfois entrelacées avec des objectifs de contrôle migratoire. En outre, un autre inconvénient lié aux missions SAR est qu'elles pourraient contribuer à une déresponsabilisation de l'État. En effet, « comme les citoyens considèrent de plus en plus la fourniture privée d'opérations SAR comme un élément central des capacités de sauvetage maritime (même si ces opérations diminuent), les gouvernements peuvent ne pas développer leur capacité à effectuer ces opérations, sachant que des agents privés les effectueront à leur place »<sup>86</sup>, ce qui ne les motiverait donc pas à reprendre un jour ces missions alors qu'ils en auraient les moyens.

Et puis il faut rester lucide : les missions SAR, bien qu'utiles, ne peuvent pas tout – elles ne « peuvent pas s'attaquer à la cause principale du problème »<sup>87</sup>, c'est-à-dire, à la « fragilité de l'État qui pousse les gens à fuir ; elles ne peuvent pas modifier les régimes frontaliers restrictifs qui obligent les réfugiés à entreprendre des voyages dangereux ; elles ne peuvent pas empêcher les nombreux décès par noyade dans des embarcations qui prennent l'eau en mer »<sup>88</sup>.

Malgré tout, il est indéniable que les opérations SAR « ont eu un impact considérable en termes de vies sauvées »<sup>89</sup> : si l'on regarde les chiffres, entre 2014 et 2017, plus de 610'000 personnes en danger dans la Méditerranée ont été sauvées au total, dont 114'910 par les ONGH<sup>90</sup>.

Pour comprendre en pratique comment ces fonctions de plaidoyer et de services sont employées, nous allons les appliquer à nos deux cas d'étude, MSF et MOAS.

#### Les fonctions de plaidoyer et de service chez MSF et MOAS

Si l'on s'intéresse en premier aux activités de plaidoyer, on remarque que celles-ci semblent très peu déployées chez MOAS. En effet, celle-ci ayant été créée en 2014 seulement, au début de la crise migratoire qui est un événement hautement politisé en Europe, elle a décidé de développer un « rôle humanitaire traditionnel, fondé sur une interprétation stricte du principe de neutralité et une attitude prudente » vis-à-vis des gouvernements européens<sup>91</sup>. Ainsi, MOAS ne semble pas être dans une démarche de dénonciation, mais plutôt de neutralité et de diplomatie, préférant se concentrer sur les missions SAR. MSF, quant à elle, s'engage « dans un travail de plaidoyer, met en lumière les crises négligées et critique les insuffisances du système d'aide »<sup>92</sup>. Depuis la guerre froide, elle a développé une grande activité de plaidoyer, en étant « une voix importante au sein du nouveau camp humanitaire »<sup>93</sup> en faveur de la lutte contre les causes profondes de la souffrance visible à son slogan « soigner et témoigner »<sup>94</sup>.

Quant aux missions SAR, du côté de MOAS, celles-ci constituent sa mission principale, de « sauver des vies et réduire les souffrances, en particulier celles des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées » selon son site. Ses opérations commencent dès le mois d'août 2014, à bord du navire *MY Phoenix*. La mission a ensuite été arrêtée seulement deux mois après à cause de problèmes financiers<sup>95</sup>. Dès mars 2015, MOAS a pu reprendre ses missions en formant un partenariat avec MSF, cette dernière lui fournissant financement et équipe médicale à bord du *MY*

---

<sup>85</sup> Pallister-Wilkins dans Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 10.

<sup>86</sup> Eugenio CUSUMANO et James PATTISON, « The Non-Governmental Provision of Search and Rescue in the Mediterranean and the Abdication of State Responsibility », *op. cit.* p. 68.

<sup>87</sup> Tom SCOTT-SMITH, « Humanitarian Dilemmas in a Mobile World », *op. cit.*, p. 2.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 10.

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> Eugenio CUSUMANO, « United to rescue? Humanitarian role conceptions and NGO-NGO interactions in the Mediterranean Sea », in *European Security*, 2021, Vol. 30, No. 4, p. 554.

<sup>92</sup> Silke ROTH, « Humanitarian NGOs », *op. cit.*, p. 273.

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », in *Geopolitics*, 2018, Vol. 23, No. 3, pp. 632-660.

*Phoenix*<sup>96</sup>. Cette collaboration finit par s'arrêter en septembre de la même année, MOAS reprenant les missions SAR seule à bord de son navire. Après la trêve hivernale, elle reprend les missions SAR à bord de deux navires, le *Phoenix* en Méditerranée centrale et le *Responder* en mer Égée<sup>97</sup>, et reforme un partenariat cette fois-ci avec la Croix rouge italienne qui durera d'août 2016 jusqu'en 2017, celle-ci fournissant une équipe médicale à bord du *Phoenix*.

Du côté de MSF, malgré le fait que ce soit une grande et ancienne ONGH, « son implication dans le domaine de la recherche et du sauvetage maritimes est nouvelle »<sup>98</sup>. En effet, étant une organisation principalement médicale et humanitaire, elle n'avait jusque-là jamais eu à développer une activité voire une expertise en matière de SAR, et manquait donc de compétences pratiques à ce niveau<sup>99</sup>. Celle-ci commence donc ses missions SAR en partenariat avec MOAS sur son bateau *MY Phoenix* dès mars 2015, s'occupant notamment des soins médicaux. Avec l'augmentation des besoins en mer dus notamment à l'augmentation du nombre de migrants traversant la Méditerranée, MSF met à l'eau deux bateaux, le *Bourbon Argos*, dès mai 2015 puis le *Dignity I*, dès juin 2015<sup>100</sup> jusqu'en novembre 2016. Or, dès le 31 décembre 2015<sup>101</sup>, MSF fait une pause des missions SAR, qui durera jusqu'au 24 avril 2016<sup>102</sup>. Cela est dû selon elle au fait que durant les derniers mois de 2015, elle a « constaté une augmentation du nombre de navires contribuant aux efforts de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale (principalement par l'intermédiaire de FRONTEX et d'EUNAVFOR) (...), combinée à la diminution des arrivées en Méditerranée centrale, cette évolution [ayant] permis d'améliorer l'assistance aux bateaux en détresse »<sup>103</sup>. Enfin, dès le printemps 2016, MSF noue un partenariat avec SOS Méditerranée à bord de son navire l'*Aquarius*, ayant permis de secourir « plus de 11 000 migrants pour la seule année 2016 »<sup>104</sup>.

En somme, avec les éléments que nous venons d'explicitier, il est cohérent de dire que MSF semble davantage être orientée vers le plaidoyer tandis que MOAS semble plutôt favoriser les missions SAR. Ainsi, d'une part, MSF met l'accent sur un engagement critique envers les lacunes du système, tandis que MOAS se focalise sur la fonction fondamentalement humanitaire de sauver des vies. C'est une différence supplémentaire qu'il sera très intéressant d'analyser tout au long de ce travail, reflétant la complexité du paysage humanitaire et la nécessité d'approches diversifiées pour adresser les multiples facettes de la crise migratoire.

MSF et MOAS donc, et plus globalement les ONG avec leurs missions SAR et leurs activités de plaidoyer, ont fait partie intégrante du système de gouvernance humanitaire dans la Méditerranée, au côté des États. Comme nous l'avons vu, pour adresser la crise migratoire en Méditerranée, le rôle « des gouvernements des États membres de l'UE sont essentiels », mais implique également « la participation effective des organisations internationales (OI), des organisations de la société civile (OSC) et des organisations non gouvernementales (ONG) »<sup>105</sup>. Ainsi, les États et les ONG sont amenés à interagir, ce qui peut les entraîner dans des relations tantôt coopératives, tantôt confrontationnelles, comme nous le verrons dans la prochaine partie.

---

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> Eugenio CUSUMANO, « Emptying the Sea with a Spoon? Non-Governmental Providers of Migrants Search and Rescue in the Mediterranean », *op. cit.*, p. 5.

<sup>99</sup> Hernán DEL VALLE, « Search and rescue in the Mediterranean Sea: Negotiating political differences », *op. cit.*, p. 24.

<sup>100</sup> Eugenio CUSUMANO, « Emptying the Sea with a Spoon? Non-Governmental Providers of Migrants Search and Rescue in the Mediterranean », *op. cit.*, p. 6.

<sup>101</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU Migration Crisis Update - February 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-migration-crisis-update-february-2016> (accédé décembre 2023).

<sup>102</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF resumes Search and Rescue activities in the central Mediterranean*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-resumes-search-and-rescue-activities-central-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>103</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU Migration Crisis Update - February 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-migration-crisis-update-february-2016> (accédé décembre 2023).

<sup>104</sup> Eugenio CUSUMANO et James PATTISON, « The Non-Governmental Provision of Search and Rescue in the Mediterranean and the Abdication of State Responsibility », *op. cit.*, p. 63.

<sup>105</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 4.

### 1.2.3 Les rapports États-ONG : entre coopération et confrontation

Les relations États-ONG peuvent être multiples et ont été étudiées par plusieurs auteurs dans la littérature. Pour Coston, celles-ci peuvent se matérialiser de sept manières : la rivalité, la répression, la concurrence, la passation de contrats, le gouvernement par des tiers, la coopération et la complémentarité<sup>106</sup>. Young évoque quant à lui trois types de relations, à savoir des relations complémentaires, supplémentaires et d'adversité<sup>107</sup>. Quant à Najam, celui-ci se limite à quatre catégories, qu'il nomme les 4C : conflit, coopération, concurrence et cooptation<sup>108</sup>. Nous faisons le choix de nous baser sur les catégories de Najam, qui sont définies plus simplement et permettent à notre sens de mieux saisir les différentes relations ONG-États que Coston et Young, ce qui sera important notre analyse. Selon lui, ces catégories « se distinguent en fonction des objectifs et des moyens des États et des ONG concernés »<sup>109</sup>, et peuvent ainsi donner quatre combinaisons possibles : a) rechercher des fins similaires avec des moyens similaires (coopération) ; b) rechercher des fins dissemblables avec des moyens dissemblables (confrontation) ; c) rechercher des fins similaires mais préférer des moyens dissemblables (concurrence), ou d) préférer des moyens similaires mais à des fins différentes (cooptation)<sup>110</sup>.

Dans ce travail, nous nous focaliserons sur les deux extrêmes, à savoir la coopération et la confrontation, ce qui nous permettra d'approfondir notre étude sur ces deux notions plutôt que de disperser nos efforts autour de quatre variables. De plus, nous pensons qu'il sera plus clair et plus évident de retrouver des relations de coopération et de confrontation entre ONG et États pendant la crise migratoire, ce qui facilitera le développement de notre analyse par la suite.

#### Relations de coopération entre États et ONG

Selon Najam, on est face à une relation de coopération lorsque « sur une question donnée, les agences gouvernementales et les organisations non gouvernementales non seulement partagent des objectifs politiques similaires, mais préfèrent également des stratégies similaires pour les atteindre »<sup>111</sup>. Cette coopération est par ailleurs plus probable « lorsque les États n'ont pas la capacité d'atteindre des objectifs tels que la réduction de la pauvreté ou la surveillance des élections »<sup>112</sup>, ou dans notre cas de secourir les migrants traversant la Méditerranée, et ont ainsi besoin d'une aide extérieure provenant d'acteurs privés. On pourrait néanmoins se demander si cette incapacité ne masquerait pas une déresponsabilisation des États à la manière d'une des critiques envers les missions de service, qui externalisent certaines missions à des acteurs non étatiques comme les ONG, sans nécessairement remédier aux causes profondes des problèmes.

Selon Coston, lorsque nous parlons de coopération, cela fait référence à trois activités principales : le partage d'information, le partage de ressources et l'action conjointe<sup>113</sup>. Le partage d'information tout d'abord peut aller de demandes informelles à la distribution de rapport, à la participation de meetings, briefings etc. Quant au partage de ressources, celui-ci peut inclure de la main d'œuvre bénévole, des prêts, des subventions etc. Enfin, l'action conjointe implique l'engagement collaboratif dans des activités avec chacun utilisant leurs ressources, avec par exemple les ONG apportant leurs capacités de service, et les États apportant du soutien financier. Ces activités de prestation de services se retrouvent notamment dans le secteur du développement, « où les ONG et les OING ont été des partenaires fréquents dans la fourniture de services et l'acheminement de l'aide étrangère »<sup>114</sup>. Ainsi, la confiance se retrouve à la base des rapports de coopération entre États et ONG<sup>115</sup>.

---

<sup>106</sup> Jennifer M COSTON, « A model and typology of government-NGO relationships », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 1998, Vol. 27, No. 3, pp. 358-382.

<sup>107</sup> Dennis R. YOUNG, « Alternative Models of Government-Nonprofit Sector Relations: Theoretical and International Perspectives », in *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 2000, Vol. 29, No. 1, pp. 149-172.

<sup>108</sup> Adil NAJAM, « The four C's of government third Sector-Government relations », in *Nonprofit management and leadership*, 2000, Vol. 10, No. 4, pp. 375-396.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 375.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 384.

<sup>112</sup> Sarah STROUP, « NGOs and States in Global Politics: A Brief Review », in *E-International Relations*, 2020, Vol. 3, p. 2.

<sup>113</sup> Jennifer M COSTON, « A model and typology of government-NGO relationships », *op. cit.*, p. 370.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 371.

<sup>115</sup> Şerif ONUR BAĞÇECİK et Yunus TURHAN, « Mapping relations between state and humanitarian NGOs: the case of Turkey », in *Third World Quarterly*, 2022, Vol. 43, No. 5, pp. 979-996.

Par ailleurs, la question de l'influence des financements sur les rapports ONG-États est assez débattue au sein de la littérature : pour certains, comme Pérouse de Montclos, il y a davantage de relations coopératives lorsqu'il y a des financements des pouvoirs publics vers les ONG, puisque les « les ONG subventionnées sont indéniablement liées aux pouvoirs publics par des intérêts croisés : autant elles dépendent des fonds des bailleurs institutionnels, autant les États ont besoin d'elles pour accéder à des terrains en crise, obtenir des informations précises et mettre en œuvre des programmes humanitaires »<sup>116</sup>. Pour d'autres, les questions de financement n'influenceraient pas la capacité de plaider des ONGH, il n'y aurait pas de relation significative entre ces deux variables<sup>117</sup>. McMillan appuie cet argument en déclarant que les subventions étatiques « n'empêchent pas les ONG de critiquer les autorités »<sup>118</sup>. D'autres auteurs comme Onyx (et al.) trouvent que le financement public peut avoir un effet légèrement positif<sup>119</sup>. Comme cet élément est très débattu dans la littérature et ne semble pas avoir de réponse claire, nous le laisserons de côté pour notre travail.

Au-delà de la coopération, l'idée de rapports intéressés, complémentaires, où chaque partie gagne à travailler ensemble est assez présente dans la littérature avec Arnove & Christina qui appuient les arguments de Pérouse de Montclos en déclarant que les ONG « sont en mesure de répondre aux besoins locaux avec plus d'aisance et de souplesse que l'État. Cependant, elles disposent également de ressources très limitées et sont souvent incapables de mener à bien de petits projets »<sup>120</sup>. Donc d'une part, les ONG sont utiles aux États puisqu'elles peuvent agir à l'échelle locale plus facilement, et d'autre part, les États sont utiles aux ONG puisque ceux-ci peuvent les financer. Ainsi, nous pouvons deviner que s'il existe des rapports intéressés, cela facilitera la coopération. Enfin, selon Fowler, ces relations intéressées peuvent être aussi liées à des critères d'efficacité, afin « d'utiliser au maximum toutes les ressources disponibles et la complémentarité des compétences »<sup>121</sup>, permettant d'avoir à la fois un impact direct grâce aux ONG et une envergure étendue grâce aux États.

Au niveau européen, selon Dany, « les ONG humanitaires coopèrent souvent étroitement avec les institutions de l'UE – en particulier avec la direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) »<sup>122</sup>. Cette collaboration s'explique d'une part par le rôle majeur de l'UE en tant que donateur humanitaire et son attachement aux principes humanitaires<sup>123</sup>, et d'autre part par le fait que les ONG ont établi des relations directes avec les États membres, assumant des responsabilités exécutives et jouant un rôle crucial dans la mise en œuvre des projets<sup>124</sup>.

De nombreuses ONG humanitaires agissent effectivement en tant que partenaires qui mettent en œuvre des projets financés par l'UE dans le monde entier<sup>125</sup>. Par exemple, en participant à des programmes officiels européens, les ONG « ont encouragé de nombreuses initiatives d'aide humanitaire, en particulier en Afrique »<sup>126</sup>. Au-delà de cette collaboration apparente, il est essentiel d'analyser les implications de cette relation : cette aide venant des ONG a « permis à l'UE de renforcer l'aide humanitaire, en poussant à l'élaboration de politiques et de programmes

---

<sup>116</sup> Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, « ONG humanitaires et politiques migratoires des États : une analyse financière et stratégique », in *Outre-Terre*, 2006, Vol. 17, No. 4, p. 51.

<sup>117</sup> Michaela NEUMAYR (et al.), « Public funding and its impact on nonprofit advocacy », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 2015, Vol. 44, No. 2, pp. 297-318 ; Beth L LEECH, « Funding faction or buying silence? Grants, contracts, and interest group lobbying behavior », in *Policy Studies Journal*, 2006, Vol. 34, No. 1, pp. 17-35.

<sup>118</sup> McMillan dans Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, « ONG humanitaires et politiques migratoires des États : une analyse financière et stratégique », *op. cit.*, p. 51.

<sup>119</sup> Jenny ONYX (et al.), « Current trends in Australian nonprofit policy », in *Nonprofit policy forum*, 2016, Vol. 7, No. 2, pp. 171-188.

<sup>120</sup> Robert F. ARNOVE et Rachel CHRISTINA, « NGO-state relations: An argument in favor of the state and complementarity of efforts », in *Current Issues in Comparative Education*, 1998, Vol 1, No. 1, p. 46.

<sup>121</sup> Fowler dans Will CAMPBELL, « The potential for donor mediation in NGO-state relations: An Ethiopian case study », in *Institute of Development Studies*, 1996, No. 33, p. 6.

<sup>122</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op. cit.*, p. 187.

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> Daniela IRRERA, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », *op. cit.*, p. 24.

<sup>125</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op. cit.*, pp. 184-200.

<sup>126</sup> Ryelandt dans Daniela IRRERA, « NGOs and the EU's Responses to Emergencies and Crises. An Analysis of ECHO's and Member States' Support », in Raffaele MARCHETTI (ed.), *Partnerships in International Policy-Making: Civil Society and Public Institutions in European and Global Affairs*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016, p. 242.

spécifiques et en créant une norme de consultation importante »<sup>127</sup>. On comprend ainsi bien que qu'il existe une certaine interconnexion entre les ONG et les institutions européennes, mettant en évidence l'influence mutuelle dans la définition des agendas humanitaires et des politiques d'aide, notamment lorsque ces deux entités partagent des objectifs communs.

Or cela n'est pas toujours le cas. Malgré les bénéfices que peuvent représenter des relations paisibles et de coopération entre États et ONG, des conflits peuvent apparaître.

#### Relations de confrontation entre États et ONG

En revanche, il est possible que les rapports États/ONG soient plus conflictuels. En effet, les relations de confrontation (ou de conflit) peuvent apparaître lorsque les objectifs diffèrent<sup>128</sup>, ou plus spécifiquement, « lorsque les deux parties ne sont pas d'accord sur le caractère souhaitable des fins ou des objectifs poursuivis par les États »<sup>129</sup>, lorsque les ONG entrent en opposition et en contestation directe avec les actions et politiques des États. Par ailleurs, il convient de préciser que les termes de « confrontation » et de « conflit » sont employés en synonymes par Stroup, ce qui sera également le cas dans notre travail.

Comme pour les rapports de coopération, il existe des secteurs où la confrontation entre États et ONG est particulièrement présente, notamment dans le domaine des droits de l'homme, de la protection de l'environnement, ou encore de l'aide humanitaire ou le contrôle des armes<sup>130</sup>, « ou les ONG sélectionnent les États récalcitrants et les ciblent avec des stratégies de dénigrement »<sup>131</sup>. On peut par exemple penser à *Greenpeace* dans les années 1970, où cette dernière avait « remplacé le « discours statique axé sur la conservation » par des « pitreries passionnées » pour protester contre les essais nucléaires et la chasse à la baleine »<sup>132</sup>. Dans ce type de cas de figure où les ONG sont des forces de réaction aux politiques étatiques, on peut ainsi s'attendre à des relations de confrontation. En outre, selon Keck et Sikkink, lorsque les États s'engagent à respecter des principes juridiques ou normatifs mais se comportent ensuite de manière incompatible avec ces principes<sup>133</sup> les ONG leur demanderont des comptes. Ainsi, les ONG peuvent mettre en œuvre une certaine forme de responsabilisation des États, surveiller de près la cohérence entre les engagements déclarés par les États et leurs actions réelles, ce qui met en lumière le pouvoir des ONG en tant que contre-pouvoirs.

Il est par ailleurs intéressant de noter que les relations conflictuelles sont davantage abordées dans la littérature que les relations de coopération. Plusieurs auteurs pensent que celles-ci font partie « de l'ordre naturel des choses »<sup>134</sup>, selon laquelle « l'accroissement du pouvoir et de l'importance des acteurs non étatiques doit nécessairement se faire au détriment du pouvoir de l'État »<sup>135</sup>. Cette perception peut effectivement être partagée par les États, si ceux-ci perçoivent ces acteurs transnationaux comme des concurrents face à leur pouvoir<sup>136</sup>, qui chercheraient à les remplacer en devenant par exemple le principal fournisseur de services sociaux. Or, pour les acteurs transnationaux, le but ne semble pas être « de remplacer les gouvernements ou d'usurper leur pouvoir de décision », mais au contraire « d'informer et de persuader les gouvernements et les entreprises d'adopter ou d'abandonner certaines politiques ou positions »<sup>137</sup>. Ainsi, le débat ne porte pas sur si les acteurs transnationaux remplacent ou non les États – dans notre cas sur si les ONG ont comme objectif de remplacer l'UE sur les enjeux migratoires – mais plutôt sur comment ces acteurs-ci peuvent compléter l'action des États, pouvant mener à « renforcer le pouvoir de l'État dans certains

---

<sup>127</sup> Daniela IRRERA, « NGOs and the EU's Responses to Emergencies and Crises. An Analysis of ECHO's and Member States' Support », in Raffaele MARCHETTI (ed.), *op. cit.*, p. 242.

<sup>128</sup> Sarah STROUP, « NGOs and States in Global Politics: A Brief Review », *op. cit.*, pp. 1-5.

<sup>129</sup> Johnson dans Sarah STROUP, « NGOs' interactions with states », in Thomas DAVIES (ed.), *Routledge handbook of NGOs and international relations*, Londres, Taylor and Francis Group, 2019, p. 34.

<sup>130</sup> Sarah STROUP, « NGOs' interactions with states », in Thomas DAVIES (ed.), *op. cit.*, p. 34.

<sup>131</sup> Murdie et Urpelainen dans Sarah STROUP, « NGOs and States in Global Politics: A Brief Review », *op. cit.*, p. 2.

<sup>132</sup> Zelko dans Sarah STROUP, « NGOs' interactions with states », in Thomas DAVIES(ed.), *op. cit.*, p. 34.

<sup>133</sup> Margaret E. KECK et Kathryn SIKKINK (ed.), *op. cit.*, p. 31.

<sup>134</sup> Adil NAJAM, « The four C's of government third Sector-Government relations », *op. cit.*, p. 385.

<sup>135</sup> Kal RAUSTIALA, « States, NGOs, and international environmental institutions », in *International Studies Quarterly*, 1997, Vol. 41, No. 4, pp. 719-740.

<sup>136</sup> Richard PRICE, « Transnational civil society and advocacy in world politics », *op. cit.*, p. 591.

<sup>137</sup> Johnson dans Richard PRICE, « Transnational civil society and advocacy in world politics », *op. cit.*, p. 591.

domaines et à la société civile dans d'autres »<sup>138</sup>, ou au contraire comment ces acteurs peuvent contester l'action des États et demander du changement.

Au niveau de la crise migratoire en Europe, les relations entre UE et ONG ont été conflictuelles, notamment à partir de 2017 ou selon Frontex, les « opérations SAR en Méditerranée centrale aident involontairement les criminels à atteindre leurs objectifs à moindre coût, renforcent leur modèle économique en augmentant les chances de succès »<sup>139</sup>, ce qui démontre une incompréhension des actions des ONGH par l'UE et ce, d'autant que « l'objectif humanitaire des opérations SAR s'est heurté au traitement inhumain des migrants dans les grands centres de détention en Europe »<sup>140</sup>. Il existe ainsi une tension fondamentale entre d'une part, une UE focalisée sur les aspects sécuritaires et économiques, mettant en avant les préoccupations liées aux activités des passeurs et d'autre part, les ONGH mettant l'accent sur l'aspect humanitaire, cherchant avant tout à sauver des vies en mer. Les ONG ont ainsi formulé des réserves vis-à-vis de l'action européenne, en critiquant « les opérations de Frontex parce que, même si les militaires ne tuent pas délibérément les migrants, ils ne font pas d'efforts pour les sauver et ne font pas preuve d'une approche humaine »<sup>141</sup>, démontrant encore une fois cette tension entre les priorités des ONG et des acteurs étatiques. Cela peut même aller jusqu'à la rupture, si l'ONG décide de stopper ses activités (comme ses opérations de SAR) en protestation de la politique menée par l'État. C'est un moyen pour l'ONG de représenter son « refus d'être complice de la dynamique d'une situation déplorable ou d'un compromis inconfortable »<sup>142</sup>, et c'est une stratégie pouvant devenir nécessaire « pour être pleinement solidaires avec les personnes les plus vulnérables »<sup>143</sup>. De plus, plusieurs restrictions ont été adoptées à l'encontre des ONG dans les États membres – par exemple, des appellations pour décrire la « criminalisation de la solidarité » sont apparues dans l'UE, telles que « environnement hostile » au Royaume-Uni, « blâmer les sauveteurs » en Italie et en Grèce, « délits de solidarité » en France ou « rétrécissement de l'espace de la société civile » en Hongrie et en Pologne »<sup>144</sup>. Ces termes sont ainsi entrés dans « les débats nationaux et européens, remettant essentiellement en question le rôle des acteurs de la société civile dans la défense des droits fondamentaux des réfugiés et des autres migrants, ainsi que dans la responsabilité financière et politique de la gestion des migrations et des contrôles aux frontières et des valeurs de l'UE »<sup>145</sup>.

#### Bilan de la revue de littérature et réflexions

Comme nous avons pu le voir dans cette revue de littérature, les ONG et notamment celles ayant une activité dans le domaine humanitaire ont joué un rôle crucial lors de la crise migratoire. Pour mieux comprendre comment celles-ci agissent, nous avons développé deux de leurs modes d'intervention, à savoir le plaidoyer et la prestation des services. Et en fonction de comment les ONG agissent et emploient leurs modes d'action, celles-ci peuvent connaître des relations de coopération ou bien de confrontation avec les États.

Cette revue nous a ainsi permis de mettre lumière la fonction de plaidoyer et de dévoiler comment celle-ci se matérialise chez MSF et MOAS, alors qu'elle paraissait éclipsée par les missions de sauvetage fortement médiatisées pendant la crise. Il sera dès lors intéressant de comprendre en profondeur les stratégies de plaidoyer ayant été mises en place par MSF et MOAS pour pallier le manque de gouvernance laissé par les États.

Or, il apparaît justement difficile de trouver dans la littérature actuelle des informations sur la manière dont les ONG impliquées dans la crise migratoire ont utilisé leurs stratégies de plaidoyer et de services spécifiquement pour combler le déficit de gouvernance des États, et comment cela impacte leurs relations avec ces derniers. En effet, dans la littérature disponible sur le rôle des ONG pendant la crise migratoire de 2015-2016, nous retrouvons des

---

<sup>138</sup> Richard PRICE, « Transnational civil society and advocacy in world politics », *op. cit.*, p. 592.

<sup>139</sup> FRONTEX, *Risk Analysis for 2017*, 2017, p. 45. Disponible à : [https://www.frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk\\_Analysis/Annual\\_Risk\\_Analysis\\_2017.pdf](https://www.frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Annual_Risk_Analysis_2017.pdf) (accédé novembre 2023).

<sup>140</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, p. 9.

<sup>141</sup> Daniela IRRERA, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », *op. cit.*, p. 27.

<sup>142</sup> Tom SCOTT-SMITH, « Humanitarian Dilemmas in a Mobile World », in *Refugee Survey Quarterly*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> Lina VOSYLIUTE et Carmine CONTE, *Crackdown on NGOs and volunteers helping refugees and other migrants*, Resoma, 2019, p.5.

<sup>145</sup> Carrera (et al.) dans Lina VOSYLIUTE et Carmine CONTE, *op. cit.*, p. 5.

études sur le lien entre activités SAR de celles-ci et repolitisation de la frontière maritime de l'UE<sup>146</sup>, sur les modèles et structures des activités SAR des ONG<sup>147</sup>, sur les pratiques humanitaires des ONG permettant de combler le manque de gouvernance de l'UE<sup>148</sup> ou encore une étude approfondie du rôle plus politique pris par MSF durant la crise migratoire<sup>149</sup>.

Toutes ces études sont intéressantes et constituent une base importante pour notre travail. Or à notre sens, il semble manquer une analyse combinant plaidoyer et activités SAR des ONG pendant la crise migratoire. En effet, l'activité du plaidoyer est généralement mise de côté au profit des activités SAR qui ont été davantage mises en lumière, ce qui est notamment visible avec les exemples d'articles cités précédemment et peut globalement sembler cohérent étant donné la visibilité donnée à ces pratiques par les médias. Comme l'écrit Dany, cela est dû au fait qu'il existe dans la littérature « une vision dominante des ONG – en particulier des ONG humanitaires – en tant qu'acteurs dépolitisés de la gouvernance mondiale »<sup>150</sup>, ce qui fait que les académiques s'aventurent moins dans les pratiques plus « politiques » des ONG. Comme l'écrivent Andrews and Edwards en 2004 mais qui est toujours pertinent presque deux décennies après, « le domaine qui manque le plus dans les études contemporaines est l'influence des organisations de plaidoyer sur la politique »<sup>151</sup>. Pourtant, le rôle politique des ONG, et en particulier des organisations humanitaires existe et nécessite ainsi d'être exploré, surtout dans le contexte de la crise migratoire, et permettra d'apporter une lecture alternative du rôle des ONG par rapport au courant dominant de la littérature.

Un deuxième élément important que nous avons exploré dans cette revue de littérature est celui des rapports ONG/États, pouvant donc osciller entre relations de coopération et de confrontation. Dans le contexte de la crise migratoire, les études mises en avant dans la littérature concernent, comme nous l'avons vu la repolitisation par les ONG de la frontière maritime de l'UE<sup>152</sup>, mais aussi les relations ONG-ONG<sup>153</sup>, la sécuritisation des ONG SAR par les États<sup>154</sup>, et surtout la criminalisation des activités SAR des ONG par les EM et l'UE<sup>155</sup>. Ce qu'il manque selon nous dans la littérature actuelle, que Cuttitta fait un peu en parlant de repolitisation mais sans s'intéresser spécifiquement aux relations États-ONG, est justement d'explorer l'impact des activités de plaidoyer et de SAR des ONGH sur leurs relations avec l'UE pendant la crise migratoire, donc réellement d'une perspective non étatique, en prenant les ONG comme des acteurs actifs plutôt que passifs.

Donc l'objectif de ce mémoire serait double : d'une part, s'intéresser précisément aux modes d'action des ONG (plaidoyer et SAR) mises en place pendant la crise migratoire et d'autre part, découvrir les rapports entre UE/EM et ONGH (confrontation et coopération), entre acteurs étatiques et non étatiques, du point de vue de ces dernières. Pour atteindre ces objectifs, nous faisons le choix donc d'étudier deux ONG en profondeur, à savoir MSF et MOAS. Comme nous l'avons vu, ces deux ONG semblent toutes les deux avoir des activités de plaidoyer et de SAR, mais en étant très différentes avec d'un côté, une ONG existant depuis plusieurs décennies et avec plusieurs mandats, et de l'autre côté, une ONG qui existe depuis plus récemment et davantage centrée sur une activité – en l'occurrence le SAR. Enfin, contrairement à Charlotte Dany qui ne s'intéresse qu'au rôle d'une ONG, nous faisons le choix d'en

---

<sup>146</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, pp. 632-660.

<sup>147</sup> Eugenio CUSUMANO, « Emptying the Sea with a Spoon? Non-Governmental Providers of Migrants Search and Rescue in the Mediterranean », *op. cit.*, pp. 91-98.

<sup>148</sup> Stefania PANEBIANCO, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », *op. cit.*, pp. 1-15.

<sup>149</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op. cit.*, pp. 184-200.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 187.

<sup>151</sup> Kenneth T. ANDREWS, et Bob EDWARDS, « Advocacy organizations in the US political process », in *Annual Review of Sociology*, 2004, Vol. 30, No. 1, p. 500.

<sup>152</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, pp. 632-660.

<sup>153</sup> Eugenio CUSUMANO, « United to rescue? Humanitarian role conceptions and NGO-NGO interactions in the Mediterranean Sea », *op. cit.*, pp. 547-568.

<sup>154</sup> Selcen ÖNER et Mattia CIRINO, « The perceptions of political and civil society actors on securitisation of sea rescue NGOs in the Mediterranean: the case of Italy », in *The Journal of North African Studies*, 2023, Vol. 28, No. 2, pp. 392-418.

<sup>155</sup> Çetta MAINWARING et Daniela DEBONO, « Criminalizing solidarity: Search and rescue in a neo-colonial sea », in *Environment and planning C: politics and space*, 2021, Vol. 39, No. 5, pp. 1030-1048 ; Eugenio CUSUMANO et Matteo VILLA, « From “angels” to “vice smugglers”: The criminalization of sea rescue NGOs in Italy », in *European Journal on Criminal Policy and Research*, 2021, Vol 27, No. 1, pp. 23-40.

sélectionner deux afin de permettre une comparaison. Nous espérons ainsi mettre en lumière ces potentielles différences dans leurs modes d'actions et rapports avec les États. Par ailleurs, comme l'écrit Irrera citant Ambrosini, « comme l'ont fait remarquer d'éminents chercheurs dans ce domaine, les activités de la société civile en matière de prestation de services n'ont pas encore été suffisamment étudiées au niveau local, ni sous un angle plus comparatif »<sup>156</sup>, similairement au plaidoyer, ce qui sera l'occasion de développer ici.

### 1.3 Question de recherche

Sur la base de notre question de départ et de notre revue de littérature, et dans la volonté de combler les lacunes de la littérature existante, nous développons la question de recherche suivante : *de quelles manières les ONGH ont-elles rempli un manque de gouvernance laissé par l'UE pendant la crise migratoire de 2015-2016 en Méditerranée centrale, et quelles en sont les implications dans leurs relations avec l'UE et les États Membres ?*

Ainsi, par rapport à notre question de départ, nous avons décidé de restreindre le champ d'étude des ONG aux ONG humanitaires, qui comme nous l'avons vu en revue de littérature, sont les ONG notamment présentes pour fournir de l'aide en situation de crise. De plus, plutôt que de nous poser la question « dans quelle mesure » qui reviendrait à se poser une question de degré, à quantifier l'impact des ONG dans le comblement du vide de gouvernance et qui nécessiterait ainsi un modèle quantitatif pointu, nous nous demandons « de quelles manières » qui nous permet de nous concentrer sur les modalités spécifiques (notamment via leurs activités de SAR et de plaidoyer) par lesquelles elles ont rempli le vide de gouvernance laissé par l'UE, dans la continuité de ce que nous avons décrit en revue de littérature. Cette expression nous donne ainsi la possibilité de capturer plus largement les mécanismes mis en place par les ONG pour s'attaquer à la crise migratoire, qui seraient difficilement saisi par une évaluation quantitative. De plus, par manque de gouvernance, en lien avec notre revue de littérature, nous entendons l'absence, l'insuffisance ou la limitation des actions de gouvernance entreprises par l'UE et les EM en réponse à la crise migratoire. Nous suggérons ainsi que, face à une situation de crise humanitaire et migratoire, l'UE n'a pas fourni une réponse adéquate, complète ou coordonnée, créant ainsi un vide dans la gouvernance de la crise.

Pour la deuxième partie de notre problématique, nous posons la question des implications des activités menées par les ONGH sur leurs relations avec les États Membres. Par-là, nous voulons évaluer l'impact des interventions des ONGH sur leurs relations avec les EM, notamment si celles-ci ont mené à une relation de coopération ou de confrontation dans le sens défini par Najam dans notre revue de littérature. Par exemple, le plaidoyer favorise-t-il en pratique des relations de confrontation tandis que les missions SAR permet la coopération ? C'est ce que nous visons à explorer et qui nous donnera une vision plus englobante des modes d'action des ONG. Nous nous intéresserons donc à ces rapports de la perspective des ONG, ce qui guidera l'entièreté de ce travail. Cette approche permet ainsi d'aller au-delà d'une simple analyse des stratégies mises en œuvre par les ONGH pour comprendre comment celles-ci affectent l'entourage des ONG, et en l'occurrence les acteurs étatiques avec qui elles interagissent.

Comme nous l'avons énoncé dans la section précédente, les cas retenus sont les ONG MSF et MOAS, sur lesquelles nous nous sommes par ailleurs basés pour déterminer les limites spatio-temporelles de ce mémoire. Premièrement, nous nous focalisons sur la Méditerranée centrale, et non sur l'ensemble de la Méditerranée pour des raisons de contraintes de temps et de ressources, mais également parce que ce fut la première zone où MOAS et MSF se sont impliquées et ont mené des activités SAR. C'est également une zone qui bénéficie d'un nombre important de données, ce qui nous permettra d'effectuer une analyse en profondeur.

Concernant les bornes temporelles, nous faisons le choix de nous concentrer sur la période de mars 2015 à décembre 2016. Comme nous l'avons compris en introduction, les années 2015-2016 constituent les pics de flux de demandeurs d'asile en Europe. Ainsi, nous imaginons que c'est également la période qui recense le pic d'activité des ONGH, et c'est notamment la période pendant laquelle MSF et MOAS interviennent en Méditerranée centrale, comme le montre le tableau suivant, tiré d'un article de Cusumano et Villa<sup>157</sup>.

---

<sup>156</sup> Ambrosini dans Daniela IRRERA, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », *op. cit.*, p. 23.

<sup>157</sup> Eugenio CUSUMANO et Matteo VILLA, « En eaux troubles : les opérations de sauvetage en Méditerranée centrale », in Philippe FARGUES et Marzia RANGO (dir.), *op. cit.*, pp. 212-225.



ONG	Moyens	Période d'intervention
MOAS	<i>Phoenix</i> , 40 m <i>Responder</i> , 51 m	Septembre 2014-septembre 2017
Médecins Sans Frontières	<i>Dignity 1</i> , 50 m <i>Bourbon Argos</i> , 68 m <i>Prudence</i> , 77 m <i>Ocean Viking</i> , 69 m	Depuis mars 2015

Figure 1 : Moyens et période d'intervention des ONG MOAS et MSF

Les années 2015-2016 marquent ainsi une période caractérisée par une abondance de sources de données, avant de devenir plus rares pour la Méditerranée centrale à partir de 2017. De plus, à partir de 2017, les EM commencent à criminaliser les ONG<sup>158</sup>, que nous ne souhaitons pas explorer dans notre travail par des contraintes de temps mais également parce que nous cherchons avant tout explorer les rapports États-ONG sous une perspective non étatique, logiquement plus facilement perceptible en 2015-2016.

<sup>158</sup> Eugenio CUSUMANO et Matteo VILLA, « From “angels” to “vice smugglers”: The criminalization of sea rescue NGOs in Italy », *op. cit.*, pp. 23-40

## II. Cadre d'analyse

### 2.1. Paradigme et concepts

Afin de fournir une ou plusieurs hypothèses à notre question de recherche, il est primordial de développer un cadre d'analyse avec des concepts théoriques solides. D'après Gingras<sup>159</sup>, un paradigme est un « ensemble de règles implicites ou explicites orientant la recherche scientifique [...] en fournissant, sur la base de connaissances généralement reconnues, des façons de poser des problèmes, d'effectuer des recherches et de trouver des solutions ». D'autre part, les concepts « définissent de manière théorique et générale les phénomènes particuliers qui seront observés lors des tests empiriques »<sup>160</sup>. Or selon le paradigme et les concepts que nous choisissons, la perspective que nous adoptons sur notre question de recherche varie, et postérieurement, les indicateurs que nous sélectionnerons varieront également. C'est pourquoi il est important de bien sélectionner ces éléments, qui auront un impact sur la manière de traiter notre sujet.

#### 2.1.1. Paradigme : le transnationalisme

Le transnationalisme est apparu dans les années 1960 avec le troisième débat inter-paradigmatique, « opposant le réalisme stato-centré aux approches non stato-centrées que sont l'analyse marxiste et la perspective transnationaliste »<sup>161</sup>. Keohane et Nye évoquent le transnationalisme comme décrivant « des contrats, des coalitions et les interactions à travers les frontières des États qui n'étaient pas directement contrôlées par les organes politiques centraux du gouvernement »<sup>162</sup>. On comprend que c'est une perspective qui permet de s'intéresser à ce qu'il se passe au-delà et au-deçà des États, donc de s'intéresser à la complexité des relations internationales ce qui est un cadre pertinent pour s'intéresser à la politique régionale et mondiale en constante mutation et impliquant de multiples acteurs comme la société civile. En outre, la migration en Méditerranée est un cadre idéal qui reprend ces éléments, impliquant des mouvements transnationaux de personnes et différents types d'acteurs, étatiques comme non étatiques.

Dans cette continuité, l'État n'est plus qu'un acteur parmi tant d'autres<sup>163</sup>, il ne constitue plus le cadre privilégié autour duquel les relations internationales tournent. En effet, pour les transnationalistes, c'est l'individu agissant seul ou en groupe qui est l'unité fondamentale d'analyse<sup>164</sup>, ce qui correspond effectivement aux ONGH. Cela est confirmé par Johanna Siméant, qui en résumant la littérature scientifique, voit le « développement de la forme ONG comme vecteur privilégié de l'action collective transnationale »<sup>165</sup>, qui participe aux reconfigurations tant « de l'action publique internationale qu'à la protestation »<sup>166</sup>.

Or il faut préciser que jusqu'à l'ouvrage de Keohane & Minler en 1996, l'intérêt du transnationalisme se limitait essentiellement aux relations économiques, empêchant ainsi les chercheurs de reconnaître « qu'une grande partie de l'organisation transnationale traite de questions politiques et humanitaires telles que les réfugiés, la violence contre les femmes et les enfants, et les droits de l'homme »<sup>167</sup>. Parmi les articles qui y font justement référence, nous retrouvons Keck et Sikkink<sup>168</sup>, qui évoquent les réseaux transnationaux de plaidoyer et leur rôle dans des domaines

---

<sup>159</sup> François-Pierre GINGRAS, « La théorie et le sens de la recherche », in Benoit GAUTHIER (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 104.

<sup>160</sup> François DEPELTEAU, *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Université, 2010, p. 176.

<sup>161</sup> Dario BATTISTELLA, « La perspective transnationaliste », in *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 207.

<sup>162</sup> Keohane & Nye dans Patricia CLAVIN, « Defining transnationalism », in *Contemporary European History*, 2005, Vol. 14, No.4, p. 425.

<sup>163</sup> Dario BATTISTELLA, « La perspective transnationaliste », *op. cit.*, p. 243.

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> Johanna SIMEANT-GERMANOS, « La transnationalisation de l'action collective », in Éric AGRIKOLIANSKY (et al.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 122.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>167</sup> Sidney TARROW, « Transnational politics: Contention and institutions in international politics », in *Annual review of political science*, 2001, Vol. 4, No. 1, p. 4.

<sup>168</sup> Margaret E. KECK et Kathryn SIKKINK (ed.), *op. cit.*, p. 95.

tels que l'environnement et les droits humains, et notamment les stratégies employées par celles-ci. En effet, comme ces réseaux transnationaux – en l'occurrence pour notre étude les ONG – ne sont « pas puissantes au sens traditionnel du terme, ils doivent utiliser le pouvoir de leur information, leurs idées et stratégies pour modifier le contexte d'information et de valeurs dans lequel les États élaborent leurs politiques. ». C'est en ce sens que Keck et Sikkink présentent quatre tactiques que les ONG utilisent :

La politique de *l'information* : « capacité de déplacer de l'information utilisable politiquement rapidement et de façon crédible vers là où elle aura le plus d'impact »<sup>169</sup>. Les ONG gagnent en effet « en influence en servant comme des sources alternatives d'information », en incluant non seulement des faits mais aussi des témoignages, et en fournissant une interprétation simple de ces informations, puisque le but d'une ONG est in fine de persuader et de pousser à l'action.

La politique de la *symbolique* : capacité « d'invoquer des symboles, actions ou histoires qui donnent du sens à une situation »<sup>170</sup> et fait réagir le public.

La politique du *levier* : capacité à mobiliser des acteurs puissants – comme des gouvernements, des institutions financières, des acteurs privés – pour gagner en influence et faire pression sur des acteurs plus faibles par du *naming and shaming* notamment.

La politique de la *responsabilité* « accountability » : « manière d'obliger des acteurs plus puissants à agir sur des politiques ou principes vagues qu'ils ont formellement approuvés »<sup>171</sup>. L'idée est que, « une fois qu'un gouvernement s'est publiquement engagé en faveur d'un principe (...), une ONG peut utiliser cette position pour exposer la distance entre le discours et la pratique »<sup>172</sup>.

Cependant, il est important de reconnaître les critiques du transnationalisme afin d'avoir une vision plus nuancée de ce paradigme, notamment celles soulignant une potentielle sous-estimation du rôle des États dans ces dynamiques. Selon Jean-Claude Zarka, il est « souvent reproché à l'approche transnationaliste des relations internationales de trop réduire le rôle du politique et de l'État. Si ce courant doctrinal a le mérite d'insister sur le rôle joué dans la vie internationale par les acteurs non étatiques, force est de reconnaître que ces derniers ne sont pas véritablement en mesure de concurrencer les grands acteurs étatiques en les dépassant en influence et en puissance »<sup>173</sup>. C'est une vision partagée par Sidney Tarrow<sup>174</sup> qui déclare que « Les États restent forts dans la majorité des domaines décisionnels – par exemple dans le maintien de la sécurité nationale – même si leur capacité de contrôle des flux de capitaux s'est affaiblie ». Un exemple qu'il donne est que « la majorité des actions protestataires contre les politiques de l'Union européenne sont dirigées contre les gouvernements nationaux qui les mettent en œuvre ». Nous ferons ainsi attention dans notre étude à ne pas réduire le rôle de l'État.

En outre, de nos jours, certaines déclinaisons du paradigme transnationaliste ont émergé, comme le transnationalisme appliqué à la migration, qui est défini comme « les processus par lesquels les immigrés construisent des champs sociaux qui relient leur pays d'origine et leur pays d'installation »<sup>175</sup>. Même si cette théorie aurait pu sembler intéressant pour notre étude, nous faisons le choix de l'écartier puisqu'elle se focalise davantage sur l'individu, le migrant comme objet d'étude transnational. Le paradigme transnationaliste général s'avère au contraire plus pertinent pour ce travail, pour deux raisons principales : en premier lieu, il met au centre de l'analyse les ONGH, qui constituent la base de notre travail, ce qui nous permettra d'avoir la focale adéquate pour analyser leurs interventions. Deuxièmement, la crise migratoire de 2015-2016 a une nature intrinsèquement transnationale, impliquant des acteurs à différentes échelles, en l'occurrence pour nous, le transnationalisme nous permet d'étudier ces interactions complexes entre États et ONGH.

---

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>173</sup> Jean-Claude ZARKA, « Chapitre 2. Le courant transnationaliste », in Jean-Claude ZARKA (ed.), *Relations internationales*, Paris, Ellipses, 2020, p. 16.

<sup>174</sup> Sidney TARROW, « La contestation transnationale », in *Cultures & Conflicts*, 2000, No. 38-39, p. 2.

<sup>175</sup> Nina Glick SCHILLER (et al.), « Transnationalism: A new analytic framework for understanding migration », in *Annals of the New York academy of sciences*, 1992, Vol. 645, No. 1, p. 1.

Maintenant que nous avons pu développer notre paradigme, nous pouvons à partir de celui-ci développer nos concepts, ce qui nous permettra de comprendre concrètement comment les ONGH interagissent dans ces dynamiques transnationales. Nous nous focaliserons sur deux concepts, d'une part le plaidoyer, englobant les initiatives visant à façonner, à changer les politiques, et d'autre part les actions sur le terrain, qui visent à changer l'exécution des politiques étatiques.

### 2.1.2 Concept premier : le plaidoyer

Comme nous l'avons vu, le plaidoyer constitue une activité importante des ONG, leur permettant de donner une voix aux intérêts qu'elles représentent, de sensibiliser le public à une cause particulière, et à potentiellement influencer les politiques gouvernementales vers le sens désiré. Bien que Berry distingue une stratégie – « qu'il définit comme une approche générale et à long terme de la défense des intérêts » - d'une tactique – « qu'il définit comme des actions entreprises pour faire avancer des positions politiques spécifiques »<sup>176</sup>, la majorité des études n'opèrent pas de démarcation claire entre ces deux notions<sup>177</sup>. Nous utiliserons ainsi ces termes de manière interchangeable. En outre, comme le précisent Stroup & Murdie, dans la littérature, une grande attention a « été accordée à la manière dont le fossé Nord/Sud crée différents niveaux de participation, modèles d'activisme et méthodes de mise en réseau »<sup>178</sup>, mais beaucoup moins d'études portent sur les différences entre ONG du Nord global. Certains chercheurs disent même qu'avec la mondialisation et l'augmentation des interactions internationales, les ONG du Nord global se ressemblent de plus en plus<sup>179</sup> alors qu'en réalité des différences substantielles existent entre elles, et notamment dans leurs stratégies de plaidoyer comme nous le verrons.

Plusieurs stratégies de plaidoyer existent : premièrement, Berry et Arons<sup>180</sup> distinguent des stratégies « coopératives » - dans laquelle on retrouve des stratégies telles que rencontrer des fonctionnaires, travailler au sein d'un groupe de planification ou de conseil, ou répondre à des demandes d'information – de stratégies dites de « confrontation », par exemple faire pression en faveur d'un projet de loi ou d'une politique, témoigner lors d'auditions ou publier des rapports de recherche.

Quant à Onyx (et al.)<sup>181</sup>, ceux-ci présentent certaines stratégies, consistant à « défendre un dossier directement auprès des ministres et du personnel du gouvernement, d'autres se concentreront sur l'entretien de relations au sein de la fonction publique ou avec des représentants élus en dehors du gouvernement exécutif, tandis que d'autres encore chercheront à influencer l'opinion publique et, de cette manière, à persuader le gouvernement (ou une autre institution) de l'efficacité d'une ligne de conduite particulière ». Ils regroupent ces stratégies allant des méthodes « radicales », comme « l'organisation de manifestations et de sit-in » à des méthodes « institutionnelles », plus nuancées, à savoir « la réponse aux développements politiques du gouvernement (par le biais des processus des livres verts et blancs, par exemple) et la participation aux comités et enquêtes du gouvernement ». Ainsi la stratégie radicale semble plutôt être utile pour « maintenir une indépendance et résister la cooptation (...) comme unité gouvernementale »<sup>182</sup>, à la manière des stratégies de confrontation de Berry et Arons tandis que la stratégie institutionnelle est plutôt basée sur la coopération avec les États, dans la même idée que les stratégies coopératives de ces mêmes auteurs. Il sera ainsi possible pour notre étude de distinguer les stratégies dites radicales des stratégies davantage institutionnelles.

Enfin, Casey<sup>183</sup> liste de multiples activités de plaidoyer, dont nous pouvons citer quelque unes :

---

<sup>176</sup> Berry dans Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », *op.cit.*, p. 20.

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> Sarah STROUP et Amanda MURDIE, « There's no place like home: Explaining international NGO advocacy », in *The Review of International Organizations*, 2012, Vol. 7, No. 4, p. 428.

<sup>179</sup> Smith dans Sarah STROUP et Amanda MURDIE, « There's no place like home: Explaining international NGO advocacy », *op.cit.*, p. 428.

<sup>180</sup> Berry et Arons dans Michal ALMOG-BAR, « Insider Status and Outsider Tactics: Advocacy Tactics of Human Service Nonprofits in the Age of New Public Governance », in *De Gruyter Nonprofit Pol Forum*, 2018, Vol. 8, No. 4, p. 414.

<sup>181</sup> Jenny ONYX (et al.), « Advocacy with Gloves on: The "Manners" of Strategy Used by Some Third Sector Organizations Undertaking Advocacy in NSW and Queensland », *op.cit.*, p. 6.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>183</sup> John CASEY, « Understanding advocacy: A primer on the policy-making role of nonprofit organizations », in *Baruch College, City University of New York, Center for Nonprofit Strategy*, 2011, p. 3.

*Recherche et analyse politique* : Préparer et diffuser des rapports de recherche, des notes de synthèse, etc. / Évaluer l'efficacité et les résultats des programmes existants / Fournir des données/accès aux chercheurs externes

*Éducation et mobilisation* : Préparer et distribuer des documents imprimés ou en ligne pour éduquer la communauté sur une question. / Organiser ou promouvoir des activités éducatives, artistiques, culturelles et communautaires. / Organiser ou promouvoir des pétitions, des boycotts / Organiser ou promouvoir une manifestation, un rassemblement, une action de rue.

*Communication et sensibilisation des médias* : Publier des articles de *blog*, des *tweets* et des commentaires sur des forums en ligne / Préparer des communiqués de presse ou des articles d'opinion / Exprimer son opinion lors d'entretiens avec les médias

*Relations gouvernementales et supervision* : Participer à des processus formels de consultation ou de conseil permanent du gouvernement / Participer à des processus de consultation ou de conseil ad hoc, tels que des « assemblées générales » et des auditions législatives, ou répondre à des demandes de conseil / Préparer une soumission à une enquête gouvernementale / Participer à des activités indépendantes de « surveillance » pour contrôler et évaluer les activités du gouvernement.

En rejoignant la perspective de Onyx (et al.), Casey<sup>184</sup> déclare que « la plupart de ces activités peuvent être placées sur un continuum allant de la confrontation à la coopération ». En effet, « les manifestations, les boycotts ou la couverture médiatique critique mettent les organisations à but non lucratif en conflit direct avec les décideurs gouvernementaux, tandis que la participation à un comité consultatif, la réponse à des demandes d'information ou la participation à l'élaboration de nouveaux modèles de prestation de services impliquent un partenariat et une coproduction avec le gouvernement ». Ainsi, « certaines organisations à but non lucratif choisissent d'être des "outsiders" en menant des activités plus militantes et conflictuelles, tandis que d'autres sont des "insiders" qui choisissent de coopérer avec le gouvernement et de travailler au sein du système »<sup>185</sup>. Pour appuyer la position de Casey de considérer ces activités comme un continuum, Binderkrantz voit les stratégies d'*insider* et d'*outsider* comme étant complémentaires plutôt qu'exclusive, laissant ainsi place à une myriade de combinaisons possibles entre ces deux extrêmes<sup>186</sup>.

Plusieurs auteurs comme Casey ou Almog-Bar (et al.) mettent en avant l'importance des innovations technologiques dans le plaidoyer d'aujourd'hui, qui présente de nouveaux outils pour l'activisme électronique (le « e-advocacy ») : on retrouve les pétitions en ligne, les *blogs*, les réseaux sociaux<sup>187</sup> ou autres, réduisant « la nécessité pour les activistes de descendre dans la rue ou de s'engager dans des campagnes coûteuses de courrier et de médias pour diffuser leur message »<sup>188</sup>. Et il apparaît que dans beaucoup de cas, ces campagnes en ligne sont « fructueuses, tant pour influencer directement les résultats politiques que pour collecter des fonds pour des organisations militantes à but non lucratif, et les communications en ligne sont désormais le principal moyen de constituer des groupes d'intérêt et de les tenir informés »<sup>189</sup>.

En combinant ces approches, nous pourrions dire qu'il existe des convergences entre les tactiques d'*insider* et les stratégies institutionnelles d'une part, et entre les tactiques d'*outsider* et les stratégies radicales d'autre part. Et selon la littérature, il faudrait ainsi privilégier des tactiques plus institutionnelles ou plus *insider* pour préserver une relation avec les décideurs politiques<sup>190</sup>, tandis que les tactiques *outsider* et radicales encourageraient davantage des relations conflictuelles.

---

<sup>184</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>185</sup> *Ibid*.

<sup>186</sup> Anne BINDERKRANTZ, « Interest group strategies: Navigating between privileged access and strategies of pressure », in *Political studies*, 2005, Vol. 53, No. 4, pp. 694-715.

<sup>187</sup> Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », *op.cit.*, pp. 11-35.

<sup>188</sup> John CASEY, « Understanding advocacy: A primer on the policy-making role of nonprofit organizations », *op.cit.*, p. 9.

<sup>189</sup> *Ibid*.

<sup>190</sup> Jenny ONYX (et al.), « Advocacy with Gloves on: The "Manners" of Strategy Used by Some Third Sector Organizations Undertaking Advocacy in NSW and Queensland », *op.cit.*, pp. 1-35.

### 2.1.3 Concept deuxième : les opérations sur le terrain

Au-delà de la mission de plaidoyer que nous venons de développer, les missions *Search and Rescue* (SAR) représentent une dimension opérationnelle cruciale dans le rôle des ONG pendant la crise migratoire de 2015, qui leur a concrètement permis de sauver des vies et de prendre en main la situation du mieux possible pour faire face au manque de gouvernance laissé par l'UE.

#### Les missions SAR

Plusieurs auteurs dans la littérature évoquent l'importance du rôle de prestation de services des ONG<sup>191</sup>. Par exemple, dans leur étude, Mayblin et James mentionnent le rôle crucial des ONG spécialisées sur la thématique des réfugiés « en soutenant les personnes qui ont été laissées de côté par l'État qui a le devoir de répondre à tous leurs besoins vitaux »<sup>192</sup>, remplissant ainsi un rôle de comblement des lacunes (« gap filling role »). Dans la même veine, Defourny et Pestoff évoquent le rôle de prestation de services des ONG comme « un complément nécessaire aux services publics et privés à but lucratif » voire fournissent même « l'essentiel de certains services spécifiques »<sup>193</sup>. En fait c'est grâce à la « disponibilité des ressources, et surtout la capacité de les distribuer » dans des circonstances extraordinaires que les ONG humanitaires peuvent devenir, « au moins pour un temps, le seul acteur ou l'acteur le plus décisif ayant la capacité de fournir des services de base à la population »<sup>194</sup>.

Comme nous l'avons vu dans notre revue de littérature, les activités de recherche « impliquent l'utilisation du personnel et des installations disponibles pour localiser les personnes en difficulté et les opérations de sauvetage impliquent la récupération des personnes en détresse, la satisfaction de leurs besoins médicaux immédiats ou autres, et leur transport vers un lieu sûr »<sup>195</sup>. Dans ce contexte, les ONG menant des missions SAR peuvent être vues comme des organisations permettant de contrôler ou d'atténuer les effets de crises – dans notre cas la crise migratoire – en fournissant des secours aux victimes.

Or, bien que le concept de SAR soit essentiel pour comprendre les opérations humanitaires en mer, il présente des limites intrinsèques dans la compréhension complète des actions des ONGH pendant la crise migratoire de 2015-2016. En effet, ce concept nous permet seulement de nous intéresser aux questions pratiques liées au SAR (nombre d'opérations effectuées, taux de réussite des opérations, ressources matérielles et humaines mobilisées etc.), négligeant souvent les dimensions politiques qui sous-tendent ces actions cruciales. C'est pourquoi, dans le but d'ajouter de la complexité à ce concept et nous permettre de poser des hypothèses solides, nous ajoutons le concept de (dé-)politisation à celui-ci. En intégrant la (dé-)politisation des activités SAR, nous pouvons transcender les limites conceptuelles du SAR seul, en explorant comment les actions humanitaires en mer sont façonnées, influencées, et politiquement contextualisées, tout en continuant à répondre aux impératifs humanitaires essentiels.

Nous développerons d'abord le concept de (dé-)politisation présent dans la littérature, puis nous enchaînerons sur une section consacrée à ce que nous entendons par (dé-)politisation des activités SAR.

#### La (dé)-politisation

Nous commencerons par définir la politisation, que Franck Petiteville définit comme l'exposition d'un enjeu social à « des formes de mise en débat, de mobilisations collectives, de polarisations et de clivages, de controverses et de

---

<sup>191</sup> Lucy MAYBLIN et Poppy JAMES, « Asylum and refugee support in the UK: civil society filling the gaps? », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2019, Vol. 45, No. 3, pp. 375-394 ; Ana LÓPEZ-SALA et Dirk GODENAU « Integrated border management and irregular migration at the South European-North African border: The case of Spain », in Raphael BOSSONG et Helena CARRAPICO (ed.), *EU Borders and Shifting Internal Security: Technology, Externalization and Accountability*, Berlin, Springer, 2016, pp. 81-100.

<sup>192</sup> Lucy MAYBLIN et Poppy JAMES, « Asylum and refugee support in the UK: civil society filling the gaps? », *op. cit.*, p. 391.

<sup>193</sup> Jacques DEFOURNY et Victor PESTOFF, « Towards a European conceptualization of the Third sector », in *Accountability and Social Accounting for Social and Non-Profit Organizations*. Emerald Group Publishing Limited, 2014, Vol. 17, p. 7.

<sup>194</sup> Eduardo WEHBE, *El Poder detrás de las ONGs Humanitarias. El caso de Médicos sin Fronteras*, Buenos Aires, Universidad Torcuato di Tella, 2022, p. 57.

<sup>195</sup> Wajeeha NASAR (et al.), « The Use of Decision Support in Search and Rescue: A Systematic Literature Review », *op. cit.*, p.5.

conflits »<sup>196</sup>. C'est un concept qu'on retrouvait d'abord surtout dans le cadre national pendant des siècles, et qui a fini par arriver aux institutions internationales plus récemment<sup>197</sup>. C'est en réalité une notion qui peut être vue de multiples perspectives, dont nous pouvons présenter deux exemples. Une première version serait de voir la politique comme une sphère, comme un espace géographiquement fixe, ou la politisation signifierait de « déplacer des questions dans ce domaine ou hors de ce domaine »<sup>198</sup>. Un deuxième exemple est de voir la politique au contraire comme une activité<sup>199</sup>, qui n'a ainsi pas de frontières comme la première définition, et où tout le monde peut faire partie de la politique à tout moment. Ici, la politisation se réfère à « l'acte de nommer quelque chose comme politique, de le rendre sujet à des actions politiques. Dans cette perspective, nous pouvons définir la « politisation » comme une utilisation active de la contingence, pour rendre quelque chose contesté ou controversé »<sup>200</sup>.

Parmi ces deux perspectives, la deuxième semble la plus pertinente pour notre travail puisque nous pensons que les ONG peuvent être activement engagées dans le processus de définir et de nommer des enjeux comme politiques. De plus, la politisation comme activité s'aligne bien avec le caractère évolutif et souvent contesté des questions liées à la migration, notamment dans le contexte de la crise migratoire de 2015-2016.

Plus concrètement, Michael Zürn propose de voir la politisation comme comportant un mélange de « campagnes d'information, la persuasion directe et les stratégies de blaming and shaming »<sup>201</sup>. S'ajoutant à cela, une part essentielle de la politisation se retrouve dans les idées normatives, et notamment « dans les notions universalistes avec des droits et des devoirs mutuels »<sup>202</sup>, mais également dans l'accès à des forums de communication pertinents comme les médias<sup>203</sup>. Même si on pourrait dire que tout est politique, chaque action humaine est politique, « le sens de l'adjectif « politique » ne devrait pas être considéré « comme englobant toutes les façons d'être »<sup>204</sup> : premièrement, parce que si tout est politique, l'adjectif lui-même n'a plus de sens ; deuxièmement, parce qu'« il n'y a rien d'intrinsèquement radical ou émancipateur dans une conception de la politique qui englobe toutes les relations humaines et non-humaines »<sup>205</sup>. De plus, parler de politisation ne peut être compris « qu'en relation avec la force ou la dynamique contraire selon laquelle une chose ne devrait pas être considérée comme politique »<sup>206</sup>, sinon nous ne pourrions pas parler de processus de politisation.

Si l'on s'intéresse maintenant à la dépolitisation, qui est l'approche se retrouvant le plus en lien avec les acteurs non étatiques comme les ONG, Cuttitta la définit au contraire comme « la tendance des acteurs politiques à occulter le caractère politique de la politique et à présenter l'élaboration des politiques comme un processus neutre, nécessaire et indiscutable, dans lequel la possibilité de choisir entre différentes alternatives politiques (et pas seulement techniques), ainsi que la possibilité de désaccord et de contestation, sont limitées ou niées »<sup>207</sup>. En fait, dépolitisation « ne signifie pas que la question qui nous préoccupe est devenue moins politique, mais qu'elle a été transférée dans une arène de gouvernance moins manifestement politisée »<sup>208</sup>. Ainsi, la dépolitisation ferait passer la politique « d'affrontements vifs en une discussion technique et ennuyeuse sur les moyens de promouvoir des objectifs que personne ne remet en question »<sup>209</sup>, avec le but de « réduire les coûts entraînés par les controverses idéologiques »<sup>210</sup>.

---

<sup>196</sup> Franck PETTTEVILLE, « Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? », in *Gouvernement et action publique*, 2016, Vol. 5, No. 3, p. 115.

<sup>197</sup> Michael ZÜRN, « The politicization of world politics and its effects: Eight propositions », in *European political science review*, 2014, Vol. 6, No. 1, pp. 47-71.

<sup>198</sup> Kari PALONEN (et al.), « Rethinking politicization », in *Contemporary Political Theory*, 2019, Vol. 18, No. 2, p. 256.

<sup>199</sup> Niilo KAUPPI (et al.), « The politicization and politicisation of the EU », in *Redescriptions : political thought, conceptual history and feminist theory*, 2016, Vol. 19, No. 1, pp. 72-90.

<sup>200</sup> Kari PALONEN (et al.), « Rethinking politicization », *op.cit.*, p. 257.

<sup>201</sup> Michael ZÜRN, « The politicization of world politics and its effects: Eight propositions », *op. cit.*, p. 56.

<sup>202</sup> Held dans Michael ZÜRN, « The politicization of world politics and its effects: Eight propositions », *op. cit.*, p. 61.

<sup>203</sup> Michael ZÜRN, « The politicization of world politics and its effects: Eight propositions », *op. cit.*, p. 62.

<sup>204</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, p. 634.

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> Kari PALONEN (et al.), « Rethinking politicization », *op. cit.*, p. 265.

<sup>207</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, p. 634.

<sup>208</sup> Fawcett (et al.) dans Clothilde FACON, « Depoliticization and (re)politicization tactics in refugee governance in Lebanon: comparing Western and Gulf donors' interventions », in *Territory, Politics, Governance*, 2023, Vol. 11, No. 4, p. 714.

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> Franck PETTTEVILLE, « La politisation résiliente des organisations internationales », *op. cit.*, p. 12.

Dans ce cadre, la notion d'humanitarisme est très présente en dépolitisation, puisqu'elle est supposée apolitique, voulant répondre à la souffrance humaine et apporter une aide sans tenir compte des frontières culturelles, spatiales ou politiques<sup>211</sup>.

Il apparaît que certaines études décrivent les ONGH comme des agents de dépolitisation, notamment puisque leurs liens avec les gouvernements leur permettent de dépolitiser les enjeux de la gouvernance globale, du système d'aide humanitaire internationale et de la guerre<sup>212</sup>. Selon Petiteville<sup>213</sup> et la littérature scientifique existante, il existe trois formes principales de dépolitisation :

L'usage de normes « à vocation éthique universaliste, visant à forger du consensus international et à déconflictualiser les enjeux dont se saisissent les organisations internationales »<sup>214</sup>. Dans notre cas nous pourrions penser aux droits humains, au droit à la dignité humaine.

Le discours : les ONG, au travers de leurs communiqués de presse, leurs rapports, leurs documents officiels, partagent leur perspective, leur vision du monde, en adoptant une « rhétorique de l'impartialité caractérisée par l'évitement des formes les plus violentes de la polémique et la dénégation de la lutte politique en tant que lutte »<sup>215</sup>.

L'expertise des ONG leur donne la possibilité de dépolitiser un enjeu, en mettant « l'accent sur la nature objective de leur savoir »<sup>216</sup>. Cela permet au personnel des ONG de « se présenter comme des technocrates dont les conseils ne sont pas affectés par les querelles partisans »<sup>217</sup>.

Si l'on s'intéresse maintenant à la relation pouvant exister entre politisation/dépolitisation d'un enjeu par les ONG et leur relation avec les États, il faut dire qu'elle est énoncée de manière moins évidente et moins directe que pour le plaidoyer. Néanmoins, Cuttitta déclare qu'« une action est politique [...] dans la mesure où elle ouvre la possibilité d'un désaccord »<sup>218</sup>. Dans cette même veine, Flinders et Wood argumentent que la politisation implique « l'émergence et l'intensification des conflits entre amis et ennemis »<sup>219</sup>. À l'inverse, la dépolitisation impliquerait pour certains auteurs seulement « l'étouffement »<sup>220</sup> du conflit tandis que pour d'autres auteurs comme Louis et Maertens qui s'intéressent spécifiquement à la relation entre dépolitisation et Organisations Internationales (OIs), il permettrait d'aller plus loin, en favorisant « la coopération entre différents acteurs »<sup>221</sup>. En effet, la dépolitisation servirait « à contourner la politique, et en particulier la sensibilité politique découlant du principe de souveraineté, et à obtenir le soutien, ou du moins l'approbation tacite, des États membres »<sup>222</sup>. Ainsi moins de politique voudrait dire plus d'acceptation et de soutien.

Par conséquent, nous pouvons estimer que comme la politisation provoquerait davantage de désaccords, c'est ce que nous devrions voir entre États et ONG si un objet est politisé – tandis que si l'on prend l'argumentaire de Louis et Maertens et l'appliquons aux ONG, la dépolitisation permettrait de promouvoir davantage de possibilités d'aboutir à une relation coopérative entre ces deux entités.

---

<sup>211</sup> Michael BARNETT et Thomas G. WEISS, « Humanitarianism: A brief history of the present », in Thomas G. WEISS et Michael BARNETT (ed.), *Humanitarianism in question: Politics, power, ethics.*, Ithaca, Cornell University Press, 2008, pp. 1-48.

<sup>212</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, pp. 632-660.

<sup>213</sup> Franck PETITTEVILLE, « La politisation résiliente des organisations internationales », *op.cit.*, pp. 9-19.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>215</sup> Bourdieu dans Franck PETITTEVILLE, « La politisation résiliente des organisations internationales », *op. cit.*, p. 13.

<sup>216</sup> Barnett et Finnemore dans Franck PETITTEVILLE, « La politisation résiliente des organisations internationales », *op. cit.*, p.14.

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, p. 634.

<sup>219</sup> Matthew FLINDERS et Matt WOOD, « Depoliticisation, governance and the state », in *Policy & Politics*, 2014, Vol. 42, No.2, p. 139.

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> Marieke LOUIS et Lucile MAERTENS (ed.), *Why international organizations hate politics: depoliticizing the world*, Londres, Taylor & Francis Group, 2021, p. 119.

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 115.



Pour clore cette partie, il semble important de préciser qu'aucune des deux visions (politisation ou dépolitisation) est mauvaise ou bonne en soi-même, les deux forment la double face d'un même phénomène. Notamment le concept de politisation a tendance à être vu de manière plus péjorative puisqu'il est discuté comme « apportant du désordre »<sup>223</sup>, tandis que pour Palonen (et al.), ce concept pourrait être vu comme apportant « de nouvelles chances à la politique »<sup>224</sup>.

Enfin, si nous avons dans cette section présenté de manière tranchée et dichotomique les concepts de politisation et dépolitisation par souci de simplification et d'approfondissement, il serait erroné de penser que cela soit le cas en réalité. C'est en effet deux concepts très complexes, avec entre eux une relation complexe, qui doivent dépasser la distinction binaire<sup>225</sup>.

Pour ramener ce concept à notre mémoire, nous décidons donc de le combiner aux opérations SAR.

### (Dé-)politisation des activités SAR

La littérature portant sur les missions SAR des ONG qui sont d'abord dépolitisées puis politisées par les États Membres (EM) est très développée<sup>226</sup>, notamment à partir de 2017 où ceux-ci criminalisent même les ONG pour leurs actions, les accusant de faciliter la migration irrégulière et l'activité des passeurs. En revanche, l'analyse de la (dé-)politisation de ces activités SAR (menées par l'UE et les EM ou par les ONG elles-mêmes) par les ONG est moins présente, et plus particulièrement la capacité de politisation des ONG qui comme nous l'avons expliqué, sont avant tout vues comme des agents de dépolitisation. C'est pourquoi nous aimerions avec ce concept développer deux éléments : premièrement, nous pensons que les ONG peuvent être des agents de politisation. En effet, avec les missions SAR, nous pensons que les ONG peuvent être amenées à prendre des positions qui suscitent des débats politiques, ce qui contribue plus largement à la politisation de la migration.

Deuxièmement, nous avançons que la politisation ou dépolitisation des activités SAR se fait avant tout par les ONG, en ligne avec le paradigme transnationaliste développé plus haut et avec donc une approche *bottom-up*. Pour la politisation des activités SAR, nous pouvons en effet que celles-ci peuvent à la fois politiser leurs opérations pour mettre en avant la situation difficile des migrants, mais aussi politiser celles mises en œuvre par les EM, en soulignant justement le manque de moyens attribué à ces missions et la nécessité d'opérer des changements à ce niveau-là pour assister les migrants de la meilleure manière possible. À l'inverse, les ONG peuvent également dépolitiser les missions SAR afin de les mettre au service de leurs principes humanitaires de neutralité et d'impartialité pour sauver le plus de vies possibles.

Plus substantiellement, en se basant sur les développements précédents, nous entendons par politisation des missions SAR l'exposition de ces missions à des formes de mises en débat, de clivages, de conflits, à la démonstration de ces activités de secours (soins médicaux, mise en avant de l'état des migrants etc.) dans le but de faire passer un message politique. Au niveau discursif, l'utilisation de témoignages semble totalement entrer dans cette notion de politisation des missions SAR puisqu'ils permettent de montrer la réalité sur le terrain. En effet, beaucoup d'ONG utilisent « les histoires de migrants pour sensibiliser l'opinion, mettre en évidence la catastrophe humanitaire qui se cache derrière des expressions métaphoriques telles que « flux migratoires » et faire campagne pour des politiques migratoires libérales »<sup>227</sup>. Les témoignages peuvent prendre deux formes différentes : soit la narration par procuration, c'est-à-dire « l'acte de parler au nom de quelqu'un d'autre, qui est typique de la défense des migrants et des récits humanitaires », soit la narration d'autonomisation, c'est-à-dire « les initiatives qui donnent aux migrants l'occasion de partager leur histoire »<sup>228</sup>, qui dans les cas ont un but de sensibilisation et quelque part, de chercher

---

<sup>223</sup> Kari PALONEN (et al.), « Rethinking politicization », *op. cit.*, p. 250.

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> Matthew FLINDERS et Matt WOOD, « Depoliticisation, governance and the state », *op. cit.*, pp. 135-149.

<sup>226</sup> Eugenio CUSUMANO et Matteo VILLA, « From “angels” to “vice smugglers”: The criminalization of sea rescue NGOs in Italy », *op. cit.*, pp. 23-40 ; Edgar GRANDE (et al.), « Politicizing immigration in Western Europe », in *Journal of European Public Policy*, 2019, Vol. 26, No. 10, pp. 1444-1463 ; Patrick MÜLLER et Peter SLOMINSKI, « Shrinking the space for civil society: (De)Politicizing the obstruction of humanitarian NGOs in EU border management », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2022, Vol. 48, No. 19, pp. 4774-4792.

<sup>227</sup> Carolin GEBAUER et Roy SOMMER, « Beyond vicarious storytelling: How level telling fields help create a fair narrative on migration », in *Open Research Europe*, 2023, Vol. 3, No. 10, p. 3.

<sup>228</sup> *Ibid.*

l'empathie des lecteurs. A l'inverse, la dépolitisation des missions SAR signifierait que les ONG cherchent à laisser de côté l'aspect potentiellement politique des missions SAR en les subordonnant aux principes humanitaires de neutralité et d'impartialité. Donc on peut s'imaginer que le caractère humanitaire de ces activités sera grandement mis en avant par rapport au caractère politique, au travers du discours ou des pratiques – avec notamment la fourniture de nourriture ou d'abris comme nous l'avons vu dans le concept de SAR. On peut également imaginer qu'un accent sera mis sur l'expertise qui permet de se concentrer sur les aspects techniques des missions SAR.

En ligne avec ce que nous avons vu en termes de relation entre (dé-)politisation et rapports États/ONG, nous pensons que la politisation des activités SAR mènerait à plus de conflit entre États et ONG, tandis que la dépolitisation de ces activités favorisait une coopération entre États et ONG. En effet, presque par définition, la politisation mène à l'ouverture de désaccords, et cela est d'autant plus le cas si les enjeux politiques soulevées par ces activités entrent en conflit avec les politiques gouvernementales ou les intérêts nationaux.

Alors qu'avec la dépolitisation, les ONG pourraient créer un terrain propice à la coopération avec les États, en se focalisant davantage sur les aspects purement humanitaires et en minimisant les sources potentielles de conflit. En évitant de prendre des positions politiques tranchées, les ONG peuvent être perçues comme des partenaires plus neutres et moins susceptibles de créer des frictions avec les politiques gouvernementales, ce qui favorisait la coopération.

### Bilan du cadre théorique

En bilan de ce cadre théorique, nous sommes partis du paradigme transnationaliste, permettant de dépasser les frontières nationales pour comprendre ce qui se passe au-delà et au deçà des États, en prenant notamment l'individu agissant en groupe comme élément central d'analyse. Cela nous a donné un cadre propice pour analyser les ONG et leur rôle pendant la crise migratoire. A partir de là, nous avons élaboré nos deux concepts, d'une part le plaidoyer et d'autre part, les opérations sur le terrain avec notamment les notions de (dé-)politisation des missions SAR, spécifiquement développées pour notre étude.

On sort ainsi de ce cadre théorique avec plusieurs éléments en tête : premièrement, le plaidoyer est un concept avec plusieurs sous-couches, permettant de distinguer plusieurs manières de plaidoyer. Nous avons notamment distingué deux grandes « familles », permettant de faire le lien avec les relations ONG/États : d'une part, le plaidoyer *insider* et institutionnel, avec des activités conciliantes, plus douces, menant à des relations paisibles et coopératives entre ONG et États. D'autre part, nous avons développé le plaidoyer *outsider* et radical, qui regroupe des activités plus agressives, plus ouverte aux tensions, qui semblent mener davantage à des relations confrontationnelles. Du côté des opérations sur le terrain, après avoir explicité ce qu'étaient les missions SAR et la (dé-)politisation, nous avons proposé un concept combinant ces deux notions, à savoir la (dé-)politisation des missions SAR, permettant de comprendre comment les ONG peuvent soit utiliser ces activités à des fins politiques, soit au contraire les axer exclusivement sur les secours humanitaires, évitant toute implication directe dans des questions politiques.

De ces éléments-là, nous partons de la présomption que les ONG utilisent un type de plaidoyer et un type d'opération sur le terrain à un instant t, en l'occurrence pour nous la crise migratoire de 2015-2016 (les ONG peuvent évidemment changer de stratégie au cours du temps, cela n'est pas fixé dans le marbre et dépend simplement de leurs motivations et objectifs à plus long terme). Pour aller plus loin, nous supposons que certaines ONG – que nous nommerons ONG de type 1 – emploient des stratégies *insider* et institutionnelles, ainsi que dépolitisent les activités SAR. Ces deux groupes d'activités, d'après ce que nous avons vu, mènent à des relations de coopération avec les États. En outre, nous estimons qu'une deuxième catégorie d'ONG existe – que nous appelons ONG de type 2 – et qui regroupe des stratégies de plaidoyer *outsider* et radical, ainsi qu'une politisation des activités SAR. Ces activités semblent quant à elles mener à des relations plus conflictuelles avec les États.

## 2.2 Hypothèses

L'hypothèse constitue une réponse possible à notre question de recherche. Pour rappel, notre question de recherche est la suivante : de quelles manières les ONGH ont-elles rempli un manque de gouvernance laissé par l'UE pendant la crise migratoire de 2015-2016 en Méditerranée centrale, et quelles en sont les implications dans leurs relations avec l'UE et les États Membres ?

En nous appuyant sur notre cadre théorique, nous émettons les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : *Lorsque les ONG de type 1 utilisent des stratégies de plaidoyer insider et institutionnelles et dépolitisent leurs activités SAR, elles coopèrent avec l'UE et les États Membres.*

Ici la variable indépendante, la cause, sont les stratégies de plaidoyer *insider* et institutionnelles ainsi que la dépolitisation des activités SAR par les ONG de type 1 – tandis que la variable dépendante, qui est la variable que l'on cherche à expliquer est la coopération entre les ONG de type 1 et les États Membres de l'UE.

Hypothèse 2 : *Lorsque les ONG de type 2 utilisent des stratégies de plaidoyer outsider et radicales et politisent leurs activités SAR, elles confrontent l'UE et les États Membres.*

La variable indépendante sont les stratégies de plaidoyer *outsider* et radicales ainsi que la politisation des activités SAR par les ONG de type 2, tandis que la variable dépendante est la confrontation entre les ONG de type 2 et les États Membres de l'UE.

Pour rappel, la coopération fait référence ici à la situation dans laquelle les agences gouvernementales et les organisations non gouvernementales non seulement partagent des objectifs politiques similaires, mais préfèrent également des stratégies similaires pour les atteindre. En revanche, par confrontation nous entendons une situation dans laquelle les objectifs des ONG et des États diffèrent, et notamment lorsque les ONG entrent en opposition et en contestation directe avec les actions et politiques des États.

A ce stade, deux éléments sont à préciser : premièrement, ces relations et plus globalement les hypothèses seront analysées sous le prisme des ONG, puisque l'entiereté de ce mémoire s'interroge sur les moyens que celles-ci mettent en œuvre, et comment cela influence leurs relations avec les États. Deuxièmement, ces notions de coopération et de confrontation seront analysées au travers des concepts de plaidoyer et d'opération sur le terrain. Ils n'impliqueront pas de nouveaux indicateurs.

	<b>Coopération EM/ONGH</b>	<b>Confrontation EM/ONGH</b>
<b>Plaidoyer</b>	Stratégies <i>insider</i> et institutionnelles	Stratégies <i>outsider</i> et radicales
<b>Opérations sur le terrain</b>	Dépolitisation des activités SAR	Politisation des activités SAR

Figure 2 : Matrice regroupant les modes d'action des ONG avec les rapports EM/ONGH<sup>229</sup>

Dans chaque hypothèse donc, nous retrouvons le plaidoyer et les opérations sur le terrain, qui sont deux fonctions que nous avons développées en revue de littérature. Implicitement, avec ces hypothèses, nous nous concentrons donc sur les ONG qui possèdent à la fois des fonctions de plaidoyer et des fonctions de prestation de services, et qui font usage de ces deux fonctions. Nous laissons donc de côté les ONG n'ayant que des activités de plaidoyer, ou bien que des activités de SAR, bien que celles-ci semblent être une minorité puisque comme l'écrivent Almog-Bar citant McCarthy et Castelli, « Le plaidoyer est répandu dans tout le spectre des organisations à but non lucratif », et qu'elle n'est pas limitée aux organisations qui se définissent elles-mêmes comme des « organisations de plaidoyer »<sup>230</sup>.

En outre, suite à nos développements, nous écartons les hypothèses avançant que certaines ONG utilisent un plaidoyer *insider* et institutionnel et une politisation de leurs activités SAR – et vice versa – parce que cela provoquerait des contradictions conceptuelles : en effet, le plaidoyer *insider* et institutionnel vise généralement à coopérer avec les autorités et à influencer les politiques de manière non conflictuelle, tandis que la politisation des activités SAR implique une exposition délibérée de ces activités à des formes de débat, de mobilisation et de conflit. Et *vice-versa* avec le plaidoyer *outsider* et radical et la dépolitisation des activités SAR. Ainsi ces approches sont

<sup>229</sup> Tableau réalisé par l'auteurice

<sup>230</sup> McCarthy et Castelli dans Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », *op.cit.* p. 21.

conceptuellement opposées, car l'une vise la coopération tandis que l'autre s'oriente vers le conflit et la contestation, et donc développer ces hypothèses rendrait nos propos et notre analyse incohérents.

Pour chacune de ces hypothèses, nous allons les tester avec une ONG représentative. D'après les développements que nous avons fait sur MSF et MOAS, nous estimons que MOAS est une ONG de type 1 et MSF est une ONG de type 2. En effet, MOAS semble être une organisation mettant au cœur de son exercice les fonctions SAR et semble disposer d'une diplomatie douce. MSF au contraire semble plus à même à employer un plaidoyer plus poussé et plus dur lorsqu'elle le juge nécessaire. C'est en tout cas ce que nous pourrions évaluer tout au long de l'analyse.

En bilan de cette partie, si nous validons ces hypothèses par la suite, nous pourrions ainsi confirmer les moyens mis en œuvre par MSF et MOAS durant la crise migratoire, et comment ceux-ci influent sur leurs relations avec les États membres de l'UE pendant la crise migratoire de 2015-2016. D'une part, ça indiquerait que les approches favorisant la coopération et la non-politisation conduisent à des relations plus harmonieuses entre les ONG et les autorités étatiques, tandis que les ONG choisissant des approches plus contestataires et politisées sont plus enclines à entrer en conflit avec celles-ci. A l'inverse, si nous infirmons ces hypothèses, cela indiquerait potentiellement que les relations entre les ONG et les États membres de l'UE pendant la crise migratoire ne peuvent pas être expliquées de manière significative par les stratégies de plaidoyer et de (dé-)politisation des activités SAR. Dans ce cas, cela voudrait dire que d'autres facteurs influenceraient davantage les relations entre les ONG et les États, que les ONG n'utilisent pas forcément les moyens que nous avons développés.

### III. Cadre méthodologique

Le choix d'une méthodologie est important afin de pouvoir cadrer notre analyse et ainsi répondre le mieux possible à notre question de recherche.

#### 3.1 Méthode de collecte et d'analyse

Tout d'abord, la méthode d'analyse que nous allons employer devra nous permettre d'analyser le contenu de documents afin d'extraire les informations utiles à notre travail. C'est pour cela que l'analyse de contenu nous paraît être une méthode particulièrement pertinente. D'après Bardin, une analyse de contenu est « un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces messages »<sup>231</sup>. Ainsi, cette méthode « revient à refuser l'illusion de la transparence des faits sociaux » et à « tenter de s'écarter des dangers de la compréhension spontanée »<sup>232</sup>. En somme, l'analyse de contenu inclut « toute démarche qui, à partir d'un ensemble de techniques partielles mais complémentaires, consiste à expliciter et systématiser le contenu des messages et l'expression de ce contenu à l'aide d'indices quantifiables ou non »<sup>233</sup>.

Cette analyse de contenu peut ainsi être qualitative, si elle a « recours à des indicateurs non fréquentiels susceptibles d'autoriser des inférences » ou quantitative, si elle « est fondée sur la fréquence d'apparition de certains éléments du message »<sup>234</sup>. Nous optons pour la première option, puisque nous voulons surtout chercher à comprendre comment le plaidoyer et les opérations sur le terrain affectent la coopération/confrontation avec les EM de l'UE. L'analyse qualitative offre effectivement la profondeur nécessaire pour comprendre les significations sous-jacentes et les nuances des modes d'action des ONG ainsi que de leurs rapports avec les autorités étatiques. Plus spécifiquement, la méthode qualitative regroupe plusieurs caractéristiques : elle est exprimée en langage naturel et pas en chiffres, elle utilise de petits échantillons, et « s'appuie sur des cas choisis de manière opportuniste ou intentionnelle »<sup>235</sup>. En fait, la méthode qualitative peut « fonctionner sur des corpus réduits et établir des catégories plus discriminantes puisqu'elle n'est pas liée comme l'analyse quantitative à des catégories donnant lieu à des fréquences suffisamment élevées pour que les calculs soient possibles »<sup>236</sup>. L'objectif de la méthode qualitative étant de « fournir une compréhension approfondie et interprétée du monde social des participants à la recherche en se renseignant sur leur situation sociale et matérielle, leurs expériences, leurs perspectives et leur histoire »<sup>237</sup>.

Les principaux avantages de la méthode qualitative sont qu'elle permet « d'atteindre les parties que les autres méthodes [quantitatives] ne peuvent pas atteindre »<sup>238</sup>, en particulier dans la recherche sur les liens entre les processus et les résultats »<sup>239</sup>. Deuxièmement, elle permet de développer des questions de recherche ne reposant « pas sur des hypothèses concernant l'existence d'une réalité unique mais visant à découvrir une « pluralité de vérités », les méthodes qualitatives peuvent être plus appropriées pour expliquer les relations de cause à effet »<sup>240</sup>. Enfin, elle oblige « le chercheur à se plonger dans la complexité du problème plutôt que de l'abstraire. Les résultats sont donc plus riches et plus instructifs. Elles permettent de répondre à des questions qui impliquent des variables difficiles à quantifier »<sup>241</sup>. En revanche, le principal inconvénient de la méthode qualitative serait qu'elle se fonde sur

---

<sup>231</sup> Laurence BARDIN, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 47.

<sup>232</sup> Bardin dans Lionel DANY, « Analyse qualitative du contenu des représentations sociales », in Grégory LO MONACO (et al.), *Les représentations sociales*, Bruxelles, De Boeck, 2016, p. 7.

<sup>233</sup> Laurence BARDIN, *op. cit.*, p. 47.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>235</sup> John GERRING, « Qualitative methods », in *Annual review of political science*, 2017, Vol. 20, No. 1, p. 18.

<sup>236</sup> Laurence BARDIN, *op. cit.*, p. 147.

<sup>237</sup> Joanna MORIARTY, *Qualitative methods overview*, Londres, NIHR School for Social Care Research, 2011, p. 2.

<sup>238</sup> Green et Thorogood dans Joanna MORIARTY, *Qualitative methods overview*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>239</sup> Shaw dans Joanna MORIARTY, *op. cit.*, p. 3.

<sup>240</sup> Fraser dans Joanna MORIARTY, *op. cit.*, p. 3.

<sup>241</sup> Carolyn B. SEAMAN, « Qualitative methods », in Forrest SHULL (et al.), *Guide to advanced empirical software engineering*, Londres, Springer, 2008, p. 36.

une approche subjective, impliquant une interprétation humaine (avec les biais que cela comporte), ce qui peut limiter la généralisation des conclusions<sup>242</sup>.

Cette méthode semble ainsi pertinente pour notre étude puisqu'elle nous permettra d'explorer les nuances de nos deux cas d'étude, et d'aborder notre question de recherche de la manière la plus vaste et complexe possible. En outre, bien que l'inconvénient de la subjectivité puisse limiter la généralisation, il s'avère moins contraignant dans notre travail, où la priorité est d'explorer la complexité du problème plutôt que de le simplifier et chercher la généralisation.

Dans la continuité de nos explications sur la méthode de contenu qualitative, qui suppose donc de choisir un petit échantillon, nous avons décidé de matérialiser cela au travers d'une comparaison entre deux cas d'étude. Avant de comprendre ce qu'est la méthode comparative de cas d'étude, il nous faut comprendre ce qu'est un cas d'étude. Celui-ci dispose de multiples définitions dans la littérature, dont nous tirons celle-ci, paraissant être la plus englobante : une étude de cas serait « une enquête empirique qui examine un phénomène contemporain dans son contexte réel, en particulier lorsque les frontières entre le phénomène et le contexte ne sont pas clairement évidentes »<sup>243</sup>. L'idée derrière une étude de cas est donc d'analyser de manière approfondie un élément dans son contexte, au travers de multiples méthodes pour en saisir la complexité. Le cas en lui-même peut être défini comme « un phénomène pour lequel nous rapportons et interprétons seulement une seule mesure sur toute variable pertinente »<sup>244</sup>. Il recouvre des réalités différentes, pouvant « être un individu (notamment en sciences humaines) ou un groupe d'individus, une organisation ou plusieurs organisations mais également un événement de gestion ou un projet »<sup>245</sup>. La méthode comparative d'études de cas consiste ainsi « à analyser et à synthétiser les points communs, les différences et les tendances entre deux ou plusieurs cas partageant un intérêt ou un objectif commun »<sup>246</sup>. C'est une méthode qui vise à examiner en profondeur des cas spécifiques pour dégager des enseignements significatifs, facilitant ainsi la compréhension des dynamiques partagés ou distincts entre eux.

Les avantages de cette méthode sont qu'elle donne « la possibilité d'atteindre des niveaux élevés de validité de construction »<sup>247</sup> et donne « la capacité de mesurer dans un cas les indicateurs qui représentent le mieux le concept théorique que nous avons l'intention de mesurer »<sup>248</sup>. Les critiques auxquelles fait face cette méthode en revanche sont qu'« elle est prône au biais de sélection », qui se produit « lorsqu'une forme de sélection dans la conception de l'étude ou dans les phénomènes réels étudiés aboutit à des déductions qui souffrent d'une erreur systématique »<sup>249</sup>. Un autre point est que forcément, contrairement à une étude statistique, la méthode comparative d'études de cas ne permet pas d'analyser un large échantillon de cas et donc manque de représentativité, ne permettant pas ainsi de faire des inférences pour une population de cas encore plus large<sup>250</sup>.

En somme, cette méthode apparaît comme étant très pertinente pour l'avancée de notre mémoire puisque dans la lignée de la méthode qualitative de contenu, elle nous permet d'étudier en profondeur un échantillon de deux cas – MSF et MOAS – nous permettant d'analyser les similarités et les différences entre les éléments que ces deux cas qui nous intéressent, en l'occurrence leurs modes d'action durant la crise migratoire de 2015. En outre, étant donné que notre recherche se concentre sur des contextes spécifiques et des réponses organisationnelles dans le domaine humanitaire en Méditerranée, une approche approfondie plutôt qu'une généralisation à une population plus large est justifiée. Et en reconnaissant ces limitations, notre étude mettra en œuvre une opérationnalisation rigoureuse pour atténuer les biais et garantir la validité de nos conclusions.

---

<sup>242</sup> Kelvin MWITA, « Strengths and weaknesses of qualitative research in social science studies », in *International Journal of Research in Business and Social Science*, 2022, Vol. 11, No. 6, pp. 618-625.

<sup>243</sup> Yin dans Michelle DUPORT, « Chapitre 13. L'étude de cas », in Soufyane FRIMOUSSE (dir.), *Produire du savoir et de l'action. Le vade-mecum du dirigeant-chercheur*, Paris, EMS Editions, 2020, p. 155.

<sup>244</sup> Eckstein dans Andrew BENNETT, « Case Study Methods : Design, Use, and Comparative Advantages », in Detlef F. SPRINZ et Yael WOLINSKY-NAHMIA (ed.), *Models, numbers, and cases: Methods for studying international relations*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2004, p. 20.

<sup>245</sup> Michelle DUPORT, « Chapitre 13. L'étude de cas », in Soufyane FRIMOUSSE (dir.), *op.cit.*, p. 155.

<sup>246</sup> Delwyn GOODRICK, « Études de cas comparatives », in *Methodological Briefs UNICEF Office of Research*, 2016, No. 9, p. 1.

<sup>247</sup> Andrew BENNETT, « Case Study Methods : Design, Use, and Comparative Advantages », *op. cit.*, p. 34.

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 39.

## 3.2 Choix des sources

Afin d'analyser le plaidoyer et les opérations sur le terrain de MSF et MOAS, nous allons nous baser sur des sources primaires présentes sur les sites officiels de ces deux ONG, [www.msf.org](http://www.msf.org) et [www.moas.eu](http://www.moas.eu). En outre, nous faisons attention à ne sélectionner que des documents entrant dans les bornes temporelles et spatiales de notre travail, de mars 2015 à décembre 2016 donc, et se situant en Méditerranée centrale.

Dans le cas de MSF, nous analyserons plusieurs types de documents présents sur leur site dans la section « Mediterranean migration », à savoir les lettres ouvertes, les discours, les témoignages « Voices from the field », les communiqués de presse, les rapports, les déclarations, les *project updates* et les *crisis updates*.

Cela nous fait en tout 61 documents, tous référencés en annexe. Nous avons ainsi exclu les documents se concentrant sur les interventions de MSF en mer Égée, ainsi que les témoignages de pêcheurs tunisiens n'entrant pas dans le cadre de notre sujet.

Dans le cas de MOAS, nous sélectionnons :

Communiqués de presse (parmi ces communiqués, nous avons retiré ceux traitant de l'achat de drones par MOAS, des remerciements de donation privée ou des appels à bénévolat, qui ne sont naturellement pas pertinents pour notre étude).

Les rapports d'administration de 2015-16, pouvant nous donner plus d'information sur la vision et les objectifs de MOAS

Documentaires « Fishers of men », un document de 1h. 12 minutes retraçant les opérations de sauvetage de MOAS, au travers de témoignages des membres de l'équipage et des fondateurs de l'organisation, mais également de migrants secourus.

Les articles de *blog* (nous avons exclu les profils du personnel de MOAS, n'entrant pas dans le cadre de ce mémoire)

En tout, cela nous fait au total 59 documents, référencés également en annexe.

Comme nous pouvons le voir, le type de documents se retrouvant sur les sites de MOAS et de MSF ne sont pas exactement les mêmes – la variété de documents est effectivement plus importante chez MSF que chez MOAS, ce qui pouvait être prévisible étant donné que MSF est une organisation bien plus grande, plus ancienne et semble avoir davantage de moyens que MOAS. Le fait que les types de document ne soient pas exactement les mêmes ne pose pas de problème pour notre étude puisque notre objectif est de comprendre comment ces organisations agissent, plutôt que de comparer exhaustivement chaque aspect de leurs communications. De plus, chaque organisation a ses propres objectifs, missions et méthodologies. En effet, MOAS se concentre principalement sur la diffusion d'informations liées à ses missions, mettant l'accent sur les opérations en cours, les rapports d'activité et les témoignages de sauvetage. D'un autre côté, MSF, en tant qu'organisation médicale humanitaire de grande envergure, aborde une gamme plus large de thématiques liées à la crise migratoire, englobant des aspects médicaux, politiques et sociaux. Cette disparité n'est pas seulement compréhensible, mais elle enrichit également notre analyse en offrant une perspective plus complète sur les actions et les positions de chaque organisation. En outre, comme Casey ou Almog-Bar l'ont mis en avant, nous remarquons bien avec ces documents l'importance du « e-advocacy » avec toute une palette de documents, de témoignages et d'articles de *blog* accessibles en ligne, permettant à une audience plus large d'en prendre connaissance.

Afin d'enrichir notre compréhension des actions de MOAS et MSF dans le cadre de la crise migratoire, nous compléterons nos sources primaires par l'inclusion d'articles scientifiques en tant que sources secondaires. Ces articles, en abordant les initiatives de ces organisations d'un point de vue académique, peuvent offrir une perspective approfondie et analytique intéressante et nous permettront de guider notre analyse, d'ajouter une dimension contextuelle à nos recherches et de renforcer la robustesse de notre travail en l'inscrivant dans le cadre plus large des débats académiques et des connaissances existantes. Voici l'échantillon que nous avons sélectionné, avec les articles cités par ordre alphabétique :

CUSUMANO, Eugenio, « Humanitarians at sea: Selective emulation across migrant rescue NGOs in the Mediterranean Sea », in *Contemporary Security Policy*, 2019a, Vol. 40, No. 2, pp. 239-262.

CUTTITTA, Paolo, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », in *Geopolitics*, 2018, Vol. 23, No. 3, pp. 632-660.

DANY, Charlotte, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », in *Global Society*, 2019, Vol. 33, No. 2, pp. 184-200.

DEL VALLE, Hernán, « Search and rescue in the Mediterranean Sea: Negotiating political differences », in *Refugee Survey Quarterly*, 2016, Vol. 35, No. 2, pp. 22-40.

EBRAHIM, Alnoor, « Accountability in practice: Mechanisms for NGOs », in *World development*, 2003, Vol. 31, No. 5, pp. 813-829.

ESPERTI, Marta, « Rescuing migrants in the Central Mediterranean: The emergence of a new civil humanitarianism at the maritime border », in *American Behavioral Scientist*, 2020, Vol. 64, No. 4, pp. 436-455.

Toutes ces sources précédemment citées nous permettrons ainsi de répondre à notre question de recherche, de vérifier le type de plaidoyer et les stratégies opérationnelles que MOAS et MSF déploient sur le terrain, et de déterminer dans quelle mesure cela correspond aux hypothèses que nous avons formulées. En examinant de près les méthodes adoptées par MOAS, nous serons en mesure d'évaluer si elles ont favorisé des relations plus coopératives avec les États membres (EM). De manière similaire, l'analyse des approches de MSF nous aidera à comprendre si celles-ci ont conduit à des relations plus confrontantes avec ces derniers. Ainsi, cette diversité de sources servira de fondation solide pour éclairer notre compréhension des dynamiques entre les ONG et les EM.

### 3.3 Opérationnalisation

Il est important d'opérationnaliser nos concepts afin de passer du théorique au pratique. C'est en ce sens que nous avons créé le graphique suivant (p. 41), qui répertorie nos indicateurs.

En outre, dans cette opérationnalisation, nous avons fait en sorte dans le choix de nos indicateurs de bien distinguer d'une part, le plaidoyer *insider* et institutionnel de la dépolitisation des activités SAR, d'autre part, le plaidoyer radical et *outsider* de la politisation des activités SAR, afin encore une fois de faciliter et de nous assurer de la clarté de notre analyse. Ceci n'est pas une tâche facile, puisque force est de constater que ces concepts peuvent s'entrecouper. En effet, on pourrait considérer par exemple la politisation des activités SAR comme faisant partie plus globalement d'un plaidoyer plus agressif. Or, nous avons fait le choix dans ce travail, de développer les nuances de ces différents concepts, en nous intéressant spécifiquement aux missions SAR, à l'aspect pratique pour la (dé-)politisation des activités SAR, et plutôt sur les activités qui visent à influencer ou à changer les politiques des États, donc plutôt idéologique pour le plaidoyer.

Par ailleurs, nous avons sélectionné nos indicateurs de manière intentionnelle et contextuelle : ils découlent en effet de notre cadre théorique (de notre paradigme sur le transnationalisme ainsi que sur nos concepts de plaidoyer et d'opérations sur le terrain) et sont ceux qui nous paraissent les plus représentatifs et pertinents pour mesurer nos concepts, au sein d'une méthode qualitative. Nous sommes néanmoins conscients que d'autres indicateurs existent et peuvent également être pertinents dans différentes situations.



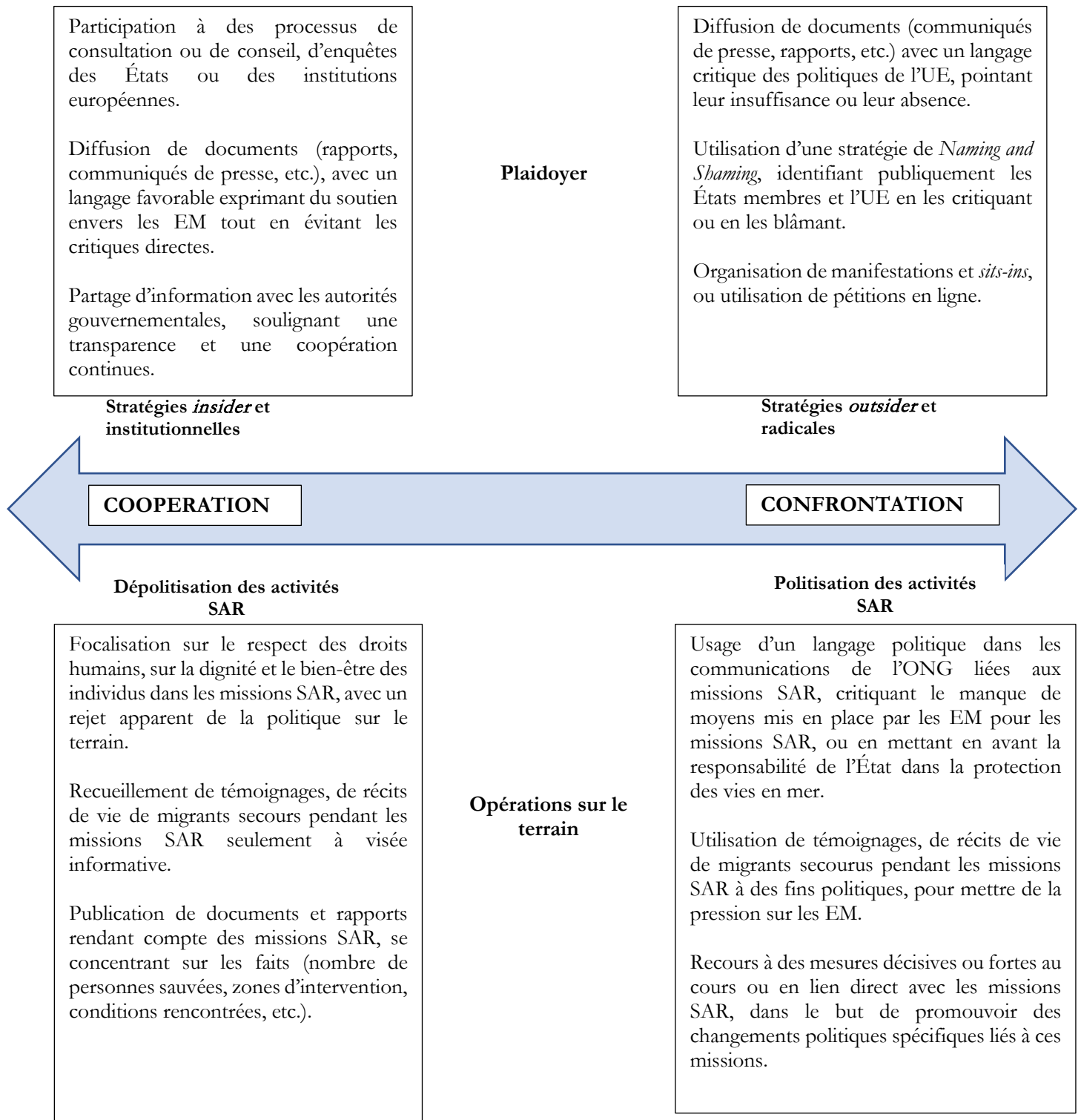


Figure 3 : Opérationnalisation des concepts de plaidoyer et opérations sur le terrain<sup>251</sup>

<sup>251</sup> Figure réalisée par l'auteurice.

Pour faciliter notre analyse et obtenir des observations plus systématiques, nous regarderons les champs lexicaux pour évaluer si un discours est critique ou neutre voire positif.

Pour le plaidoyer *outsider* et radical, nous évaluerons si les communiqués de presse ou autres documents sont critiques en regardant si nous avons un champ lexical de la critique et de l'échec (avec des mots tels qu'échec, faiblesse, défaut, manque, déficit, défaillance etc.).

Pour le plaidoyer *insider* et radical, nous évaluerons si les communiqués de presse ou autres documents utilisent un langage positif en recherchant un champ lexical du soutien (avec des mots tels qu'appui, encouragement, accueil, équilibre etc.).

C'est donc au travers de ces indicateurs que l'on pourra par la suite conclure si nous avons des relations de coopération ou de confrontation entre ONG et EM. En effet, par exemple, si nos indicateurs sur le plaidoyer *insider* et institutionnel et sur la dépolitisation des activités SAR sont utilisés conjointement et apparaissent prédominants dans notre analyse, alors ils suggèrent une stratégie de plaidoyer et d'action sur le terrain axée sur la coopération, la communication positive et le maintien de relations productives avec les autorités concernées. Et *vice-versa* pour nos indicateurs de l'autre côté du spectre.

Néanmoins, il paraît important de préciser que nous ne nous attendons pas à trouver tous ces indicateurs dans notre analyse. En effet, la somme de tous ces indicateurs n'est pas nécessaire pour prouver notre relation causale. Au contraire, nous partons du principe que si nous avons plus d'indicateurs d'un côté ou de l'autre, par exemple plus d'indicateurs indiquant des stratégies *insider* et institutionnelles, et une dépolitisation des activités SAR, nous pouvons nous attendre à voir une coopération entre l'ONG en question et les EM, et *vice-versa*. En définitive, si nous ne trouvons pas tous les indicateurs, cela voudra simplement dire que sur le continuum de nos deux concepts, les ONG que nous étudions penchent plus d'un côté que de l'autre. En outre, si nous trouvons davantage d'indicateurs du côté du plaidoyer avec des stratégies *insider* et institutionnelles, mais en revanche davantage d'indicateurs du côté de la politisation des activités SAR, et vice versa, nous ne pourrons pas conclure et devons ainsi réfuter nos hypothèses.

## IV. Analyse

Selon Wehbe, le contexte de l'intervention de MSF lors de la crise migratoire européenne présentait sans aucun doute des caractéristiques particulières pour l'organisation, du fait de sa proximité, son ampleur et son lien avec le siège européen de l'organisation<sup>252</sup>. En 2015, la crise migratoire a rapidement fait partie des situations recevant le plus d'attention de la part de MSF, avec près de la moitié des publications disponibles sur le site de MSF International dédié à cette tragédie<sup>253</sup>.

Pour MOAS, comme nous l'avons précisé précédemment, c'est dans ce contexte de détresse des migrants et de l'absence de réponses effectives face aux noyades que l'organisation a été fondée, en 2014. Les missions SAR sont ainsi centrales à cette organisation, qui se décrit comme « la première organisation financée par le secteur privé en Méditerranée, créée dans le but exprès de mener des missions de recherche et de sauvetage de migrants en mer »<sup>254</sup>. Enfin d'emblée, nous aimerions préciser comme Cuttitta l'a fait que « indépendamment de leurs positions politiques et du degré de critique qu'ils expriment à l'égard des politiques gouvernementales, [MOAS et MSF] *coopèrent tous avec les autorités italiennes*. En effet, c'est le Centre de coordination des secours maritimes (MRCC) de Rome, dirigé par les garde-côtes italiens, qui est chargé de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage »<sup>255</sup>, et qui décide donc quel navire aide les migrants, lequel doit les ramener sur le continent, dans quel port est-ce que les personnes doivent être débarquées etc.

### 4.1 Premier cas d'étude : MOAS

#### 4.1.1 Analyse du concept de plaidoyer chez MOAS

Lors de l'analyse de nos sources primaires, si nous nous intéressons au langage et au style d'écriture utilisés, nous remarquons que MOAS critique très rarement l'UE ou les États Membres frontalement, mais utilise au contraire un langage positif.

MOAS dévoile son soutien en évoquant positivement des actions de l'UE et des EM lorsque ceux-ci agissent, comme dans le communiqué du 16 mai 2015 où le directeur de MOAS avait déclaré « Nous sommes heureux que l'UE ait décidé de prendre des mesures immédiates pour sauver des vies »<sup>256</sup> juste après que la Commission a présenté l'Agenda européen sur la migration avec de nouvelles propositions pour trouver des solutions à la crise. Ainsi, en se réjouissant de l'adoption de cet agenda, MOAS exprime un soutien concret envers les décisions et orientations politiques prises par l'UE. Ce compliment sera réitéré un mois plus tard, lorsque le directeur de MOAS écrit « Nous sommes heureux de constater que sauver des vies est de plus en plus au cœur des préoccupations politiques et nous nous réjouissons de travailler aux côtés d'autres acteurs, notamment des navires fournis par divers États européens. C'est la coopération pour laquelle nous avons toujours fait campagne »<sup>257</sup>. MOAS se dit également ravie d'avoir ouvert la voie à l'implication des « États membres de l'UE afin d'atténuer les pertes de vies humaines en mer »<sup>258</sup>, permettant de diminuer les pertes en mer. Un dernier exemple que nous citerons est lorsque MOAS a félicité l'augmentation des financements à destination de Frontex, qui sera répétée dans plusieurs

---

<sup>252</sup> Eduardo WEHBE, *El Poder detrás de las ONGs Humanitarias. El caso de Médicos sin Fronteras*, Buenos Aires, Universidad Torcuato di Tella, 2022, p. 2.

<sup>253</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op. cit.*, pp. 184-200.

<sup>254</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Administrative Report 2015*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2015.pdf> (accédé décembre 2023).

<sup>255</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op. cit.*, p. 642.

<sup>256</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS saves migrants at sea in record numbers: more than 1,400 saved from inhumane conditions in first two-week mission*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-saves-migrants-at-sea-in-record-numbers-more-than-1400-saved-from-inhumane-conditions-in-first-two-week-mission-2/> (accédé décembre 2023).

<sup>257</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and other ships stream to the central Mediterranean to conduct migrant rescues*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-other-ships-stream-to-the-central-mediterranean-to-conduct-migrant-rescues/> (accédé décembre 2023).

<sup>258</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Tragedies at sea: MOAS urges collective action to stop deaths*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/tragedies-at-sea-moas-urges-collective-action-to-stop-deaths/> (accédé décembre 2023).

communiqués de presse « MOAS a salué la décision de l'UE de renforcer les efforts de recherche et de sauvetage en triplant le financement de Frontex et en élargissant son mandat »<sup>259</sup>. Ces phrases d'encouragement semblent ainsi dénoter une approche de plaidoyer institutionnel, où MOAS collabore majoritairement de manière constructive avec les autorités européennes, et adopte une position proactive en soutenant les prises de décision européennes. En somme, cette approche nuancée entre neutralité et soutien pourrait être perçue comme une tentative de MOAS de naviguer entre ses rôles de témoin objectif des événements en mer Méditerranée et de partenaire collaboratif des autorités européennes. Ce positionnement peut être interprété comme une réponse stratégique aux dynamiques complexes entre ONG et institutions gouvernementales, où la communication joue un rôle essentiel dans le maintien d'une relation constructive, ce dont MOAS semble avoir conscience.

En outre, bien que ce ne soit pas des encouragements, il arrive que MOAS exprime modérément des recommandations à l'égard de l'UE, telles que « L'Europe *devrait* prendre l'initiative car cela se passe dans son arrière-cour, mais d'autres devraient également montrer leur soutien »<sup>260</sup>. Ici, on remarque notamment l'utilisation de « devrait », montrant que MOAS veut suggérer à l'UE des manières d'agir mais de manière diplomatique, sans donner d'exigences impératives – et surtout, tout de suite après sa recommandation, elle évoque le rôle que doivent jouer d'autres acteurs, sous-entendant ainsi que ce n'est pas une affaire seulement européenne et surtout qu'elle ne veut pas confiner la responsabilité de la situation uniquement à l'UE. Cela révèle une stratégie subtile de plaidoyer, où MOAS cherche à influencer tout en maintenant une approche diplomatique et collaborative. Dans la même veine, on retrouve à de nombreuses reprises dans les documents publiés par MOAS que le plaidoyer de l'ONG ne se dirige pas forcément vers l'UE, mais appelle à une solution globale face à la situation dans laquelle les réfugiés traversant la Méditerranée se trouve. Par exemple, lors de la Journée Mondiale des Réfugiés<sup>261</sup>, MOAS déclare que celle-ci devait servir de rappel « à tous les acteurs et citoyens du monde de donner la priorité à l'humanité dans toutes les discussions sur la migration », que cela devait être placée au sommet de l'agenda mondial. Un autre exemple est lorsque MOAS évoque la crise migratoire et les défis associés, en argumentant que ce n'est « pas seulement d'un problème européen, mais d'une question complexe et mondiale qui nécessite une solution mondiale »<sup>262</sup>. Ainsi, en insistant sur la complexité mondiale de la question migratoire, MOAS adopte une approche constructive, cherchant à influencer les politiques sans stigmatiser les acteurs institutionnels en les « nommant et les blâmant ». En demandant aux décideurs de placer la recherche et le sauvetage en tête de leurs priorités, MOAS s'inscrit dans un dialogue positif, soulignant la nécessité d'une solution collective et coordonnée sans attribuer de blâme. Enfin, à partir de 2016, MOAS plaide pour « la création d'alternatives sûres et légales à la traversée mortelle de la mer, afin de garantir que ceux qui cherchent à faire valoir leur droit à l'asile puissent le faire sans risquer leur vie. », qui se matérialise autour du *hashtag* #SafeAndLegalRoutes. L'idée selon elle serait « l'établissement de corridors humanitaires, partant des pays d'origine et de transit où les conditions des populations migrantes sont particulièrement difficiles, directement vers les pays d'accueil, où l'asile peut être demandé et des programmes d'intégration engagés immédiatement »<sup>263</sup>. À nouveau, MOAS ne cible pas spécifiquement l'UE, même si cette dernière englobe les « pays d'accueil » vers lesquels se dirigent ces migrants, ce qui semble cohérent avec notre argument selon lequel MOAS évite délibérément de stigmatiser directement l'UE en utilisant des termes plus larges, ne voulant pas faire du *naming and shaming*.

Selon notre perspective, ce plaidoyer plus général semble être une stratégie de MOAS de rester dans un plaidoyer davantage institutionnel, en évitant des tensions avec l'UE et en adoptant une position plus consensuelle. En plaidant pour une solution mondiale, MOAS pourrait ainsi créer une dynamique positive en encourageant une collaboration internationale, tout en évitant d'adopter une posture critique envers des acteurs spécifiques, comme l'UE.

En revanche, même si le langage employé par MOAS est majoritairement neutre ou positif, celle-ci a émis quelques

---

<sup>259</sup> *Ibid.*

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS calls for the world to 'prioritise humanity' on World Refugee Day*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-calls-for-the-world-to-prioritise-humanity-on-world-refugee-day/> (accédé décembre 2023).

<sup>262</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Mitigating Death and Inspiring Action at the World's Deadliest Border: MOAS saves 10,000 lives during its first year*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/mitigating-death-and-inspiring-action-at-the-worlds-deadliest-border-moas-saves-10000-lives-during-its-first-year/> (accédé décembre 2023).

<sup>263</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Administrative Report 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2016.pdf> (accédé décembre 2023).

critiques – certaines douces d’autres plus franches - bien que minoritaires par rapport à ce que nous avons expliqué ci-dessus. Nous en avons trouvé en tout quatre, parmi lesquelles le premier communiqué de presse que nous avons analysé du 6 avril 2015 avec un titre déjà accusateur « Combien de personnes se noieront dans la Méditerranée cette année ? », MOAS énonce « la Commission européenne (CE) a reconnu que l'opération Triton ne remplaçait pas *Mare Nostrum*. Mais la CE continue de tergiverser, laissant entrevoir une résolution à la mi-mai »<sup>264</sup>. On ressent ici une certaine frustration ressentie par MOAS, pour qui la Commission retarderait délibérément la résolution, ce que nous percevons comme une critique de son inaction ou de son manque d'engagement. Cela ressemble ainsi plutôt à une stratégie *outsider* et radicale de plaider. Ensuite est mentionné en août 2016 la détérioration des conditions en Grèce spécifiquement « le renforcement des contrôles aux frontières, la détérioration des conditions dans les pays de transit, tels que la Libye, la Turquie et la Grèce, et le manque d'alternatives [obligeant] les demandeurs d'asile à emprunter des itinéraires encore plus dangereux »<sup>265</sup>. C'est une critique moins directe que celle que nous avons énoncé plus tôt, soulignant les aspects négatifs des politiques ou des conditions actuelles en Grèce, avec lesquelles MOAS est en désaccord. Le 16 novembre 2016, étant l'avant dernier communiqué de l'an 2016, le directeur de MOAS s'insurge « On n'arrêtera pas les traversées en Méditerranée en créant davantage de frontières ou en construisant des murs et des clôtures. (...) Il est urgent de gérer le phénomène plutôt que d'essayer de se cacher derrière des barbelés. Pour ce faire, les dirigeants européens doivent se lever et se faire entendre »<sup>266</sup>. Dans un contexte dramatique marqué par le record de décès en mer Méditerranée en 2016, MOAS a ainsi décidé de prendre plus de courage et de s'opposer aux approches basées sur la force pour gérer la migration, appelant les dirigeants européens à agir de manière plus proactive et humanitaire au lieu de recourir à des mesures restrictives telles que la construction de murs et de clôtures.

En somme avec ces critiques, nous nous trouvons davantage dans un plaidoyer *outsider* et radical, ce qui montre que même si le langage employé par MOAS semble majoritairement tendre vers un plaidoyer *insider* et institutionnel, davantage conciliant et modéré, celui-ci n'est pas absolu. En incorporant des éléments de plaidoyer radical, MOAS cherche peut-être à renforcer l'impact de ses messages en exprimant de manière plus audacieuse et directe ses préoccupations vis-à-vis des politiques et des actions en cours. Cependant, malgré ces critiques, MOAS n'utilise pas des stratégies de *naming and shaming*, dans le sens où les critiques qu'elle exprime sont plus nuancées et orientées vers la sensibilisation et le plaidoyer plutôt que vers une dénonciation publique sévère. La tonalité générale semble effectivement plutôt axée sur la persuasion et l'expression d'un point de vue critique pour encourager le changement, plutôt que sur la dénonciation avec une intention de discrédit.

Pour nous rendre compte du rapport entre le champ lexical neutre ou positif employé vis-à-vis des autorités gouvernementales et le champ lexical critique dans les communiqués de presse partagés par MOAS, nous avons élaboré le tableau suivant :

Champ lexical	MOAS
Champ lexical du soutien	- 1 fois « great relationship » - 5 fois « pleased » - 1 fois « welcomed » - 2 fois « support »
Champ lexical de la critique et de l'échec	- 0 fois « failure » - 1 fois « deteriorating conditions » - 3 fois « not enough »/« far from enough »

Figure 4 : Champs lexicaux retrouvés dans les documents de MOAS<sup>267</sup>

<sup>264</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *How Many People Will Drown in the Mediterranean This Year?*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/how-many-people-will-drown-in-the-mediterranean-this-year/> (accédé décembre 2023).

<sup>265</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *On its Two Year Anniversary, MOAS calls for #SafeAndLegalRoutes to end Deaths at Sea*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/on-its-two-year-anniversary-moas-calls-for-safeandlegalroutes-to-end-deaths-at-sea/> (accédé décembre 2023).

<sup>266</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Search-and-rescue in the Mediterranean more dangerous than ever as 2016 becomes deadliest year on record*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/search-and-rescue-in-the-mediterranean-more-dangerous-than-ever-as-2016-becomes-deadliest-year-on-record/> (accédé décembre 2023).

<sup>267</sup> Tableau réalisé par l'auteurice.

Comme nous pouvons le voir, le champ lexical de la critique et de l'échec est bien plus faible que celui du langage positif. Cela confirme que MOAS critique très rarement les EM, et quand c'est fait, c'est souvent de manière douce et indirecte. Nous pouvons ainsi valider l'indicateur du plaidoyer *insider* et institutionnel mettant en avant l'utilisation d'un langage positif comme celui-ci est majoritaire comparé au langage critique du plaidoyer radical et *outsider*.

Ensuite, si l'on évalue maintenant la participation à des processus de consultation ou de conseil, d'enquêtes du gouvernement, on observe qu'en effet, MOAS a participé à une discussion de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures de l'UE (LIBE) le 6 mai 2015<sup>268</sup>, qui suivait une session plénière du Parlement Européen ou celui-ci appelait à une opération de sauvetage humanitaire européenne solide et permanente. Le directeur de MOAS Martin Xuereb – qui s'est entretenu avec la présidente du parlement grec et le commandant en chef de la marine italienne entre autres - s'est ainsi dit « heureux que la commission LIBE reconnaisse la valeur du MOAS en tant qu'acteur clé dans l'atténuation de la crise humanitaire en Méditerranée »<sup>269</sup>. Cette reconnaissance institutionnelle démontre donc la confiance que l'UE fait à MOAS et sa volonté de coopérer avec elle pour élaborer de nouvelles solutions, et renforce la position de l'ONG en tant que participant légitime et efficace dans le domaine du sauvetage en mer, contribuant ainsi à sa stratégie de plaidoyer *insider* et institutionnel.

En revanche, les documents que nous avons à disposition ne semblent pas indiquer l'organisation de manifestations, de *sits-ins*, ou de pétition en ligne, suggérant que MOAS adopte une approche plus institutionnelle et discrète dans son plaidoyer. Cela n'est pas très étonnant puisque ça ne semble pas coller avec l'identité de l'organisation, récemment créée et mettant l'accent sur les sauvetages. Comme elle le dit elle-même, elle entretient de très bonnes relations avec les garde-côtes italiens<sup>270</sup> notamment, ce qui peut laisser comprendre qu'elle préférerait éviter de compromettre ces relations essentielles à sa mission. MOAS a au contraire organisé une conférence en mai 2016 appelée *MOAS X Change*<sup>271</sup>, mettant en avant la nécessité de communiquer et coopérer. Parmi les invités, se trouvaient la présidente de Malte Marie Louise Coleiro Preca, démontrant ainsi que MOAS préfère privilégier des canaux de communication plus formels et structurés, et travailler de manière collaborative avec les institutions plutôt que de mobiliser le public de manière spectaculaire.

Quant à l'indicateur traitant du partage d'information avec les autorités gouvernementales, on observe dans les sources primaires que tout d'abord, MOAS partage avec les autorités étatiques lorsqu'elles le demandent des informations qu'elle dérive de ses drones comme précisé dans son communiqué de presse du 6 mai 2015<sup>272</sup>, qui on peut l'imaginer pourront servir les EM à atteindre leurs objectifs, notamment en lien avec la volonté de condamner les passeurs. Un exemple concret est donné par Cusumano, dévoilant qu'un « passeur suspect a été identifié et poursuivi en justice grâce aux images des drones du MOAS »<sup>273</sup>. Nous pouvons déduire de ce partage d'information que MOAS entretient des relations de coopération avec les EM et est engagée à collaborer avec eux ; mais également qu'elle est vue comme un acteur fiable par les autorités étatiques. Cela fait ainsi partie d'une stratégie de plaidoyer *insider* et institutionnelle plus large où les informations partagées par MOAS peuvent être utilisées pour étayer des propositions de politiques spécifiques ou pour sensibiliser les autorités aux défis et aux besoins particuliers, voire encore permettre un alignement des objectifs entre MOAS et États Membres, ce qui favorise la coopération.

---

<sup>268</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS to contribute to discussion on Mediterranean migration crisis at libe committee*, 2015. Disponible à : <https://moas.eu/moas-to-contribute-to-discussion-on-mediterranean-migration-crisis-at-libe-committee-2/> (accédé décembre 2023).

<sup>269</sup> *Ibid.*

<sup>270</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and other ships stream to the central Mediterranean to conduct migrant rescues*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-other-ships-stream-to-the-central-mediterranean-to-conduct-migrant-rescues/> (accédé décembre 2023).

<sup>271</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS X Change: Facing 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-x-change-facing-2016/> (accédé décembre 2023).

<sup>272</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Drones aboard the M.Y. Phoenix locate potential drowning victims*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/drones-aboard-the-m-y-phoenix-locate-potential-drowning-victims/> (accédé décembre 2023).

<sup>273</sup> Eugenio CUSUMANO, « Humanitarians at sea: Selective emulation across migrant rescue NGOs in the Mediterranean Sea », in *Contemporary Security Policy*, 2019a, Vol. 40, No. 2, p. 254.

#### 4.1.2 Analyse du concept d'opération sur le terrain chez MOAS

Tout d'abord, un élément qui transparait en lien avec les missions SAR dans les documents de MOAS sont la mise en avant de l'aspect humanitaire de ces missions. Tout au long des communiqués, des articles de *blog* et des rapports administratifs, on retrouve les phrases suivantes : « no one deserves to die (at sea) » / « nobody should be left to drown » / « we cannot let people die at sea » que l'on retrouve à neuf reprises<sup>274</sup>. Celles-ci sont utilisées comme un slogan, démontrant cette focalisation sur les droits humains et notamment sur ce droit fondamental qu'est le droit à la vie, mais aussi plus largement la nécessité des missions SAR pour secourir le plus de personnes possibles.

MOAS n'hésite pas à insister sur ces normes éthiques et humaines. Elle déclare « Tout le monde a droit à la vie, c'est pourquoi le MOAS continuera à sauver des vies en mer, au passage de la frontière la plus dangereuse du monde »<sup>275</sup>, ou encore « Ce n'est qu'en traitant les centaines de milliers de personnes comme les individus méritants qu'ils sont que des solutions dignes et humanitaires pourront être trouvées ». En mettant l'accent sur ces normes, MOAS cherche ainsi à dépolitiser les activités SAR et à transcender les considérations politiques potentiellement polarisantes, lui permettant de se positionner comme un acteur humanitaire impartial. Cette focalisation sur les droits humains est également visible dans le documentaire, mêlant vidéos des opérations de SAR permettant de visualiser comment celles-ci se déroulent, et les ressentis des membres de l'équipage, de la famille Catrambone et des migrants, décrivant les missions et leurs objectifs. Par exemple, Marco Cauchi, directeur des opérations déclare, « les gens sont des gens. Ils ont peut-être des idées différentes mais vous ne pouvez pas laisser les gens mourir à la mer selon moi »<sup>276</sup>, ou encore, Mme Catrambone énonce « Imaginez que vous êtes en mer et que vous rencontrez ce bateau, parfois avec 300 personnes entassées les unes sur les autres, qui n'ont ni eau, ni nourriture. (...) On leur donne un gilet de sauvetage et on les emmène sur notre bateau, et c'est comme ça que l'on brise ce puzzle humain. (...) C'est comme si nous naissions à nouveau. Nous leur rendons leur humanité »<sup>277</sup>. Ces déclarations sont l'expression même du principe humanitaire, visant à mettre l'humanité au premier plan et protéger la vie humaine ou elle est menacée. C'est ce principe que le personnel du navire de MOAS met au premier plan de ses activités de recherche et sauvetage.

En somme, cette position souligne la volonté de MOAS de « dépassionner » le débat autour de la crise migratoire et de recentrer l'attention sur l'impératif humanitaire. En choisissant un langage axé sur les droits humains et la compassion, l'ONG cherche ainsi à la fois à créer un consensus autour de l'idée que la préservation de vies humaines est une priorité incontestable ; et à dépasser les clivages politiques et à positionner les opérations SAR comme une action essentielle. Cette idée peut être simplement résumée par la phrase prononcée par Mme Catrambone dans le documentaire, « nous devons défendre l'humanité »<sup>278</sup>. Par conséquent, en se présentant comme un acteur humanitaire avant tout, MOAS cherche à créer un terrain commun avec les États, éloigné des débats politiques complexes qui entourent la question migratoire. On peut comprendre que cela facilite indéniablement la coopération avec les EM en favorisant une approche consensuelle centrée sur l'urgence humanitaire.

Sur le terrain, ce qui guide cette focalisation de MOAS sur les principes humanitaires, c'est sa volonté de ne pas politiser ses missions SAR, comme les phrases suivantes le résume : « *Nous devons mettre fin à la politique dans le domaine de la recherche et du sauvetage. Nous devons faire de la sauvegarde des vies une priorité.* Entre-temps, la société ne doit pas rester spectatrice. Nous devons montrer l'exemple et soutenir les efforts de recherche et de sauvetage qui sont entrepris »<sup>279</sup>. Avec seulement cette première phrase « Nous devons mettre fin à la politique dans le domaine de la recherche et du sauvetage », MOAS rejette foncièrement l'idée que l'action humanitaire puisse être politisée. A l'inverse, il faut secourir sans arrière-pensée politique, et avant tout agir, ce qui est réitéré dans plusieurs documents

<sup>274</sup> On retrouve ces expressions dans les communiqués de presse du 10 avril 2015, du 20 avril 2015, du 5 mai 2015, du 6 juin 2016 et du 30 août 2016, dans les articles de blog du 8 février 2016 et du 27 octobre 2016, dans le rapport administratif de 2016 et dans le documentaire à la 13e minute.

<sup>275</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS calls for the world to 'prioritise humanity' on World Refugee Day*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-calls-for-the-world-to-prioritise-humanity-on-world-refugee-day/> (accédé décembre 2023).

<sup>276</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Fishers of Men* [documentaire], n.d., 00 :12 :50.

<sup>277</sup> *Ibid.*, 00 :29 :50.

<sup>278</sup> *Ibid.*, 1 :09 :42.

<sup>279</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Professional migrant rescue service MOAS to set sail on May 2<sup>nd</sup>*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/professional-migrant-rescue-service-moas-to-set-sail-on-may-2nd/> (accédé décembre 2023).

« Nous n'avons pas le temps de débattre de politique pendant que des gens se noient »<sup>280</sup> ou, moins directement, nous devons « donner la priorité à l'humanité dans toutes les discussions sur les migrations »<sup>281</sup>. Par la même occasion, cela montre que MOAS évite à tout prix l'utilisation d'un langage politique dans ses communications liées aux missions SAR. En outre, MOAS se définit elle-même comme une « ONG *apolitique* de recherche et de sauvetage créée en 2014, qui *travaille en étroite collaboration avec tous les gouvernements*, le sauvetage maritime, les acteurs politiques et les moyens de sauvetage afin de réduire les pertes de vies humaines en Méditerranée »<sup>282</sup>.

En outre, si l'on s'intéresse aux missions SAR en elles-mêmes, nous remarquons que MOAS rend compte dans la plupart de ses documents du nombre de personnes sauvées, en plus de donner le ressenti des membres de l'équipage, ce qui montre souvent l'état désastreux dans lequel se trouvent les migrants et la tragédie de voir autant d'enfants faire la dangereuse traversée de la Méditerranée. Cela se retrouve d'abord dans plusieurs titres de communiqués de presse comme « MOAS et MSF secourent 369 personnes lors du premier sauvetage »<sup>283</sup>, « Cent personnes secourues en mer chaque jour par MOAS »<sup>284</sup> ou « Un secouriste de MOAS sauve 994 personnes en un jour en Méditerranée centrale »<sup>285</sup>, qui soulignent chacun factuellement le nombre de personnes sauvées par MOAS, qui est après-tout le premier objectif de l'organisation. Si l'on développe un exemple précis, dans son communiqué du 4 mai 2015<sup>286</sup>, MOAS décrit avoir sauvé 369 personnes à bord de son navire *M.Y. Phoenix* durant le weekend et 104 personnes de plus lundi matin, provenant majoritairement d'Érythrée. Le navire comprenait un équipage de 20 personnes, « composé d'opérateurs d'hélicoptères, de professionnels de la recherche et du sauvetage et de médecins ». Christophe Catrambone ainsi que Will Turner, coordinateur d'urgence de MSF, ont ensuite donné leurs ressentis sur ces missions, évoquant notamment à quel point l'embarcation des migrations était rempli à ras bord, avec les migrants collés les uns aux autres. L'équipe médicale de MSF a ensuite pu leur faire un premier examen médical, et tous ces migrants ont pu recevoir de l'eau et de la nourriture. L'idée derrière ce communiqué est ainsi d'une part de rendre compte factuellement de la réalité sur le terrain, et d'autre part d'ajouter une dimension humanitaire, notamment au travers des ressentis du personnel des ONG, ce qui permet d'humaniser la crise migratoire, éloignant l'attention des aspects politiques pour se concentrer sur les individus en détresse, et pouvant potentiellement susciter l'empathie des lecteurs.

En somme, cette approche de MOAS, mettant en lumière les détails concrets des opérations de sauvetage et incorporant les témoignages du personnel humanitaire, témoigne de la volonté de l'organisation de dépolitiser les missions de SAR. En se concentrant sur les faits humanitaires et en évoquant les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les migrants, MOAS cherche à créer une narration axée sur la crise humanitaire plutôt que sur les aspects politiques. Encore une fois, en évitant de s'engager explicitement dans des débats politiques, MOAS peut maintenir une position neutre et coopérative, favorisant ainsi une collaboration efficace avec les autorités étatiques.

De surcroît, lors de l'analyse du discours de l'ONG concernant les missions SAR des États Membres, il est à noter que les critiques sont rares – nous en relevons notamment une seulement, dans le communiqué du 20 avril 2015 « La réduction des opérations de sauvetage en Europe n'a pas découragé les migrants désespérés de risquer leur vie

---

<sup>280</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and other ships stream to the central Mediterranean to conduct migrant rescues*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-other-ships-stream-to-the-central-mediterranean-to-conduct-migrant-rescues/> (accédé décembre 2023).

<sup>281</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS calls for the world to 'prioritise humanity' on World Refugee Day*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-calls-for-the-world-to-prioritise-humanity-on-world-refugee-day/> (accédé décembre 2023).

<sup>282</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS to contribute to discussion on Mediterranean migration crisis at libe committee*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-to-contribute-to-discussion-on-mediterranean-migration-crisis-at-libe-committee-2/> (accédé décembre 2023).

<sup>283</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and MSF rescue 369 people during first rescue*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-msf-rescue-369-people-during-first-rescue/> (accédé décembre 2023).

<sup>284</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *One hundred people a day rescued at sea by MOAS*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/one-hundred-people-a-day-rescued-at-sea-by-moas/> (accédé décembre 2023).

<sup>285</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS Responder Rescues 994 People in One Day in the Central Mediterranean*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-responder-rescues-994-people-in-one-day-in-the-central-mediterranean/> (accédé décembre 2023).

<sup>286</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and MSF rescue 369 people during first rescue*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-msf-rescue-369-people-during-first-rescue/> (accédé décembre 2023).



dans ces traversées dangereuses. Elle n'a fait qu'accroître le nombre de morts »<sup>287</sup>. Cette phrase suggère donc une politisation des missions SAR, puisqu'elle met en lumière l'inefficacité perçue des réductions d'opérations de sauvetage et les conséquences négatives qui en découlent. On peut en déduire une volonté de MOAS d'influencer les décideurs européens en faveur d'une approche plus robuste en matière de recherche et de sauvetage en mer. En réalité, même si MOAS ne critique pas les opérations SAR des EM, elle relate dans ses documents des critiques énoncés par d'autres ONG, comme *Amnesty* « En l'absence d'une opération européenne de recherche et de sauvetage, l'approche de l'Union européenne semble de plus en plus aléatoire et négligente »<sup>288</sup>, et ses partenaires de SAR, la Croix Rouge Italienne, qui émet une critique plus douce « Sans solutions claires au phénomène migratoire au niveau européen et international, la tragédie de la perte de vies humaines en mer se poursuivra, comme nos équipes peuvent tristement en témoigner »<sup>289</sup>, ou MSF « La réticence collective de l'Europe à offrir des alternatives sûres à ceux qui souhaitent atteindre nos côtes continuera à coûter des vies »<sup>290</sup>. Cela montre ainsi que tous les documents de MOAS liés aux missions SAR ne sont pas neutres et certains peuvent tendre à la politisation, même si celle-ci choisit de ne pas adopter une position directement confrontante envers les États membres, mais plutôt de mettre en avant les points de vue et les critiques de ses partenaires. Cela peut être interprété comme une manière pour MOAS de rester dans une position plus consensuelle, évitant ainsi des conflits directs avec les autorités étatiques. En somme, ces éléments montrent ainsi une certaine politisation des missions SAR par MOAS, qui reste néanmoins minime par rapport à la focalisation sur les aspects humanitaires que nous avons discuté juste avant.

Ensuite, si l'on s'intéresse au recours à des mesures fortes sur le terrain cherchant à promouvoir des changements politiques spécifiques liés aux missions SAR, nous n'en observons aucun chez MOAS, qui a aucun moment diminué ses activités SAR voire les arrête pour des raisons politiques, par exemple pour défier l'UE. Cela va de pair avec le fait qu'au contraire, MOAS semble promouvoir des changements politiques plutôt par voie institutionnelle en participant à la discussion du LIBE et en coopérant avec les entités étatiques, comme nous l'avons vu dans notre section précédente destinée au plaidoyer.

Enfin, en se penchant sur les témoignages, on remarque que MOAS relate les histoires des migrants secourus notamment dans ses articles de *blog*, sans les utiliser à des fins politiques. Par exemple, dans un post du 5 février 2016<sup>291</sup>, l'histoire de Binta est relatée : après avoir été victime de traite en Libye à tout juste 16 ans, Binta, d'origine camerounaise a pu se payer une place à bord d'une embarcation pour l'Europe. Rescapée par MOAS, elle a partagé son histoire : les aspirations éducatives de Binta, qui rêvait de devenir médecin, ont été anéanties après avoir fui le rejet familial pour sa conversion au christianisme. Vendue à un réseau de traite humaine, elle a subi des abus pendant trois ans avant d'être libérée par une nonne. Portant les cicatrices de son périple, elle rêve d'étudier et devenir infirmière en Europe. Dans un autre article de *blog* du 27 octobre 2016<sup>292</sup>, l'histoire de Juliette, originaire du Bénin est relayée, ou elle raconte qu'après avoir subi de nombreux abus en Libye pendant 5 mois, elle a pu s'échapper et embarquer sur un canot, éventuellement secouru par MOAS.

Ce que nous remarquons avec ces témoignages, c'est que MOAS les utilise à visée informative, pour montrer la réalité de ces sauvetages et partager des histoires derrière le mot de migrant. MOAS ne les utilise pas à des fins politiques, elle ne fait à aucun moment mention de l'UE et des EM. Au contraire, ces témoignages contribuent à la dépolitisation des activités SAR en mettant en avant les expériences humaines et les émotions des personnes secourues. Ainsi, ces témoignages semblent alignés sur une approche plus neutre et factuelle, cherchant à sensibiliser

---

<sup>287</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Professional migrant rescue service MOAS to set sail on May 2<sup>nd</sup>*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/professional-migrant-rescue-service-moas-to-set-sail-on-may-2nd/> (accédé décembre 2023).

<sup>288</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *How Many People Will Drown in the Mediterranean This Year?*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/how-many-people-will-drown-in-the-mediterranean-this-year/> (accédé décembre 2023).

<sup>289</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Migration: Joint MOAS/Italian Red Cross (CRI) mission rescues almost 800 people. Three bodies recovered in the hold of one vessel*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/migration-joint-moas-italian-red-cross-cri-mission-rescues-almost-800-people-three-bodies-recovered-in-the-hold-of-one-vessel/> (accédé décembre 2023).

<sup>290</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/msf-moas-to-launch-mediterranean-search-rescue-and-medical-aid-operation/> (accédé décembre 2023).

<sup>291</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Refugee Women: Escaping Human Trafficking*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/refugee-women-escaping-human-trafficking/> (accédé décembre 2023).

<sup>292</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Rescue Focus: One Night in October*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/rescue-focus-one-night-in-october/> (accédé décembre 2023).

le public à la réalité humaine des personnes affectées par la crise migratoire en Méditerranée plutôt que de promouvoir une position politique particulière. Il arrive néanmoins que les témoignages soient mélangés dans les communiqués de presse avec d'autres éléments, comme dans le communiqué du 16 mai 2015<sup>293</sup> ou les témoignages de Mohamed et d'un homme d'Érythrée sont mélangés aux données de l'opération SAR ainsi qu'aux ressentis de M Catrambone et du directeur de MOAS, mentionnant leur avis favorable à l'Agenda européen sur la migration. Pour autant, bien que le communiqué mentionne le contexte politique de la crise migratoire en Méditerranée, les témoignages n'accusent pas les gouvernements ou les institutions. Ils se concentrent plutôt sur les histoires personnelles pour susciter de l'empathie et de la compassion. Ainsi, cela rejoint notre conclusion précédente arguant qu'ils favorisent la dépolitisation des missions SAR et qu'ils ne sont pas utilisés pour mettre de la pression sur les États Membres.

Pour clore ces précédentes parties, les bonnes relations que MOAS entretient avec les autorités des EM sont notamment visibles par le fait que l'ONG a été décorée par l'Italie et Malte. Comme le dit Régina Catrambone lorsqu'elle se fait décorer de l'Ordre du Mérite par l'Italie, « C'est un véritable honneur d'être reconnu par le chef d'État de mon pays et de *savoir que la République italienne soutient le travail que nous accomplissons* pour aider à mettre en sécurité des familles désespérées au lieu de les laisser mourir en mer. *Notre travail ne serait pas possible sans le soutien et la coopération de la coordination des secours maritimes de Rome* »<sup>294</sup>. Les garde-côtes italiens ont également remis à MOAS « une lettre d'éloge et d'appréciation, reconnaissance officielle du service humanitaire de l'organisation en Méditerranée centrale »<sup>295</sup>. Malte a quant à elle remis la médaille pour service rendu à la République, vue par MOAS comme une reconnaissance encourageant « à continuer à servir les autorités de recherche et de sauvetage du monde entier, auxquelles nous pouvons offrir nos ressources et notre expertise professionnelles en matière de sauvetage »<sup>296</sup>. De ces décorations, nous pouvons comprendre qu'il existe un soutien mutuel entre MOAS et les EM, témoignant de l'appréciation des autorités pour les efforts de MOAS en matière de SAR. Ces gestes de reconnaissance ne sont pas simplement symboliques, mais témoignent également d'un soutien institutionnel crucial, renforçant ainsi la légitimité de MOAS dans son action humanitaire. On peut naturellement comprendre que c'est parce que MOAS a eu une ligne modérée et une volonté de coopérer avec les États qu'elle a pu recevoir ces reconnaissances institutionnelles. En agissant de manière complémentaire aux efforts des États, MOAS se positionne comme un partenaire efficace dans la gestion de la crise humanitaire en Méditerranée, agissant en synergie avec les institutions nationales.

En bilan, nous pouvons ainsi dire que du point de vue du plaidoyer, MOAS emploie en majorité une méthode douce, diplomatique, allant dans le sens des États Membres. Nous avons pu observer et démontrer que celle-ci utilise en priorité un langage neutre voire positif, évitant de critiquer directement les EM. Nous avons également vu qu'elle avait participé à un processus de consultation conduit par l'UE, et qu'elle avait partagé avec les autorités gouvernementales des informations dérivés de ses drones. D'après nos documents, elle ne semble en revanche pas avoir utilisé de stratégies de *naming and shaming*, ni organisé de manifestations, de *sits-ins* ou de pétitions en ligne qui auraient démontré une approche de plaidoyer davantage radical et *outsider*. Ainsi, vis-à-vis de nos indicateurs, nous retrouvons les trois que nous avons développé pour le plaidoyer *insider* et institutionnel, supposant que MOAS est plus à même de coopérer avec les États Membres.

Concernant les opérations sur le terrain, celles-ci tendent clairement vers une dépolitisation des missions SAR : en effet, comme nous l'avons vu, un grand accent est mis par MOAS sur le respect des droits humains et sur les normes éthiques, avec un fort principe de neutralité politique. De plus, MOAS rend compte dans la plupart de ses documents des missions SAR, en relatant simplement les faits ou les ressentis mais sans apporter de touche politique. En outre, les témoignages que MOAS recueille sont à visée informative sans jamais vouloir leur donner de fins politique. Enfin, cette organisation n'a pas eu recours à des mesures fortes à visée politique. Le seul élément se rapportant à

---

<sup>293</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS saves migrants at sea in record numbers: more than 1,400 saved from inhumane conditions in first two-week mission*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-saves-migrants-at-sea-in-record-numbers-more-than-1400-saved-from-inhumane-conditions-in-first-two-week-mission-2/> (accédé décembre 2023).

<sup>294</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Italian President awards MOAS founder one of Italy's highest honours*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/italian-president-awards-moas-founder-one-of-italys-highest-honours/> (accédé décembre 2023).

<sup>295</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Administrative Report 2015*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2015.pdf> (accédé décembre 2023).

<sup>296</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Malta awards MOAS the Medal of the Republic*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/malta-awards-moas-the-medal-of-the-republic/> (accédé décembre 2023).

la politisation des missions SAR sont le langage politique minoritaire de MOAS, et le fait que celle-ci relate dans ses communiqués les rapports de ses partenaires critiquant le manque de moyens mis en place par les EM pour les missions SAR. Néanmoins, le lien avec la favorisation des relations de coopération était moins visible que pour l'analyse du plaidoyer, pourtant tout aussi pertinente. En effet, avec sa focalisation sur les aspects strictement humanitaires et l'évitement de confrontations politiques, la dépolitisation des missions SAR favorise la coopération – ou du moins le soutien tacite des États – comme Louis et Maertens l'expliquent. En se positionnant de manière apolitique, MOAS établit un terrain commun avec les États, éloignant ainsi les débats complexes qui entourent la question migratoire, servant ainsi à son plaidoyer *insider* et institutionnel. Cela peut en effet lui permettre de mieux s'intégrer dans le cadre légal et opérationnel des États, créant ainsi une base solide pour la coopération.

Il convient maintenant de voir empiriquement ce qu'il en est pour MSF.

## 4.2 Deuxième cas d'étude : MSF

### 4.2.1 Analyse du concept de plaidoyer chez MSF

Premièrement, si l'on regarde le degré de critique ou au contraire de soutien aux politiques européennes présents dans les documents diffusés par MSF, plusieurs éléments peuvent être relevés. Tout d'abord, nous notons que simplement en regardant les titres des documents en ligne sur le site de MSF, certains sont déjà très critiques et attaquent frontalement l'UE. Par exemple le titre du rapport du 19 janvier 2016 « Les politiques européennes ont considérablement aggravé la "crise des réfugiés" de 2015 »<sup>297</sup> ou encore dans le communiqué de presse du 23 juin 2015 « Les dirigeants de l'UE orchestrent une crise humanitaire sur les côtes européennes »<sup>298</sup>. Ces titres n'adoptent pas une approche nuancée, mais au contraire expriment clairement une position critique envers les politiques de l'UE. Avec des titres aussi forts, on peut deviner la volonté de MSF de mettre en lumière ce qu'elle considère comme des lacunes ou des échecs des politiques européennes durant la crise migratoire, sans ménager l'UE.

Plus substantiellement, un langage critique et frontal se retrouve dans les documents eux-mêmes, où MSF pointe les manquements des politiques européennes : parmi les quelques politiques que l'UE a mis en place pour faire face à la situation, celles-ci ne vont clairement pas dans le bon sens puisque « les politiques de dissuasion et de lutte contre l'immigration de l'Union européenne - développées au cours des 15 dernières années et encore renforcées en 2015 - ont augmenté la demande des réseaux de trafic de migrants et poussé les personnes vers des itinéraires toujours plus dangereux qui mettent en péril leur santé et leur vie »<sup>299</sup>. MSF va au-delà de la simple critique en affirmant que « ces politiques ont largement contribué à la crise humanitaire actuelle et à l'aggravation de la situation des populations vulnérables »<sup>300</sup>. Comme déclare Aurélie Ponthieu, conseillère en migration de MSF, « Il s'agit d'une *crise humanitaire orchestrée, créée par l'incapacité de l'Union européenne à mettre en place des politiques et des pratiques adéquates et humaines pour traiter ce problème* »<sup>301</sup>. En insistant sur le caractère prévisible de cette crise et en l'attribuant à l'incapacité politique de l'UE à mettre en place des réponses adéquates, MSF critique davantage la situation en la présentant comme le résultat d'une « *incapacité de l'Union européenne à mettre en place des politiques et des réponses adéquates et humaines* »<sup>302</sup> et non comme le résultat d'une catastrophe imprévue. C'est ainsi que MSF appelle à « repenser radicalement la politique migratoire »<sup>303</sup>, pour offrir des moyens sûrs et légaux aux personnes cherchant refuge et asile en Europe,

<sup>297</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European policies dramatically worsened the so-called 2015 "refugee crisis"*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-european-policies-dramatically-worsened-so-called-2015-%E2%80%99Crefugee-crisis%E2%80%99D> (accédé décembre 2023).

<sup>298</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-eu-leaders-orchestrating-humanitarian-crisis-europe-%E2%80%99s-shores> (accédé décembre 2023).

<sup>299</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Obstacle Course to Europe : a policy-made humanitarian crisis at EU borders*, 2015. Disponible à : [https://www.msf.org/sites/default/files/msf\\_obstacle\\_course\\_to\\_europe.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/msf_obstacle_course_to_europe.pdf) (accédé décembre 2023).

<sup>300</sup> *Ibid.*

<sup>301</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-eu-leaders-orchestrating-humanitarian-crisis-europe-%E2%80%99s-shores> (accédé décembre 2023).

<sup>302</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Obstacle Course to Europe : a policy-made humanitarian crisis at EU borders*, 2015. Disponible à : [https://www.msf.org/sites/default/files/msf\\_obstacle\\_course\\_to\\_europe.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/msf_obstacle_course_to_europe.pdf) (accédé décembre 2023).

<sup>303</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Migration: MSF's response to European council meeting*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-msfs-response-european-council-meeting> (accédé décembre 2023) ; MÉDECINS SANS

plutôt que d'empirer les souffrances humaines. Avec le terme « radicalement », MSF préconise ainsi des réformes en profondeur, visant à transformer de manière substantielle la manière dont les États membres abordent la question migratoire, mettant ainsi en évidence son plaidoyer radical.

Parmi les documents publiés sur le site de MSF durant la période 2015-2016, les lettres ouvertes sont particulièrement virulentes. Elles ont un but politique, allant au-delà de la mission médicale traditionnelle de cette ONG, et sont directement adressées à l'UE et aux chefs d'État ou de gouvernement des États Membres. Pour la première lettre, jointe d'un gilet de sauvetage, celle-ci fait état de la situation désastreuse dans lesquelles sont retrouvés les migrants et des moyens mis en place par MSF pour les soigner. Comme le précise MSF, « *tout notre travail consiste à combler les lacunes laissées par les États qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'acquitter de leurs responsabilités* »<sup>304</sup>. En fait, on comprend bien ce paradoxe entre d'un côté le nombre de migrants traversant la Méditerranée qui augmente, et de l'autre l'UE qui ferme ses frontières. MSF est très critique dans cette première lettre : « *Lorsque vos ministres se réuniront ce lundi pour un nouveau sommet sur la "crise migratoire", n'oubliez pas que les décisions adoptées lors des sommets précédents n'ont jusqu'à présent pas réussi à améliorer la situation. Certaines mesures ont même aggravé la situation* »<sup>305</sup>. MSF met ainsi en évidence dans cette lettre les échecs et les conséquences néfastes des politiques européennes en matière de migration, pouvant être interprétée comme une tentative de confronter les autorités, cherchant à les responsabiliser et à les pousser à reconsidérer leurs approches.

La deuxième lettre ouverte que MSF rédige porte cette fois-ci sur l'accord UE-Turquie signé quelques semaines auparavant, qui « confie effectivement la prise en charge de ces personnes à la Turquie en échange, entre autres, d'une aide financière de plusieurs milliards d'euros »<sup>306</sup>. Pour MSF, il s'agit « d'une *abdication historique* » des responsabilités morales et juridiques de l'UE, et rappelle que cet accord « menace le droit de toute personne à demander l'asile et viole votre obligation d'aider chaque homme, femme ou enfant qui demande une protection »<sup>307</sup>. Elle va même jusqu'à le qualifier de « sale accord »<sup>308</sup>, montrant son indignation de MSF face à cette externalisation des responsabilités, soulignant que l'UE cherche à déléguer la gestion de la crise migratoire plutôt que de faire face directement à ses obligations et tenir ses responsabilités. MSF profite ainsi de cette lettre pour dénoncer publiquement les actions de l'UE qu'elle estime contraires aux principes humanitaires et aux droits fondamentaux. De ces deux lettres, le ton accusateur et frontal employé par MSF révèle une volonté de celle-ci de ne pas mâcher ses mots et de souligner la responsabilité des autorités européennes dans la crise migratoire. Cette stratégie semble aller au-delà de la simple critique constructive et s'inscrit dans une démarche de confrontation, remettant en question non seulement l'efficacité des mesures prises mais également la volonté politique des décideurs. Cela suggère une stratégie de plaidoyer radical et *outsider*, où MSF ne craint pas de confronter les puissances établies pour défendre les droits des migrants et promouvoir des changements significatifs dans les politiques européennes.

Enfin, un élément de plaidoyer chez MSF qui revient dans plusieurs documents est la demande de mise en place d'itinéraires sûrs pour les migrants : « MSF demande aux gouvernements européens de *garantir des itinéraires sûrs et légaux* pour atteindre le continent »<sup>309</sup> ou dans la lettre ouverte du 11 septembre 2015, « Le seul moyen pour l'Europe d'empêcher une aggravation de la crise sur son territoire est de remplacer les passeurs en leur offrant une alternative sûre, légale et gratuite. *Nous vous demandons d'assurer un passage sûr.* » En fait, selon Esperti, MSF a été la première organisation à évoquer l'expression de « passage sûr », expression qui sera largement reprise par d'autres ONG par la suite<sup>310</sup>. Il y a une nécessité de donner une alternative sécurisante aux migrants traversant la Méditerranée, sans qu'ils aient comme seule possibilité de devoir passer par des passeurs profitant de la détresse de ces personnes. Pour

---

FRONTIÈRES, *EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-eu-leaders-orchestrating-humanitarian-crisis-europe%E2%80%99s-shores> (accédé décembre 2023).

<sup>304</sup> Joanne LIU, *EU: your fences kill. Provide safe and legal passage*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-your-fences-kill-provide-safe-and-legal-passage> (accédé décembre 2023).

<sup>305</sup> *Ibid.*

<sup>306</sup> Joanne LIU, *Europe, Don't Turn your Back on Asylum: #TakePeopleIn*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/europe-dont-turn-your-back-asylum-takepeoplein> (accédé décembre 2023).

<sup>307</sup> *Ibid.*

<sup>308</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *In 2016 who still counts as human?*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/2016-who-still-counts-human> (accédé décembre 2023).

<sup>309</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF calls for large scale search and rescue operation in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-calls-large-scale-search-and-rescue-operation-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>310</sup> Marta ESPERTI, « Rescuing migrants in the Central Mediterranean: The emergence of a new civil humanitarianism at the maritime border », in *American Behavioral Scientist*, 2020, Vol. 64, No. 4, pp. 436-455.

cela, MSF demande un véritable changement de cap de l'UE, de nouvelles politiques allant dans ce sens. Cela souligne l'engagement de MSF en faveur de solutions structurelles et peut révéler un plaidoyer radical cherchant à transformer les approches conventionnelles de la gestion des migrations.

Néanmoins, nous notons que MSF reconnaît parfois lorsque l'UE prend des mesures positives, comme en mai 2015 lorsque l'UE décide d'augmenter les financements de Frontex/ Triton incluse dans le nouvel Agenda européen sur la migration, même si cela n'est pas sans préoccupations : « L'augmentation du financement et de la portée géographique de la mission Frontex/Triton est un *signe positif* que l'Europe prend enfin ses responsabilités en mer Méditerranée, mais nous sommes *préoccupés par l'impact* de sa mission polyvalente »<sup>311</sup>. MSF espère en effet que l'UE n'oublie pas d'améliorer « les conditions auxquelles les personnes fuyant la Méditerranée sont actuellement confrontées dans les centres d'accueil du sud de l'Europe »<sup>312</sup>. Même chose dans ce « projet update » de septembre 2015, où MSF reconnaît les efforts entrepris par l'UE mais pointe également du doigt le fait que ça ne soit pas suffisant : « *Si nous ne pouvons que nous réjouir de l'augmentation du nombre de personnes à relocaliser, elle est encore loin de correspondre à la réalité d'aujourd'hui* »<sup>313</sup>. Cette approche de MSF semble témoigner à la fois d'un plaidoyer *insider* et institutionnel - avec un langage positif malgré les craintes, démontrant une certaine ouverture au dialogue et à la reconnaissance des mesures prises par les autorités – et d'un langage *outsider* et radical, où MSF souligne la nécessité d'aller au-delà des actions existantes pour résoudre la crise humanitaire en Méditerranée.

Si l'on essaie de s'intéresser en détail au vocabulaire utilisé par MSF et de se rendre compte du ratio langage neutre ou positif / langage neutre, on comprend qu'il est largement plus critique que neutre ou positif envers l'UE, comme le démontre ce tableau que nous avons élaboré après avoir soigneusement extrait les expressions présentes dans les documents publiés par MSF :

Champ lexical	MSF
Champ lexical du soutien	- 2 fois « welcome(s) » - 1 fois « positive sign »
Champ lexical de la critique et de l'échec	- 13 fois « failing » / « failure » / « failed » - 3 fois « worse » / « worsening » - 2 fois « condemn » / « denounced » - 12 fois « responsible » / « responsibility(ies) » - 1 fois « not enough » - 1 fois « inefficient » - 2 fois « insufficient » - 8 fois « inadequate »

Figure 5 : Champs lexicaux retrouvés dans les documents de MSF<sup>314</sup>

MSF a exprimé très peu des sentiments positifs envers l'UE et les EM, en accueillant des initiatives ; elle n'exprime en revanche aucun support. D'autre part, le vocabulaire lié à la critique et à l'échec existe lui en abondance : MSF exprime à de nombreuses reprises la nécessité pour l'UE de prendre et de reconnaître ses responsabilités ; de même qu'elle évoque les politiques et ressources attribuées actuelles comme étant inadéquate, démontrant l'échec de la stratégie européenne actuelle à mitiger la crise. Ces observations dénotent ainsi une certaine tension, confrontation avec l'UE et les EM, typique d'une stratégie de plaidoyer radicale et *outsider*.

En outre, MSF emploie également des stratégies de *naming and shaming* envers l'UE et les EM, dont nous pouvons trouver plusieurs exemples dans les documents publiés par MSF : dans un communiqué du 23 juin 2015, MSF déclare « plus honteux encore, face à la souffrance extrême, des États membres clés ont adopté une position plus dure : la France et l'Autriche ont renforcé les contrôles aux frontières ; l'Italie a menacé d'empêcher les bateaux étrangers de débarquer

<sup>311</sup>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF statement re: European Agenda on Migration*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-statement-re-european-agenda-migration> (accédé décembre 2023).

<sup>312</sup> *Ibid.*

<sup>313</sup>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *People not numbers: a message from the Bourbon Argos*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/video-people-not-numbers-message-bourbon-argos> (accédé décembre 2023).

<sup>314</sup> Tableau réalisé par l'auteurice.

les migrants ; et la *Hongrie* a annoncé la construction d'un mur à sa frontière avec la Serbie »<sup>315</sup>, ou encore dans le communiqué de presse du 11 février 2015 : « Médecins Sans Frontières (MSF) appelle l'Union européenne (UE) à (...) *cesser de mettre des milliers de vies en danger* ». En pointant directement l'UE et en affirmant que ses politiques mettent des vies en danger, MSF fait une critique directe et cherchant à attirer l'attention sur ce qu'elle considère comme une responsabilité ou une faute de l'UE. Ainsi, l'utilisation de ce *naming and shaming* révèle la volonté affirmée de MSF d'identifier publiquement les États membres clés et à les tenir responsables de leurs actions, ou de l'absence d'actions, face à la crise humanitaire. En adoptant cette stratégie, MSF cherche probablement à influencer l'opinion publique et à mobiliser un soutien en faveur de ses positions. C'est en tout cas un bon indicateur de plaidoyer radical et *outsider*, montrant que MSF ne craint pas d'entrer en confrontation avec les EM et l'UE lorsqu'elle juge nécessaire.

De surcroît, MSF ne semble pas avoir partagé d'information avec les autorités gouvernementales, et semble au contraire se limiter à la coopération nécessaire avec le Centre Italien de Coordination de Sauvetage Maritime à Rome, comme déclaré ici « Nous travaillerons toujours en étroite coordination avec le Centre de coordination des secours maritimes (MRCC) et les garde-côtes italiens »<sup>316</sup>. Cela traduit une certaine volonté d'indépendance vis-à-vis des autorités étatiques, mais également une volonté de s'en tenir aux principes humanitaires. En effet, d'après Cusumano, MSF « a considéré comme incompatible avec les principes humanitaires la divulgation d'informations susceptibles d'être utilisées comme preuves judiciaires, s'abstenant délibérément d'utiliser des moyens de surveillance tels que des drones et de prendre des vidéos et des photos qui pourraient potentiellement contribuer à l'identification des passeurs suspects »<sup>317</sup>. Ainsi, nous pouvons dire que MSF s'abstient d'adopter une approche de plaidoyer qui serait *insider* et institutionnelle.

En outre, un autre élément à analyser concerne la participation de MSF à des processus de consultation, de conseil ou d'enquête. Dans les documents partagés par MSF sur son site, aucun élément probant n'est mentionné. Celle-ci partage simplement ses ressentis, par exemple après la présentation par la Commission de l'Agenda européen sur la migration, ou après les réunions du Conseil européen, mais n'a jamais évoqué avoir été invitée par l'UE ou un État Membre à une consultation, visant par exemple à trouver de nouvelles solutions à la crise. Néanmoins, selon Cuttitta, en mars 2016, MSF a organisé un atelier sur la recherche et le sauvetage à Rome, auquel tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux étaient invités, l'objectif de la réunion étant « d'améliorer la compréhension mutuelle »<sup>318</sup>. Au-delà de l'aspect technique, ce type d'atelier a une dimension également diplomatique, utilisé par MSF pour atteindre ses objectifs politiques, et donc peut être considéré politique en lui-même<sup>319</sup>. De cela, nous pouvons déduire une volonté quelque fois de MSF d'utiliser des stratégies de plaidoyer plus douces, même si cela peut sembler curieux qu'elle n'ait émis aucune communication à ce sujet. De plus, l'objectif de cet atelier était davantage axé sur l'amélioration de la compréhension mutuelle que sur une participation formelle à des processus décisionnels, n'entrant ainsi pas dans notre indicateur. Cela peut donc être perçu comme un moyen utilisé par MSF pour influencer les politiques de manière plus indirecte, en utilisant des forums ouverts plutôt que des canaux institutionnels. En somme, comme MSF n'a pas été formellement invitée à des consultations officielles avec l'UE ou les États membres, cela suggère que son rôle dans les processus décisionnels reste plus périphérique, et donc que son plaidoyer reste davantage *outsider*.

En outre, MSF ne semble pas avoir fait de manifestations, de *sit-ins* ou de pétitions en ligne. Cela ne semble pas avoir fait partie de ses stratégies de plaidoyer, se concentrant davantage sur l'aspect discursif en exprimant ses désaccords dans ses communiqués de presse, déclarations et lettres ouvertes notamment (diffusés en ligne qui plus est, lui permettant d'avoir une audience plus grande), que sur un aspect pratique, plus traditionnel de la politique radicale. Nous interprétons ainsi ce choix comme un reflet de la stratégie de MSF axée sur le discours et la communication plutôt que sur des actions de protestation directe, du moins pour la crise migratoire.

---

<sup>315</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-eu-leaders-orchestrating-humanitarian-crisis-europe%E2%80%99s-shores> (accédé décembre 2023).

<sup>316</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF and MOAS – Answers to some frequently asked questions*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-%E2%80%93-answers-some-frequently-asked-questions> (accédé décembre 2023).

<sup>317</sup> Eugenio CUSUMANO, « Humanitarians at sea: Selective emulation across migrant rescue NGOs in the Mediterranean Sea », *op.cit.*, p. 254.

<sup>318</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op.cit.*, p. 646.

<sup>319</sup> *Ibid.*

Pour finir, même si nous avons écarté le critère du financement de notre étude, il est intéressant de noter le refus de MSF de bénéficier de fonds européens. Ce refus se retrouve dans le communiqué de presse du 17 juin 2016<sup>320</sup>, où MSF annonce « *ne plus recevoir* » de fonds des États membres et des institutions de l'UE, notamment « en opposition à leurs politiques de dissuasion néfastes et à leurs tentatives croissantes de repousser les personnes et leurs souffrances loin des côtes européennes », coïncidant avec la conclusion de l'accord UE-Turquie. MSF demande ainsi « aux gouvernements européens de changer de priorités - plutôt que de maximiser le nombre de personnes qu'ils peuvent repousser, ils doivent maximiser le nombre de personnes qu'ils accueillent et protègent ». Même si selon certains auteurs, les organisations qui souhaitent s'engager dans des activités politiques plus radicales sont moins disposées à accepter un financement public, de peur que celui-ci ne les limite ou ne les délégitime<sup>321</sup>, nous ne sommes pas en accord avec cette idée puisque si l'on regarde les sources de financement de MSF en 2015<sup>322</sup>, les activités de celle-ci étaient principalement (92%) financées par des fonds privés, mais disposait également d'un financement des institutions de l'UE représentant 19 millions d'euros, tandis que le financement des États Membres représentait 37 millions d'euros. Cela montre en tout cas que malgré les financements européens dont MSF disposait jusque-là, ceux-ci ne l'ont pas empêché d'être virulent envers l'UE. Malgré le fait que cet élément ne fasse pas partie de nos indicateurs, cela va dans le sens de nos observations que MSF emploie un plaidoyer radical et *outsider*, n'hésitant pas à entrer en confrontation avec l'UE lorsque celle-ci prend des décisions allant à l'encontre des valeurs de MSF.

#### 4.2.2 Analyse du concept d'opération sur le terrain chez MSF

Pour les missions SAR, il paraît pertinent de déclarer tout d'abord que choisir de s'y engager n'a pas été une décision facile pour MSF, notamment puisque cela était vu comme une action très politique. En effet, selon Dany, « C'était la première fois que MSF s'engageait dans le sauvetage en mer. Cette décision a été contestée au sein de MSF précisément parce qu'il ne s'agissait pas seulement d'un acte de charité, *mais aussi d'une déclaration hautement politique* »<sup>323</sup>. Pour certains membres de MSF, celle-ci devrait « limiter son action au sauvetage des personnes en mer et au témoignage de la souffrance des personnes secourues, sans commenter les causes profondes ni prendre position sur des questions politiques qui dépassent l'expertise médicale de l'organisation »<sup>324</sup>, tandis que pour d'autres, « secourir des personnes sans s'attaquer aux causes profondes du problème ferait courir le risque que l'action de MSF soit manipulée et mal interprétée »<sup>325</sup>. Au final MSF a tranché en faveur des missions SAR, puisque dit-elle, « nous pensons que l'inaction ne peut être justifiée par des raisons idéologiques et qu'en fait, en tant qu'organisation médicale qui s'inspire de l'éthique médicale, nous devons agir »<sup>326</sup>. Le fait que MSF reconnaisse le caractère controversé et politique de la question nous annonce déjà la couleur quant à la question de la politisation des missions SAR.

Premièrement, nous retrouvons bien l'usage d'un langage politique dans les communications de MSF liées aux missions SAR. Si l'on regarde d'abord les titres des documents, plusieurs pointent le manque de secours donné par l'UE, tels que « Les dirigeants européens campent sur leurs positions : sauver des vies en danger n'est toujours pas leur priorité »<sup>327</sup>, « Migration : Rechercher et détruire ne permet pas de sauver des vies »<sup>328</sup> ou encore « Ne tournez pas le dos à l'asile : #TakePeopleIn »<sup>329</sup>. On remarque bien la tonalité critique que MSF emploie, et ces titres mettent

<sup>320</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU States' dangerous approach to migration places asylum in jeopardy worldwide*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-states%E2%80%99-dangerous-approach-migration-places-asylum-jeopardy-worldwide> (accédé décembre 2023).

<sup>321</sup> Alnoor EBRAHIM, « Accountability in practice: Mechanisms for NGOs », in *World development*, 2003, Vol. 31, No. 5, pp. 813-829.

<sup>322</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *International Activity Report 2015*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/reports-and-finances> (accédé décembre 2023).

<sup>323</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op.cit.*, p. 192.

<sup>324</sup> Hernán DEL VALLE, « Search and rescue in the Mediterranean Sea: Negotiating political differences », *op. cit.*, p. 31.

<sup>325</sup> *Ibid.*

<sup>326</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF and MOAS – Answers to some frequently asked questions*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-%E2%80%93-answers-some-frequently-asked-questions> (accédé décembre 2023).

<sup>327</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European leaders are digging in their heels - saving lives in danger right now is still not their priority*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-migration-european-leaders-are-digging-their-heels-saving-lives-danger-right-now> (accédé décembre 2023).

<sup>328</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Migration: Search and Destroy does not save lives*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-search-and-destroy-does-not-save-lives> (accédé décembre 2023).

<sup>329</sup> Joanne LIU, *Europe, Don't Turn your Back on Asylum: #TakePeopleIn*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/europe-dont-turn-your-back-asylum-takepeoplein> (accédé décembre 2023).

en évidence une accusation directe et politique à l'encontre des responsables européens, suggérant qu'ils ne considèrent pas le sauvetage de vies comme une priorité.

De surcroît, en s'intéressant au contenu des documents, nous observons que MSF adopte une approche clairement politique dans ses communications relatives aux opérations SAR, cherchant à politiser la question en critiquant ouvertement les politiques et les actions des États membres de l'UE et en mettant en avant leur responsabilité dans la crise, ce qu'en somme Keck et Sikkink nomment la politique de la responsabilité « accountability » comme nous l'avions vu dans notre cadre théorique. L'organisation dénonce le manque de moyens et de ressources alloués aux missions SAR, étant donné que « Les gouvernements européens ont choisi de donner *la priorité à la surveillance et à la protection des frontières plutôt que de sauver des vies* »<sup>330</sup>. L'accusation selon laquelle les gouvernements européens contribuent « *au cycle d'abus et de violence qui caractérise ces longs voyages périlleux* »<sup>331</sup> renforce cette critique, soulignant la responsabilité des États dans les conséquences tragiques de ces politiques. En fait, MSF demande à de nombreuses reprises aux « *États européens d'assumer leurs responsabilités en matière de recherche et de sauvetage (...)* pour permettre aux personnes d'entrer en Europe sans avoir à recourir aux réseaux de passeurs »<sup>332</sup>, et reconnaît que « *il n'existe aucune volonté politique en Europe d'assumer la responsabilité légale de fournir protection et assistance aux personnes en détresse appelant à l'aide dans les eaux situées juste au large des côtes européennes* »<sup>333</sup>. En somme, selon MSF, « *2015 restera dans les mémoires comme l'année où l'Europe a catastrophiquement failli à sa responsabilité de répondre au besoin urgent d'assistance et de protection de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants* »<sup>334</sup>.

C'est justement parce que l'UE n'a pas agi ou pas suffisamment que MSF est contrainte d'employer des missions SAR comme elle l'écrit dans son communiqué de presse d'avril 2015 : « *Sept cents morts en un jour, c'est le chiffre d'une zone de guerre. Cette tragédie humanitaire est aujourd'hui sous les yeux de tous, mais l'Europe n'est pas disposée à s'y attaquer. C'est pourquoi nous allons lancer des opérations de première main en mer* »<sup>335</sup>. C'est de plus une situation exceptionnelle puisque « *jamais auparavant MSF n'a eu autant de projets en Europe, jamais auparavant MSF n'a décidé de mobiliser trois navires de recherche et de sauvetage en mer pour sauver des vies* »<sup>336</sup>. Malgré cette crise évidente, l'UE n'agit donc pas, ce qui mène MSF à pousser un appel pressant aux États membres pour qu'ils intensifient leurs activités de SAR : « *Les États membres de l'Union européenne doivent lancer d'urgence des activités de recherche et de sauvetage à grande échelle afin d'éviter de nouveaux décès en mer* »<sup>337</sup>, et qu'il est nécessaire de voir « *la création d'un mécanisme spécifique pour garantir une capacité de recherche et de sauvetage adéquate en Méditerranée* »<sup>338</sup>. Cela indique donc une volonté de la part de MSF de mobiliser les acteurs institutionnels pour une réponse plus robuste, ce qui est une caractéristique de la politisation.

Ainsi, ces déclarations de MSF ne se limitent pas à une simple action humanitaire, elles deviennent également un acte politique, car celle-ci exige un changement substantiel dans l'approche et l'organisation des États membres de l'UE. L'appel de MSF pour que les États membres assument leurs obligations internationales et viennent en aide aux personnes en danger s'inscrit dans une démarche politisée des missions SAR, cherchant à créer une confrontation pour pousser à des changements politiques significatifs. De même, cela semble démontrer que

---

<sup>330</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-moas-launch-mediterranean-search-rescue-and-medical-aid-operation> (accédé décembre 2023).

<sup>331</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Migration: Search and Destroy does not save lives*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-search-and-destroy-does-not-save-lives> (accédé décembre 2023).

<sup>332</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European leaders are digging in their heels - saving lives in danger right now is still not their priority*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-migration-european-leaders-are-digging-their-heels-saving-lives-danger-right-now> (accédé décembre 2023).

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU Migration Crisis Update - February 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-migration-crisis-update-february-2016> (accédé décembre 2023).

<sup>335</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF calls for large scale search and rescue operation in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-calls-large-scale-search-and-rescue-operation-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>336</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European policies dramatically worsened the so-called 2015 "refugee crisis"*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-european-policies-dramatically-worsened-so-called-2015-%E2%80%9Drefugee-crisis%E2%80%9D> (accédé décembre 2023).

<sup>337</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF calls for large scale search and rescue operation in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-calls-large-scale-search-and-rescue-operation-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>338</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU Migration Crisis Update - February 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-migration-crisis-update-february-2016> (accédé décembre 2023).



l'organisation n'adopte pas une neutralité politique stricte sur le terrain lors des opérations SAR. Au lieu de se concentrer uniquement sur l'aspect humanitaire des missions, MSF s'engage activement dans un plaidoyer politique en appelant les États membres de l'UE à modifier leur organisation et à intensifier leurs activités de SAR.

Si l'on regarde maintenant comment MSF rend compte dans ses documents des missions SAR – de manière neutre ou en les politisant – nous observons un *mix* des deux avec néanmoins une majorité de documents politisés.

D'une part, trois documents principaux<sup>339</sup> semblent être totalement objectifs : dans son deuxième communiqué de presse commun avec MOAS<sup>340</sup>, les deux ONG annoncent avoir porté secours à 369 personnes sur le bateau *MY Phoenix*, avec une équipe de 20 personnes. En parlant de son ressenti, Will Turner, Coordinateur des urgences pour MSF, dit simplement que « Le bateau est absolument plein à craquer et la nuit dernière, alors que les hommes, les femmes et les enfants que nous avons secourus se pelotonnaient sous des couvertures pour dormir, il n'y avait pas un centimètre de libre. L'ampleur de cette crise est tout simplement déchirante, j'aimerais que nous puissions faire plus ». Un autre exemple se trouve dans le document du 3 septembre 2015<sup>341</sup>, où MSF relate le sauvetage de 1'658 personnes, avec Lindis Hurum, Coordinateur d'urgence MSF sur le *Bourbon Argos*, racontant son souvenir préféré. Dans ces deux cas, les missions sont simplement relatées, sans finalité politique apparente, mettant en avant la dimension humanitaire des sauvetages, soulignant le nombre de personnes secourues, les conditions à bord des bateaux, et les défis auxquels sont confrontés les sauveteurs.

En revanche, nous avons relevé que dans six autres documents<sup>342</sup>, MSF pointait du doigt la responsabilité de l'UE. Pour en détailler quelques exemples, dans un document du 20 août 2015<sup>343</sup>, MSF évoque avoir secouru plus de 11 000 personnes dans les derniers 100 jours, avec Lindis Hurum, racontant leur expérience « Nos équipes ont également rencontré des bateaux avec des personnes qui étaient déjà mortes de déshydratation ou d'asphyxie pendant le voyage. Pour moi, *cela suggère que même si la réponse de l'UE est censée être "plus importante et meilleure" que l'année dernière, il n'y a pas assez de bateaux disponibles et au bon endroit pour répondre de manière adéquate aux besoins de ceux qui traversent la Méditerranée* ». Juste après, Lindis en profite pour attaquer l'UE sur son manque d'action : « Pour mettre un terme à ces morts inutiles, *l'Union européenne doit créer des moyens sûrs et légaux pour permettre aux gens d'atteindre l'Europe, afin qu'ils n'aient pas besoin de monter dans ces bateaux en premier lieu* ». Ce constat est appuyé dans un communiqué de presse du 30 août 2016<sup>344</sup>, où après avoir annoncé participer au sauvetage d'environ 3000 personnes, MSF par la voix de Nicholas Papachrysostomou, coordinateur de terrain pour *Dignity I*, déclare que « Près de 6 500 personnes ont risqué leur vie pour traverser la mer Méditerranée agitée hier et ont été aidées dans 40 opérations de sauvetage par plusieurs acteurs. Cela montre que *la réponse de l'UE à la crise à ses frontières et à l'intérieur de ses frontières n'a pas permis de répondre aux besoins humanitaires et de protection urgents des réfugiés et des migrants*. (...) L'UE doit mettre en place des mesures qui offriront aux réfugiés et aux migrants des alternatives sûres et légales pour accéder à l'assistance et à la protection qu'ils recherchent désespérément ». Ces éléments indiquent fortement une politisation des missions SAR par MSF, qui s'appuie sur des faits concrets, permettant ainsi de souligner l'insuffisance des ressources maritimes de l'UE pour répondre de manière adéquate aux besoins des personnes traversant la Méditerranée. En attaquant directement l'UE sur son incapacité à prévenir ces décès tragiques, MSF adopte une posture critique et de confrontation, appelant à la mise en place de mesures concrètes de la part de l'UE pour assurer la sécurité des migrants en mer.

En bilan, MSF semble osciller entre une approche humanitaire neutre et une participation active au débat politique, ce qui peut refléter une tentative de trouver un équilibre entre la fourniture d'une aide immédiate et la promotion de changements structurels à plus long terme. Or, comme les comptes-rendus objectifs sont relativement minoritaires, nous pensons en réalité qu'ils constituent une stratégie de MSF afin d'échapper à des accusations de

<sup>339</sup> Communiqué de presse du 4 mai 2015, déclaration du 15 juin 2015 et *Project Update* du 3 septembre 2015

<sup>340</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES *MSF and MOAS rescue 369 people on first outing*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-rescue-369-people-first-outing> (accédé décembre 2023).

<sup>341</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *1,658 people rescued in busiest day ever for MSF search and rescue operations*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-migration-1658-people-rescued-busiest-day-ever-msf-search-and-rescue-operations> (accédé décembre 2023).

<sup>342</sup> *Project Update* du 9 mai 2015, du 20 août 2015 et du 2 octobre 2016, déclaration du 19 juillet 2016, communiqués de presse du 30 août 2016 et du 26 octobre 2016

<sup>343</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF reinforces its search and rescue operations in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-reinforces-its-search-and-rescue-operations-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>344</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF assists in rescue of 3,000 people in a single day*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-msf-assists-rescue-3000-people-single-day> (accédé décembre 2023).

politisation excessive de ses activités SAR, tout en continuant à exercer une influence indirecte en mettant en lumière les besoins humanitaires urgents.

En outre, MSF est très focalisée sur le respect des droits humains en tout genre, et notamment sur l'importance de sauver des vies, du droit à la vie, et le droit à un accueil digne des migrants. Comme l'écrit Paula Farias, *manager* opérationnel sur le bateau *Dignity I*, « Cette mission de sauvetage peut sembler différente de nos projets habituels, dans la mesure où elle se déroule en mer, mais notre priorité est la même qu'au Soudan du Sud ou en Syrie : sauver des vies »<sup>345</sup>, ou encore Madeline Habib, capitaine de ce même bateau « Faire de l'humanitaire, c'est bien plus que donner des médicaments aux gens. C'est reconnaître chacun comme un individu avec une histoire, une vie, un droit à un avenir »<sup>346</sup>.

Cependant, cette insistance sur les principes humanitaires ne se limite pas à des déclarations générales ; elle s'étend également à des critiques cinglantes des politiques adoptées par l'Union européenne, et de sa manière d'occulter les principes humanitaires. En effet, lors de la deuxième lettre ouverte sur l'accord UE-Turquie, la présidente de MSF international, Joanne Liu, accuse cet accord de trahir le « principe humanitaire qui consiste à fournir une aide basée sur le seul besoin ». Liu condamne également la focalisation de l'UE et des leaders européens sur l'aspect politique controversée de la crise migratoire au lieu de mettre en premier plan les enjeux humanitaires « *Pour nous, il s'agit avant tout d'une question humanitaire, et il devrait en être de même pour vous* » ainsi que la violation que fait cet accord du droit international humanitaire, allant jusqu'à déclarer que le concept même de réfugié cesserait d'exister. C'est une critique que MSF énonce à plusieurs reprises dans ses documents : « La réponse de l'Europe à cette crise est un affront aux droits fondamentaux des réfugiés et des migrants à l'assistance et à la dignité, ainsi qu'aux valeurs fondamentales d'humanité et de respect des droits de l'homme. En refusant l'aide humanitaire aux personnes vulnérables, en bloquant et en repoussant les personnes en fonction de leur nationalité plutôt que de leur vulnérabilité et de leurs besoins de protection, l'Europe et ses États membres ont érodé les fondements mêmes du droit international relatif aux réfugiés et aux droits de l'homme »<sup>347</sup>. MSF va même jusqu'à se poser la question, « en 2016, qui compte encore parmi les humains ? Quelles sont les vies qui comptent ? Qu'est-il advenu de l'empathie ? Et où est passée la solidarité face à l'angoisse et au désespoir de ceux dont la vie a été brisée ? »<sup>348</sup> face aux choix européens.

De tous ces éléments, nous pouvons déduire les éléments suivants : premièrement, bien qu'on pourrait penser que l'attachement que possède MSF vis-à-vis des principes humanitaires contribuerait à une dépolitisation des missions SAR, celui-ci au contraire lui permet de mieux les politiser. En effet, MSF interprète et met en œuvre ces principes dans un contexte politique. Plutôt que de simplement fournir une aide humanitaire sans considération politique, MSF utilise ses principes humanitaires comme base argumentative pour critiquer les politiques et les actions des États européens. Comme l'écrit Dany, « Les principes humanitaires restaient très importants pour MSF et toutes les stratégies politiques étaient justifiées en référence à ces principes, mais ils ne freinaient pas les actions de l'organisation »<sup>349</sup>. Lié à cela, en accusant les États européens de compromettre et de porter atteinte aux droits humanitaires et aux droits fondamentaux des migrants, MSF ne se contente pas de défendre des principes humanitaires, mais politise également les opérations SAR en dénonçant les politiques et actions des États membres de l'UE. En mettant en avant la dimension humanitaire et en accusant l'Europe de violer les principes du droit international, MSF adopte une posture critique et de confrontation, contribuant ainsi à la politisation du débat autour des missions SAR.

Tous ces éléments corroborent ainsi le fait que la manière dont MSF présente sa perspective humanitaire ne correspond pas à notre indicateur, selon lequel nous devrions trouver une « focalisation sur le respect des droits humains, sur la dignité et le bien-être des individus dans les missions SAR, avec un rejet apparent de la politique sur le terrain ».

<sup>345</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF bolsters operations in the Mediterranean Sea*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-msf-bolsters-operations-mediterranean-sea> (accédé décembre 2023).

<sup>346</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Dignity in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/video-dignity-mediterranean> (accédé décembre 2023).

<sup>347</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Obstacle Course to Europe : a policy-made humanitarian crisis at EU borders*, 2015. Disponible à : [https://www.msf.org/sites/default/files/msf\\_obstacle\\_course\\_to\\_europe.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/msf_obstacle_course_to_europe.pdf) (accédé décembre 2023).

<sup>348</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *In 2016 who still counts as human?*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/2016-who-still-counts-human> (accédé décembre 2023).

<sup>349</sup> Charlotte DANY, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », *op. cit.*, p. 198.

De surcroît, les témoignages se retrouvent beaucoup chez MSF, et notamment dans la catégorie de documents nommée « Voices from the field », regroupant des témoignages sur le terrain, à la fois des migrants ou du personnel de MSF. C'est une manière pour MSF de montrer la réalité de ces migrants, de montrer que de véritables vies sont en jeu, et ainsi de la rendre plus tangible et humaine pour le public.

Certains de ces témoignages sont présentés de manière neutre, laissant tout simplement la possibilité aux migrants de raconter leurs histoires et expériences. Par exemple, dans un « Voices from the field » du 25 mai 2015<sup>350</sup>, MSF laisse la parole à Hayat, originaire d'Érythrée, racontant comment il était impossible pour elle de trouver du travail dans son pays suite à l'amputation de sa jambe. Après être allée au Soudan où elle a été mise en prison sans raison, elle s'est dirigée vers la Libye, où elle est restée 2 mois dans d'atroces conditions. C'était la première fois depuis plusieurs mois qu'elle ne s'était pas aussi autant en sécurité que sur le bateau *Phoenix*. Ce qu'on retrouve dans beaucoup de ces témoignages, c'est cette idée qu'il n'y avait pas d'autres alternatives et que le voyage était difficile, « Vous n'avez pas le choix, pas d'alternative. Je veux un nouvel avenir »<sup>351</sup> raconte Makone Mare, un migrant érythréen, « Je savais que le voyage serait très dangereux et difficile, surtout pour ma fille. Mais quelle était l'alternative ? Nous ne pouvions pas survivre en Érythrée ou au Soudan »<sup>352</sup> dit Agnes d'Érythrée – ou encore « Le voyage vers l'Europe a été pire que ce que j'ai laissé derrière moi en Somalie »<sup>353</sup> déclare Idris, migrante de Somalie. Dans ces témoignages, MSF ne rajoute pas d'éléments politiques, ils sont vraiment le produit des expériences des migrants, ayant ainsi une visée informative et semblent en ce sens contribuer à dépolitiser les missions SAR. Malgré tout, il est intéressant de relever que malgré eux, ces témoignages peuvent présenter un moyen de faire une pression indirectement sur les États européens, soulignant l'urgence d'offrir des options plus sûres et légales aux personnes en quête d'un nouvel avenir, ce qui se rapporte au plaidoyer de MSF.

D'autres témoignages au contraire, semblent contribuer à la politisation des missions SAR. Par exemple, dans le « Voices from the field » du 19 juin 2015<sup>354</sup>, à la suite de plusieurs témoignages de migrants provenant de différents pays, décrivant leur voyage et les raisons qui les ont poussés à fuir, MSF en profite pour dénoncer les gouvernements européens, qui « ne sont pas disposés à offrir l'hospitalité, la protection et l'assistance à ceux qui atteignent les côtes de l'UE », alors qu'ils « ont les moyens et la responsabilité d'intensifier et de maintenir un solide effort de recherche et de sauvetage ». De plus, dans le document « Obstacle Course to Europe »<sup>355</sup>, MSF mêle plusieurs témoignages de migrants secourus à des critiques de l'UE, détaillant « les conséquences humanitaires des actions de l'Europe et expliquant comment les murs de l'Europe ont forcé MSF et d'autres organisations humanitaires à augmenter radicalement leurs activités aux points d'entrée de l'Europe ». De ces observations, nous déduisons que MSF semble ainsi adopter une approche dans laquelle les récits personnels des migrants servent de toile de fond pour dénoncer les actions des gouvernements européens et de l'UE. MSF en profite pour engager une action politique en exhortant les autorités à prendre des mesures immédiates pour sauver des vies en mer, contribuant à politiser la mission humanitaire de sauvetage en mer en la liant directement aux politiques et aux actions de l'UE.

En somme, certains témoignages adoptent une approche neutre, mettant en lumière les expériences individuelles des migrants sans y ajouter d'éléments politiques explicites. Ces récits ont une visée informative, contribuant ainsi à dépolitiser les missions SAR en se focalisant sur les expériences humaines plutôt que sur les aspects politiques. D'autres en revanche, semblent contribuer à la politisation des missions SAR, allant au-delà de la simple narration des expériences individuelles pour dénoncer explicitement les gouvernements européens et l'UE. MSF adopte ainsi une approche variée dans la présentation des témoignages, mêlant neutralité informative et engagement politique.

---

<sup>350</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Three Mediterranean boat migrants describe their gruelling quests for better lives*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/three-mediterranean-boat-migrants-describe-their-gruelling-quests-better-lives> (accédé décembre 2023).

<sup>351</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Testimony from Mediterranean migrant Makone Mare*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/testimony-mediterranean-migrant-makone-mare> (accédé décembre 2023).

<sup>352</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Testimonies from the MY Phoenix*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-testimonies-my-phoenix> (accédé décembre 2023).

<sup>353</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *I had no idea how bad it would be. The journey to Europe was worse than what I left behind in Somalia*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/italy-%E2%80%9Ci-had-no-idea-how-bad-it-would-be-journey-europe-was-worse-what-i-left-behind-somalia%E2%80%9D> (accédé décembre 2023).

<sup>354</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *A Somali migrant says: « I survived and I would ask the world to help me »*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-dangerous-passage-unsettled-future> (accédé décembre 2023).

<sup>355</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Obstacle Course to Europe : a policy-made humanitarian crisis at EU borders*, 2015. Disponible à : [https://www.msf.org/sites/default/files/msf\\_obstacle\\_course\\_to\\_europe.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/msf_obstacle_course_to_europe.pdf) (accédé décembre 2023).

Cela crée une dynamique complexe où les récits individuels des migrants peuvent à la fois humaniser la crise et servir d'instrument de plaidoyer politique, soulignant la tension inhérente entre l'humanitaire et le politique dans les opérations SAR.

Enfin, si l'on s'intéresse maintenant au recours à des mesures fortes au cours ou en lien avec les missions SAR, nous n'en trouvons aucune dans les documents mis à disposition par MSF. Celle-ci n'a pas par exemple annoncé la diminution de ses activités ou leur arrêt pour des raisons politiques, ce qui ne permet donc pas de confirmer notre indicateur se situant au sein de la dimension « politisation des missions SAR ».

En revanche, bien que cette section se focalise sur les missions SAR strictement, il convient de mentionner que MSF a eu recours à une mesure forte, mais dans l'étape suivant la mission de SAR et le débarquement, qui est la fourniture de soins médicaux initiaux. MSF a effectivement eu un geste fort pouvant être interprété comme un signe de confrontation avec les EM et notamment l'Italie lorsque le 30 décembre 2015, MSF annonce dans un communiqué de presse mettre « fin à ses activités médicales dans le premier centre d'accueil de Pozzallo ainsi qu'à ses projets de soutien psychologique dans les centres d'accueil secondaires de la province de Ragusa, sur l'île italienne de Sicile »<sup>356</sup>. En effet, après des mois de négociations bilatérales où MSF a demandé aux autorités italiennes d'améliorer les conditions de réception de ce centre comme déjà dit, MSF se rend compte que « les autorités locales ou nationales n'ont jusqu'à présent montré aucun signe concret d'amélioration ou de volonté politique d'amélioration, ce qui fait craindre qu'un modèle d'accueil structurellement inadéquat ne devienne la norme en Italie »<sup>357</sup>. MSF avait notamment dans un communiqué du 20 novembre 2015<sup>358</sup> partagé ses craintes vis-à-vis du centre Pozzallo, et développé sur les mauvaises conditions de réception des migrants. Ainsi, cette mesure décisive démontre que MSF a pris une position ferme, afin d'attirer l'attention sur les conditions insatisfaisantes dans le centre d'accueil et faire pression sur les autorités italiennes pour des changements concrets.

Comme bilan de ces deux parties, si nous commençons par le plaidoyer, nous remarquons que MSF semble très majoritairement employer une stratégie *outsider* et radicale. En effet, comme nous l'avons vu, celle-ci favorise un langage critique lorsqu'elle évoque les politiques européennes – que ce soit pour montrer leurs insuffisances ou bien demander des changements et ce notamment au travers des lettres ouvertes - plutôt qu'un langage positif de soutien. Et dès qu'elle souligne une démarche positive entreprise par l'UE, celle-ci est tout de suite suivie d'une réserve ou souligne l'insuffisance des actions entreprises. En outre, MSF fait usage du *naming and shaming* afin de dénoncer publiquement certains acteurs pour les tenir responsables. Dans la même lignée, MSF ne semble ni n'avoir partagé d'information avec les autorités gouvernementales, préférant se limiter à la coopération avec le MRCC, ni n'avoir participé à des processus de consultation, de conseil ou d'enquête, malgré le fait qu'elle ait organisé un atelier invitant les autorités étatiques. Enfin, MSF ne semble pas avoir organisé de manifestations, *sit-ins* ou pétitions, comme prévu par notre indicateur faisant partie du plaidoyer radical et *outsider*, préférant à la place exprimer son désaccord par un rejet des financements en provenance de l'Union. Tous ces éléments nous permettent ainsi de dire que MSF tend vers un plaidoyer radical et *outsider*.

Du côté de l'opération sur le terrain, la conclusion est moins évidente à établir : tout d'abord, MSF a une forte focale humanitaire qui est au centre de ses missions SAR, mais s'en sert aussi pour mieux politiser ces missions et notamment les défaillances du côté des États, ne démontrant ainsi pas une dépolitisation des missions SAR. En outre, pour les témoignages et les comptes-rendus des missions, certains sont neutres/objectifs, d'autres sont politisés, ce qui rend la conclusion plus difficile. Pour les témoignages, nous considérons simplement que MSF adopte une approche combinant la politisation et la dépolitisation des missions SAR, tandis que pour les comptes-rendus, nous remarquons que ceux incluant une forme de politisation sont majoritaires, et font donc que les comptes-rendus tendent davantage vers la politisation des missions SAR. De plus, strictement parlant, MSF n'a pas eu recours à des mesures décisives ou fortes au cours ou en lien direct avec les missions SAR, n'appuyant donc pas la politisation des missions SAR, bien qu'elle ait décidé de mettre fin à ses activités dans le centre d'activité de Pozzallo, en Italie, étape suivant le SAR. En revanche, un élément observé qui rentre clairement dans la politisation

---

<sup>356</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF ends activities in Pozzallo reception centre*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/italy-msf-ends-activities-pozzallo-reception-centre> (accédé décembre 2023).

<sup>357</sup> *Ibid.*

<sup>358</sup> MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Unacceptable conditions for migrants and asylum seekers in Pozzallo reception center, Italy*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-unacceptable-conditions-migrants-and-asylum-seekers-pozzallo-reception-center-italy> (accédé décembre 2023).

des missions SAR est le langage politique employé par MSF lié aux missions SAR, qui appelle notamment les États membres et l'UE à modifier substantiellement leur approche vis-à-vis de la migration et à intensifier leurs activités de SAR. En somme, avec tous ces éléments en tête, malgré le fait que certains éléments de dépolitisation des missions SAR semblent apparaître dans la stratégie de MSF et qu'un indicateur de la politisation des missions SAR manque, celle-ci semble en fin de compte pencher davantage vers la politisation des missions SAR, même si cela est moins marqué et moins fort que pour le plaidoyer radical et *outsider*.

### 4.3 Comparaison et mise en perspective

Après l'analyse des méthodes employées par MSF et MOAS pour remplir le manque de gouvernance de l'UE lors de la crise migratoire, certaines similitudes et surtout de nombreuses différences peuvent être soulevées.

Dans la manière d'effectuer le plaidoyer d'abord, les différences entre MOAS et MSF sont frappantes. Premièrement, comme nous l'avons vu, le langage employé de façon majoritaire est très opposé : positif chez MOAS, critique chez MSF. En effet, MOAS met l'accent sur le soutien envers l'UE quand celle-ci prend des mesures, plutôt que sur la critique, tandis que MSF pointe du doigt les manquements des politiques de l'UE, allant jusqu'à déclarer que ces politiques ont largement contribué à la crise humanitaire actuelle. En outre, l'utilisation de lettres particulièrement virulentes chez cette dernière montre que MSF cherche à confronter les autorités, à les responsabiliser et à les pousser à reconsidérer leurs approches, dénonçant publiquement des actions contraires aux principes humanitaires et aux droits fondamentaux, ce qui n'est pas une approche qui transparait chez MOAS.

De plus, même lorsque les deux ONG expriment des mots positifs pour évoquer l'Agenda européen sur la migration, elles le font différemment : MOAS salue l'engagement de l'Europe envers la recherche et le sauvetage en mer sans y exprimer de crainte ou de critique, on comprend qu'elle le perçoit comme un signe positif montrant que l'Europe prend enfin ses responsabilités en mer Méditerranée. Du côté de MSF en revanche, cela se fait de manière plus nuancée : bien qu'elle reconnaisse l'augmentation des financements de Frontex/Triton inclus dans cet agenda, elle exprime des préoccupations quant à l'impact de sa mission polyvalente, ce qui met en évidence la volonté de MSF de rester critique et « sur ses gardes » même lorsqu'elle reconnaît certaines actions positives de l'UE.

Ensuite, un élément à prendre en compte dans leurs manières d'effectuer du plaidoyer, est que d'un côté, MOAS adopte une approche institutionnelle en participant activement à des discussions au niveau européen, comme en témoigne sa présence à la Commission LIBE de l'UE en 2015. De plus, en partageant des informations aux autorités gouvernementales, MOAS montre son souhait de coopérer activement avec les États membres. D'autre part, MSF semble adopter une position plus indépendante et *outsider*, en ne participant pas à des discussions institutionnelles et surtout, en refusant de communiquer des informations aux autorités étatiques au-delà de la coopération nécessaire avec le MRCC. Dans l'ensemble donc, MOAS semble adopter une approche plus collaborative et institutionnelle, tandis que MSF préserve une certaine distance pour maintenir sa liberté d'expression et son rôle de critique des politiques migratoires européennes. Ces stratégies reflètent les choix tactiques distincts des deux organisations face à des enjeux complexes et politiquement sensibles.

En revanche, la similitude la plus frappante que nous pouvons retrouver chez MSF et MOAS est leur plaidoyer en faveur de solutions alternatives et sécurisées pour les migrants, initié par MSF comme nous l'avons vu, même si d'une part, MOAS ne cible pas l'UE tandis que MSF demande un changement de cap de l'UE directement. Globalement, c'est une demande motivée par la volonté humanitaire de préserver les migrants des traumatismes qu'ils subissent en devant passer par les passeurs.

A la lumière de tous ces éléments, nous faisons deux déductions : premièrement, les stratégies de plaidoyer que MSF et MOAS poursuivent sont significativement distinctes : MOAS opte principalement pour une stratégie *insider* et institutionnelle, en adoptant un langage positif. En exprimant son soutien envers l'UE et en participant activement à des discussions au niveau européen, MOAS cherche à établir une coopération étroite avec les autorités. Son engagement à partager des informations avec les autorités gouvernementales, tout en évitant une critique directe, renforce sa position en tant qu'acteur fiable et légitime aux yeux des États membres. En revanche, MSF adopte une stratégie plus *outsider* et radicale. En utilisant un langage critique et en pointant du doigt les manquements des politiques de l'UE, MSF cherche à maintenir une distance critique vis-à-vis des autorités. Le recours à des lettres ouvertes virulentes vise à confronter publiquement les autorités, dénonçant des actions contraires aux principes humanitaires et aux droits fondamentaux. En refusant de partager des informations au-delà de la coopération

nécessaire avec le MRCC, MSF préserve sa liberté d'expression et son rôle de critique indépendant des politiques migratoires européennes. La demande de MSF de repenser radicalement la politique migratoire souligne son plaidoyer pour des changements structurels profonds, dénotant une approche plus radicale et transformative des enjeux migratoires. Deuxièmement, ces éléments semblent montrer des différences en termes d'objectifs que ces ONG poursuivent : le fait que d'une part MOAS fasse usage d'un plaidoyer aussi doux se comprend notamment par le fait que sa mission première est de sauver des vies. Cette ONG décide donc de mettre ses stratégies de plaidoyer au service de sa mission. Or la meilleure manière de ne pas avoir d'entraves est d'adopter un plaidoyer *insider* et institutionnel, allant dans le sens des acteurs étatiques. MSF en revanche, utilise une stratégie de plaidoyer radicale et *outsider* puisque son engagement va au-delà de la volonté de sauver des vies, en cherchant à induire une véritable réforme des politiques migratoires européennes. Elle n'a pas peur de confronter les États, si cela est nécessaire pour maintenir son indépendance et ses valeurs, ce qui est une position courageuse pour une ONG.

Sur le terrain, la similitude la plus marquée entre MOAS et MSF est l'accent mis sur la dimension humanitaire, sur le respect des droits humains, sur la dignité et le bien-être des individus dans les missions SAR. Les deux organisations insistent sur le principe fondamental selon lequel chaque individu a le droit à la vie, en soulignant que personne ne devrait périr en mer. Cette focalisation se manifeste au travers du slogan « No one deserves to die (at sea) » chez MOAS et la déclaration que la priorité de MSF est de sauver des vies, témoignant de leur engagement envers la préservation de vies humaines. Or, la différence majeure au niveau de cette dimension humanitaire est que MSF politise les missions SAR en accusant l'UE de violer les droits fondamentaux des réfugiés et en remettant en question le concept même de réfugié dans le cadre d'accords controversés – tandis qu'on retrouve chez MOAS un véritable rejet de la politique, demandant purement et simplement de mettre fin à la politique du domaine SAR.

En outre, les deux utilisent des témoignages à des fins informatives, tous chez MOAS, certains chez MSF, ayant pour but d'informer notamment des conditions dans lesquels ces migrants en sont arrivés à embarquer sur des canots et les raisons de leur départ, leur permettant d'être humanisés sans être instrumentalisés, tendant ainsi vers une dépolitisation des missions SAR. En revanche, MSF utilise également certains témoignages à des fins politiques, afin de dénoncer les gouvernements européens et l'UE, et souligner la nécessité pour ces derniers d'offrir des options plus sûres, ce qui indique in fine une différence entre MSF et MOAS également au niveau de leur approche : MOAS semble surtout chercher à informer via ces témoignages de la situation des migrants pour mettre l'accent sur l'urgence humanitaire et la nécessité de ses missions SAR, tandis que MSF semble également penser à plus long terme en tirant parti de ces témoignages pour catalyser des changements politiques et institutionnels qui contribueraient à améliorer les conditions des migrants.

Néanmoins, pour se rendre compte des différences très présentes entre les deux ONG sur leur manière de mener et « utiliser » les missions SAR, il suffit de s'intéresser au langage employé par rapport aux opérations SAR, notamment dans leur premier communiqué de presse commun à la suite de leur premier sauvetage le 10 avril 2015<sup>359</sup>, publié sur leurs deux sites. Les paroles rapportées de leurs directeurs respectifs sont bien représentatives voire emblématiques de leur vision et stratégies. Dans ce communiqué, le directeur général de MSF a déclaré « L'Europe a tourné le dos aux personnes qui fuient l'une des pires crises humanitaires de notre époque. (...) Ignorer cette situation ne la fera pas disparaître. L'Europe a à la fois les ressources et la responsabilité d'empêcher d'autres décès à ses portes et doit agir en ce sens »<sup>360</sup>, tandis que le directeur de MOAS Martin Xuereb a énoncé « Personne ne mérite de mourir, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ceux qui se sentent obligés d'entreprendre cette périlleuse traversée de la mer dans des embarcations de fortune ne se noient pas. Lorsque nous avons lancé nos opérations l'année dernière, nous avons secouru 3 000 personnes en 60 jours »<sup>361</sup>. On voit directement ici les points de focalisation de chacune des ONG : l'une accuse directement l'UE (« l'Europe ») et voit la crise en Méditerranée comme le produit du manque d'action de l'UE, tandis que l'autre se concentre davantage sur l'humain, sans évoquer de critiques, et se concentrant davantage sur les solutions qu'elle peut elle-même apporter à son échelle à ces décès en mer. Ces choix linguistiques ne sont ainsi pas seulement des nuances de communication, mais reflètent les différentes missions et stratégies de chaque organisation. MSF utilise son influence pour mettre la pression sur les gouvernements et les institutions, tandis que MOAS se concentre sur l'action immédiate sur le terrain.

---

<sup>359</sup> MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/msf-moas-to-launch-mediterranean-search-rescue-and-medical-aid-operation/> (accédé décembre 2023).

<sup>360</sup> *Ibid.*

<sup>361</sup> *Ibid.*

En conclusion, bien que MSF et MOAS partagent des objectifs humanitaires communs de sauver des vies en mer, leurs approches diffèrent. MSF, en tant qu'organisation médicale humanitaire de renom, est plus encline à intégrer des considérations de plaidoyer radical et *outsider* et une dimension politique élevée dans ses opérations de sauvetage en mer. Celle-ci a mis en place un véritable agenda politique, combinant critiques des politiques européennes et de l'insuffisance des moyens de sauvetage, l'appel à une refonte radical de la stratégie européenne, refus de partager des informations aux autorités, recours à des témoignages etc. En fin de compte, MSF cherche coûte que coûte à pousser l'UE à agir, à déployer davantage de bateaux SAR en mer, et à créer des passages sûrs pour les migrants. Ainsi, l'engagement humanitaire de MSF va de pair avec un fort engagement politique et critique.

En revanche, MOAS, avec son expertise dans la fourniture d'une assistance en mer et son but premier de sauver des vies, met davantage l'accent sur un plaidoyer institutionnel et *insider*, ainsi qu'une ferme volonté de ne pas politiser ses missions SAR, et au contraire de laisser la politique en dehors pour se focaliser sur l'humanitaire. Celle-ci a développé une véritable relation de confiance avec les autorités étatiques, partageant avec elles des informations qu'elle possède, participant à des discussions à l'échelle européenne, les soutenant dans leur démarche et menant ses opérations de manière dépolitisée. Cela lui a même valu d'être décorée par l'Italie et Malte, ce qui n'a pas été le cas de MSF montrant à quel point les dynamiques de leurs relations sont différentes.

Enfin, il est intéressant de voir que selon un représentant de MSF Amsterdam interviewé par Cuttitta, « [MOAS] se considèrent comme des *prestataires de services pour l'État*. [...] Nous sommes *en tension avec la réalité de l'État*, ils s'en accommodent. Ils ne vont pas plus loin que de dire que personne ne devrait mourir en mer »<sup>362</sup>. Ainsi, même dans la vision de MSF, MOAS est une organisation plus proche de l'État, travaillant en coopération avec lui, tandis que MSF n'a pas de crainte à entrer en confrontation avec celui-ci, ce qui est tout de même une version très tranchée voire manichéenne de la réalité, puisque d'une part, MOAS apporte des critiques et recommandations bien que très minimales et dites avec diplomatie, tandis que d'autre part, MSF cherche parfois à mettre en avant les avancées positives de l'UE, à se réunir avec eux lors d'un atelier etc. Tout n'est pas tout blanc ou tout noir.

Pour clore cette section, si l'on revient à nos hypothèses, d'une part, la stratégie de MOAS lui a permis de développer de bonnes relations avec les EM et qu'elle travaille en étroite coopération avec eux, comme nous avons pu le voir à de nombreuses reprises au cours de cette analyse, malgré les rares critiques de cette ONG à l'encontre des EM. Comme nous l'avons vu dans notre revue de littérature et au niveau de nos hypothèses, le terme coopération fait référence à la situation dans laquelle les agences gouvernementales et les organisations non gouvernementales partagent des objectifs similaires, ainsi que des stratégies similaires pour les atteindre. En participant à une discussion d'une commission du Parlement européen, en partageant des informations avec les autorités étatiques permettant d'arrêter des passeurs et en dépolitisant les activités SAR entre autres, MOAS partage des stratégies et objectifs communs avec les autorités étatiques, alignant son objectif de sauver des vies aux missions de contrôle des frontières maritimes de l'UE. Nous retrouvons donc que MOAS tend à la fois vers un plaidoyer *insider* et institutionnel ainsi qu'une dépolitisation des missions SAR – nous permettant donc de valider notre première hypothèse selon laquelle lorsque les ONG de type 1 utilisent des stratégies de plaidoyer *insider* et institutionnelles et dépolitisent leurs activités SAR, elles coopèrent avec les États Membres de l'UE.

D'autre part, MSF tend vers un plaidoyer radical et *outsider*, ainsi qu'une politisation des missions SAR. Si l'on revient sur la définition de confrontation, selon laquelle les objectifs et stratégies des ONG et des États diffèrent, cela apparaît bien dans notre analyse. En effet, MSF a tout au long de son engagement en Méditerranée de 2015 à 2016 adopté une posture critique et de confrontation envers les politiques européennes en matière de sauvetage en mer et de traitement des migrants. L'organisation a dénoncé publiquement les lacunes des actions de l'UE et des États membres, mettant en évidence les insuffisances systémiques et plaidant pour des changements concrets, qui sont des stratégies de confrontation, loin d'une approche institutionnelle. L'objectif de MSF, de sauver des vies mais en appliquant un agenda politique - entre ainsi en confrontation et diverge de l'objectif de l'UE, d'endiguer la migration en voulant protéger les frontières européennes.

---

<sup>362</sup> Paolo CUTTITTA, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », *op.cit.*, p. 640.

L'ensemble de ces observations nous permet ainsi de valider notre deuxième hypothèse, selon laquelle lorsque les ONG de type 2 utilisent des stratégies de plaidoyer *outsider* et radicales et politisent leurs activités SAR, elles confrontent les États Membres de l'UE.

Pour récapituler, les quatre tableaux suivants permettent de mettre en avant les modes d'action utilisés par MOAS et MSF.

Les cases au fond bleu correspondent à la présence nette de l'indicateur en question, tel que décrit dans notre analyse, tandis que les cases au fond blanc reflètent l'absence de l'indicateur en question, ou la présence minimale de celui-ci.

	MSF	MOAS
Participation à des processus de consultation ou de conseil, d'enquêtes du gouvernement		
Langage neutre ou positif des politiques de l'UE		
Partage d'information avec les autorités gouvernementales		

Figure 6 : Résultats pour nos indicateurs sur le plaidoyer *insider* et institutionnel<sup>363</sup>

	MSF	MOAS
Langage critique des politiques de l'UE		
<i>Naming and Shaming</i>		
Manifestations, <i>sits-ins</i> , pétitions en ligne		

Figure 7 : Résultats pour nos indicateurs sur le plaidoyer radical et *outsider*<sup>364</sup>

	MSF	MOAS
Focalisation sur le respect des droits humains, avec rejet apparent de la politique		
Comptes-rendus objectifs des missions SAR		
Recueillement de témoignages à visée informative		

Figure 8 : Résultats pour nos indicateurs sur la dépolitisation des missions SAR<sup>365</sup>

	MSF	MOAS
Langage politique dans les communications de l'ONG liées aux missions SAR		
Utilisation de témoignages à des fins politiques		
Mesures fortes sur le terrain		

Figure 9 : Résultats pour nos indicateurs sur la politisation des missions SAR<sup>366</sup>

<sup>363</sup> Tableau réalisé par l'auteurice.

<sup>364</sup> *Ibid.*

<sup>365</sup> *Ibid.*

<sup>366</sup> *Ibid.*



## V. Conclusion

Pour conclure, dès le début de ce mémoire, nous avons posé les fondements en abordant en premier lieu l'origine de la nécessité d'intervention de MSF et MOAS, ainsi que des ONG humanitaires en général, à savoir la gestion difficile de la crise migratoire par l'UE, privilégiant une position militaire et sécurisante à une position humanitaire. A partir de là, nous avons entrepris de définir le rôle des ONG, mettant particulièrement en lumière leur mission humanitaire, et nous conduisant à une compréhension approfondie de leurs fonctions, de leurs modes d'action, parmi lesquels nous avons identifié deux aspects clés : le plaidoyer et les services. Ces notions ont ensuite été explicitées, puis appliquées directement à MOAS et MSF pour illustrer concrètement leur mise en pratique. Enfin, nous nous sommes focalisés sur les rapports États-ONG, étant donné que dans le contexte de la crise migratoire en Méditerranée, ces acteurs sont amenés à interagir, pouvant créer des dynamiques de coopération ou de confrontation, que nous avons pris le soin de développer. En partant de ces éléments, nous nous sommes rendu compte que la littérature actuelle ne permettait pas de comprendre comment les ONGH en Méditerranée ont utilisé et combiné leurs stratégies de plaidoyer et de services spécifiquement pour combler le manque de gouvernance des États, et comment cela impacte leurs relations avec ces derniers.

Cela nous a ainsi amené à notre question de recherche, qui était de se demander de quelles manières les ONGH ont-elles rempli un manque de gouvernance laissé par l'UE pendant la crise migratoire de 2015-2016 en Méditerranée centrale, et quelles en sont les implications dans leurs relations avec l'UE et les États Membres ? Pour y répondre, nous avons développé un cadre théorique, avec comme paradigme le transnationalisme permettant de mettre la focale sur ce qui se passe au-delà et en deçà des États, avec notamment les acteurs non étatiques. A partir de là, nous avons développé notre concept de plaidoyer, en le divisant en deux sous-concepts : plaidoyer avec stratégies *insider* & institutionnelles, et plaidoyer avec stratégies *outsider* & radicales, ainsi que notre concept d'opération sur le terrain, divisé en politisation et dépolitisation des activités *Search and Rescue*. Nous en avons déduit qu'il existait deux types d'ONG, à savoir d'une part des ONG de type 1 employant des stratégies *insider* et institutionnelles, ainsi qu'une dépolitisation des activités SAR – et d'autre part des ONG de type 2, regroupant des stratégies de plaidoyer *outsider* et radical, ainsi qu'une politisation des activités SAR. Ceux-ci nous ont permis de développer nos deux hypothèses, où nous avançons d'une part que lorsque les ONG de type 1 utilisent des stratégies de plaidoyer *insider* et institutionnelles et dépolitisent leurs activités SAR, elles coopèrent avec l'UE et les États Membres, et d'autre part, que lorsque les ONG de type 2 utilisent des stratégies de plaidoyer *outsider* et radicales et politisent leurs activités SAR, elles confrontent l'UE et les États Membres. Comme représentants de ces deux catégories, nous avons placé MOAS pour les ONG de type 1, et MSF pour les ONG de type 2.

Pour pouvoir évaluer la véracité de ces hypothèses, nous avons développé un cadre méthodologique, ou nous avons choisi une méthode qualitative de contenu couplée à une méthode comparative d'études de cas, permettant de saisir la complexité de notre étude et nous donnant les outils nécessaires pour mener à bien notre analyse et notre comparaison. A partir de là et dans la continuité de notre cadre théorique, nous avons proposé une opérationnalisation de nos deux concepts, avec trois indicateurs par sous-concepts (stratégies *insider*/institutionnelles et stratégies *outsider*/radicales d'une part, politisation/dépolitisation des missions SAR d'autre part). Ces éléments ont permis de guider notre analyse, dans laquelle nous avons évalué en profondeur les modes d'action de MSF et MOAS séparément, faisant le lien avec leurs rapports avec les entités étatiques, puis nous les avons comparés afin de conclure sur nos hypothèses.

Nous en avons déduit que MOAS présentait une combinaison de plaidoyer tendant vers des stratégies *insider* et institutionnelles, ainsi qu'une dépolitisation des missions SAR, lui ayant permis de développer de bonnes relations avec les EM et qu'elle travaille en étroite coopération avec eux. Quant à MSF, son plaidoyer tendait vers des stratégies radicales et *outsider*, ainsi qu'une politisation des missions SAR, la positionnant ainsi davantage en confrontation avec les États membres et l'UE - MSF accordant une importance équivalente à la dénonciation des lacunes des États et à la demande de réformes radicales, tout autant qu'à la mission humanitaire de sauver des vies. Ainsi, pour en revenir à notre question de recherche, MSF et MOAS en l'occurrence ont répondu au manque de gouvernance laissé par l'UE et les EM, notamment au travers d'une dimension opérationnel, en organisant des missions de recherche et sauvetage, et au travers d'une dimension davantage idéologique, le plaidoyer, permettant d'influencer les décideurs politiques vers la direction voulue par l'ONG, de manière douce ou plus critique. Selon que le plaidoyer soit *insider*/institutionnel ou *outsider*/radical, et que les opérations sur le terrain soient dépolitisées

ou politisées respectivement, les ONG peuvent développer des relations différentes avec les États, ce qui fait que leurs manières de remplir les manques de gouvernance sont différents d'une ONG à une autre.

Ce travail comporte néanmoins des limites, qui pourront faire l'objet d'un travail ultérieur plus poussé. Premièrement, si l'on cherche à faire une étude complète, les relations de coopération ou de confrontation impliquant au moins deux acteurs, il est intéressant de développer une analyse des deux côtés. Ce travail nous a permis d'explorer les stratégies des ONG, et comment elles influençaient les relations avec les autorités étatiques, mais nous n'avons pas pu voir à l'inverse, comment ces rapports se manifestaient du côté des États, voire même leur réaction aux plaidoyers et aux opérations SAR des ONG.

En outre, ce mémoire aurait pu s'appuyer sur d'autres indicateurs pertinents comme l'analyse de l'engagement des ONG dans des débats politiques en cherchant à influencer les politiques gouvernementales pour le plaidoyer radical et *outsider*, ou encore l'ajout d'un indicateur appelant à analyser pour la politisation des missions SAR les potentielles collaborations politiques d'ONG avec d'autres ONG ou acteurs activistes cherchant à promouvoir des changements politiques spécifiques liés aux missions SAR.

Aussi, il aurait été encore plus intéressant de pouvoir faire une étude similaire à celle-ci mais en regroupant davantage d'ONGH, qui ont été nombreuses en mer pendant la crise migratoire de 2015-2016. Cela aurait pu nous permettre d'avancer des hypothèses plus générales, pouvant être appliquées à plusieurs cas. De plus, une étude comme celle-ci aurait également pu permettre de se rendre compte de si la taille d'une ONG a une importance dans le type d'action poursuivi par celle-ci ou non, ce qui est plus compliqué à avancer quand l'échantillon est restreint comme le nôtre. En outre, il faut garder en tête que l'échantillon que nous avons choisi n'est peut-être pas très représentatif de l'ensemble des ONGH, avec MSF ayant fait entendre ses opinions politiques puisque d'après Almog-Bar, citant lui-même d'autres études, les activités telles que « la correspondance, les visites ou les appels à des fonctionnaires, qui sont perçues comme plus « douces » et moins exigeantes et qui s'appuient sur le pouvoir d'expertise des professionnels, sont les tactiques les plus répandues parmi les OSNP dans les différents pays. En revanche, les tactiques plus radicales et conflictuelles, telles que les activités de protestation et le lobbying de base, sont les moins répandues »<sup>367</sup>.

Enfin, dans ce mémoire vis-à-vis du plaidoyer, nous avons décidé de combiner d'une part les approches « outsider » et « radicales » d'une part, et les approches « insider » et « institutionnelles » de l'autre, ce qui s'est avéré concluant pour notre étude. Néanmoins, pour cadre théorique plus développé, nous aurions pu séparer ces quatre approches, et avoir ainsi quatre combinaisons possibles de stratégies de plaidoyer avec notamment des stratégies *outsider* et institutionnelles, et des stratégies *insider* et radicales. Cette façon de procéder pourrait ainsi permettre de développer des indicateurs plus précis pour aboutir à une analyse plus fine, en introduisant davantage de nuances.

Nonobstant ces limites, ce mémoire a le bénéfice et l'intérêt d'avoir fait une comparaison poussée entre MSF et MOAS, cette dernière étant beaucoup moins étudiée que la première. De plus, il a permis d'appliquer le concept de politisation/dépolitisation aux missions SAR, en prenant les ONGH comme agents politisant ou dépolitisant – en l'occurrence MSF comme agent politisant et MOAS comme agent dépolitisant. Dans la même lignée, ce mémoire élargit la compréhension du concept de plaidoyer en le divisant en plusieurs stratégies, et comme nous l'espérons en introduction, de présenter des stratégies différentes entre MOAS adoptant une position plus diplomatique et MSF une position davantage politique prenant en compte les causes ayant conduit à la nécessité des sauvetages en mer, et demandant des réformes strictes pour améliorer la situation des migrants sur le long terme. Enfin, il a permis de démontrer le lien entre ces modes d'action des ONGH et leur relation avec les États, permettant d'expliquer les combinaisons favorisant la coopération ou au contraire la confrontation. Le tout combiné a ainsi permis de développer une étude originale, permettant d'appliquer l'état actuel de la recherche à un cas d'étude concret.

Au final, notre étude fournit une première base solide de réponse à notre question de recherche. Pour une future recherche, deux pistes nous semblent prometteuses. La première serait se concentrer sur la question de la criminalisation, un aspect étroitement lié à notre sujet mais que nous n'avons pas pu explorer en profondeur. Nous aurions effectivement pu analyser comment les États Membres réagissent aux modes d'action des ONGH, et notamment à leurs missions de sauvetage. L'analyse minutieuse de la législation en vigueur dans certains États

---

<sup>367</sup> Michal ALMOG-BAR et Hillel SCHMID, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », *op.cit.*, p. 21.

membres pourrait s'avérer instructive pour déterminer si de nouvelles lois ont été adoptées pour entraver les efforts des ONG, restreindre leur champ d'action, voire les déclarer illégales. Plus spécifiquement, il serait intéressant d'explorer si certains États membres ont intensifié la criminalisation de MSF en raison de ses prises de position de confrontation, par rapport à MOAS qui aurait adopté une approche plus modérée. Cette piste de recherche aurait notamment impliqué un élargissement de la période étudiée, devant aller jusqu'en 2017-2018 avec l'apparition du code de conduite et nous aurait permis de mieux comprendre les rapports UE-ONG des deux perspectives.

La deuxième piste consisterait à étudier les répercussions médiatiques. Il pourrait être ainsi intéressant de voir si la couverture médiatique des activités SAR par MSF et MOAS a influencé la perception du public et la réaction des gouvernements. Cela permettrait de comprendre d'une part comment les récits médiatiques ont contribué à façonner les attitudes, les opinions et les niveaux d'empathie du public envers les migrants, mais aussi envers les organisations humanitaires impliquées, notamment MSF et MOAS. D'autre part, il est probable que le cadrage des missions par les médias ait contribué à mettre de la pression sur les acteurs étatiques, à leur demander plus d'aide. Cela paraît être une piste intéressante pour avoir une perspective alternative sur les rapports États-ONG notamment.

## VI. Bibliographie

### Ouvrages et extraits d'ouvrage

BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

BARNETT, Michael et WEISS, Thomas G., « Humanitarianism: A brief history of the present », in WEISS, Thomas G. et BARNETT, Michael (ed.), *Humanitarianism in question: Politics, power, ethics.*, Ithaca, Cornell University Press, 2008.

BATTISTELLA, Dario, « La perspective transnationaliste », in *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

BENNETT, Andrew, « Case Study Methods : Design, Use, and Comparative Advantages », in SPRINZ, Detlef F. et WOLINSKY-NAHMIAS, Yael (ed.), *Models, numbers, and cases: Methods for studying international relations*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2004.

COOPER, Donald C., *Fundamentals of search and rescue*, Burlington, Jones & Bartlett Learning, 2005.

CUSUMANO, Eugenio et VILLA, Matteo, « En eaux troubles : les opérations de sauvetage en Méditerranée centrale », in FARGUES, Philippe et RANGO, Marzia (dir.), *Migration in west and north Africa and across the Mediterranean : trends, risks, development and governance*, Berlin, IOM GMDAC, 2020.

DANY, Lionel, « Analyse qualitative du contenu des représentations sociales », in LO MONACO, Grégory (et al.), *Les représentations sociales*, Bruxelles, De Boeck, 2016.

DEPELTEAU, Francois, *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Université, 2010.

DESAI, Vandana, « The role of non-governmental organizations (NGOs) », in DESAI, Vandana et POTTER, Robert (ed.), *The Companion to Development Studies*, Londres, Taylor & Francis Group, 2014.

DUPORT, Michelle, « Chapitre 13. L'étude de cas », in FRIMOUSSE, Soufyane (dir.), *Produire du savoir et de l'action. Le vade-mecum du dirigeant-chercheur*, Paris, EMS Editions, 2020.

FIORAMONTI, Lorenzo (et al.), « The Challenge of Socioeconomic and Democratic Development : Marrying Civil Society's Social and Political Roles ? », in HEINRICH, V. Finn et FIORAMONTI, Lorenzo (ed.), *CIVICUS Global Survey of the State of Civil Society*, Bloomfield, Kumarian Press, 2008.

GINGRAS, François-Pierre, « La théorie et le sens de la recherche », in GAUTHIER, Benoit (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992.

IRRERA, Daniela, « NGOs and the EU's Responses to Emergencies and Crises. An Analysis of ECHO's and Member States' Support », in MARCHETTI, Raffaele (ed.), *Partnerships in International Policy-Making: Civil Society and Public Institutions in European and Global Affairs*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016.

KECK, Margaret E. et SIKKINK, Kathryn (ed.), *Activists beyond borders: Advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

LÓPEZ-SALA, Ana et GODENAU, Dirk, « Integrated border management and irregular migration at the South European-North African border: The case of Spain », in BOSSONG, Raphael et CARRAPICO, Helena (ed.), *EU Borders and Shifting Internal Security: Technology, Externalization and Accountability*, Berlin, Springer, 2016.

LOUIS, Marieke et MAERTENS, Lucile (ed.), *Why international organizations hate politics: depoliticizing the world*, Londres, Taylor & Francis Group, 2021.

MORIARTY, Joanna, *Qualitative methods overview*, Londres, NIHR School for Social Care Research, 2011.

ONYX, Jenny (et al.), « Advocacy with Gloves on: The “Manners” of Strategy Used by Some Third Sector Organizations Undertaking Advocacy in NSW and Queensland », in ANDERSSON, Fredrik O. (et al.), *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, Berlin, Springer, 2010.

PALLISTER-WILKINS, Polly, « Humanitarian borderwork », in GUNAY, Cengiz et WITJES, Nina (ed.), *Border politics: Defining spaces of governance and forms of transgressions*, Berlin, Springer, 2017.

ROTH, Silke, « Humanitarian NGOs », in DAVIES, Thomas (ed.), *Routledge Handbook of NGOs and International Relations*, Londres, Taylor and Francis Group, 2019.

SEAMAN, Carolyn B., « Qualitative methods », in SHULL, Forrest (et al.), *Guide to advanced empirical software engineering*, Londres, Springer, 2008.

SIMEANT-GERMANOS, Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in AGRIKOLIANSKY, Éric (et al.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

STROUP, Sarah, « NGOs' interactions with states », in DAVIES, Thomas (ed.), *Routledge handbook of NGOs and international relations*, Londres, Taylor and Francis Group, 2019.

ZARKA, Jean-Claude, « Chapitre 2. Le courant transnationaliste », in ZARKA, Jean-Claude (ed.), *Relations internationales*, Paris, Ellipses, 2020.

### Articles scientifiques

ALMOG-BAR, Michal et SCHMID, Hillel, « Advocacy activities of nonprofit human service organizations: A critical review », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 2014, Vol. 43, No. 1, pp. 11-35.

ALMOG-BAR, Michal, « Insider Status and Outsider Tactics: Advocacy Tactics of Human Service Nonprofits in the Age of New Public Governance », in *De Gruyter Nonprof Pol Forum*, 2018, Vol. 8, No. 4, pp. 411–428.

ANDERSSON, Ruben, « Europe's failed 'fight' against irregular migration: ethnographic notes on a counterproductive industry », in *Journal of ethnic and migration studies*, 2016, Vol. 42, No. 7, pp. 1055-1075.

ANDREWS, Kenneth T., et EDWARDS, Bob, « Advocacy organizations in the US political process », in *Annual Review of Sociology*, 2004, Vol. 30, No. 1, pp. 479-506.

ARNOVE, Robert F., et CHRISTINA, Rachel, « NGO-state relations: An argument in favor of the state and complementarity of efforts », in *Current Issues in Comparative Education*, 1998, Vol 1, No. 1, pp. 46-48.

BINDERKRANTZ, Anne, « Interest group strategies: Navigating between privileged access and strategies of pressure », in *Political studies*, 2005, Vol. 53, No. 4, pp. 694-715.

CAMPBELL, Will, « The potential for donor mediation in NGO-state relations: An Ethiopian case study », in *Institute of Development Studies*, 1996, No. 33, pp. 1-27.

CASEY, John, « Understanding advocacy: A primer on the policy-making role of nonprofit organizations », in *Baruch College, City University of New York, Center for Nonprofit Strategy*, 2011, pp. 1-17.

CASTELLS, Manuel, « The new public sphere: Global civil society, communication networks, and global governance. », in *The ANNALS of the American academy of Political and Social Science*, 2008, Vol. 616, No. 1, pp. 78-93.

- CLAVIN, Patricia, « Defining transnationalism », in *Contemporary European History*, 2005, Vol. 14, No. 4, pp. 421-439.
- COSTON, Jennifer M, « A model and typology of government-NGO relationships », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 1998, Vol. 27, No. 3, pp. 358-382.
- CUSUMANO, Eugenio, « Emptying the Sea with a Spoon? Non-Governmental Providers of Migrants Search and Rescue in the Mediterranean », in *Marine Policy*, 2017, Vol. 75, pp. 91–98.
- CUSUMANO, Eugenio, « Humanitarians at sea: Selective emulation across migrant rescue NGOs in the Mediterranean Sea », in *Contemporary Security Policy*, 2019a, Vol. 40, No. 2, pp. 239-262.
- CUSUMANO, Eugenio, « Migrant rescue as organized hypocrisy: EU maritime missions offshore Libya between humanitarianism and border control », in *Cooperation and Conflict*, 2019b, Vol. 54, No. 1, pp. 3-24.
- CUSUMANO, Eugenio, « United to rescue? Humanitarian role conceptions and NGO–NGO interactions in the Mediterranean Sea », in *European Security*, 2021, Vol. 30, No. 4, pp. 547-568.
- CUSUMANO, Eugenio et PATTISON, James, « The Non-Governmental Provision of Search and Rescue in the Mediterranean and the Abdication of State Responsibility », in *Cambridge Review of International Affairs*, 2018, Vol 31, No. 1, pp. 53–75.
- CUSUMANO, Eugenio et VILLA, Matteo, « From “angels” to “vice smugglers”: The criminalization of sea rescue NGOs in Italy », in *European Journal on Criminal Policy and Research*, 2021, Vol 27, No. 1, pp. 23-40.
- CUTTITTA, Paolo, « Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean », in *Geopolitics*, 2018, Vol. 23, No. 3, pp. 632-660.
- DANY, Charlotte, « Exploring the Political Agency of Humanitarian NGOs: Médecins Sans Frontières During the European Refugee Crisis », in *Global Society*, 2019, Vol. 33, No. 2, pp. 184-200.
- DE CURREA-LUGO, Victor, « Cómo hacer «advocacy» y no morir en el intento: Una mirada desde las ONG humanitarias », in *Anuario de Acción Humanitaria y Derechos Humanos, Universidad de Deusto*, 2008, No. 5, pp. 73-86.
- DEFOURNY, Jacques et PESTOFF, Victor, « Towards a European conceptualization of the Third sector », in *Accountability and Social Accounting for Social and Non-Profit Organizations. Emerald Group Publishing Limited*, 2014, Vol. 17, pp. 1-22.
- DEL VALLE, Hernán, « Search and rescue in the Mediterranean Sea: Negotiating political differences », in *Refugee Survey Quarterly*, 2016, Vol. 35, No. 2, pp. 22-40.
- EBRAHIM, Alnoor, « Accountability in practice: Mechanisms for NGOs », in *World development*, 2003, Vol. 31, No. 5, pp. 813-829.
- ESPERTI, Marta, « Rescuing migrants in the Central Mediterranean: The emergence of a new civil humanitarianism at the maritime border », in *American Behavioral Scientist*, 2020, Vol. 64, No. 4, pp. 436-455.
- FACON, Clothilde, « Depoliticization and (re)politicization tactics in refugee governance in Lebanon: comparing Western and Gulf donors’ interventions », in *Territory, Politics, Governance*, 2023, Vol. 11, No. 4, pp. 712-729.
- FINKE, Barbara, « Civil Society Participation in EU Governance », in *Living Reviews in European Governance*, 2007, Vol. 2, No. 2, pp. 4–31.
- FLINDERS, Matthew et BULLER, Jim, « Depoliticisation: Principles, tactics and tools », in *British politics*, 2006, Vol. 1, No. 3, pp. 293-318.

- FLINDERS, Matthew et WOOD, Matt, « Depoliticisation, governance and the state », in *Policy & Politics*, 2014, Vol. 42, No. 2, pp. 135-149.
- GEBAUER, Carolin et SOMMER, Roy, « Beyond vicarious storytelling: How level telling fields help create a fair narrative on migration », in *Open Research Europe*, 2023, Vol. 3, No. 10, pp. 1-25.
- GERRING, John, « Qualitative methods », in *Annual review of political science*, 2017, Vol. 20, No. 1, pp. 15-36.
- GOMBEER, Kristof et FINK, Melanie, « Non-Governmental Organisations and Search and Rescue at Sea », in *Maritime Safety and Security Law Journal*, 2018, Vol. 4, pp. 1-25.
- GOODRICK, Delwyn, « Études de cas comparatives », in *Methodological Briefs UNICEF Office of Research*, 2016, No. 9, pp. 1-12.
- GRANDE, Edgar (et al.), « Politicizing immigration in Western Europe », in *Journal of European Public Policy*, 2019, Vol. 26, No. 10, pp. 1444-1463.
- HILHORST, Dorothea (et al.), « Reconsidering humanitarian advocacy through pressure points of the European 'migration crisis' », in *International Migration*, 2021, Vol. 59, No. 3, pp. 125-144.
- IRRERA, Daniela, « Migrants, the EU and NGOs: The 'practice' of non-governmental SAR operations », in *Romanian Journal of European Affairs*, 2016, Vol. 16, No. 3, pp. 20-35.
- KAUPPI, Niilo (et al.), « The politicization and politicisation of the EU », in *Redescriptions : political thought, conceptual history and feminist theory*, 2016, Vol. 19, No. 1, pp. 72-90.
- KRZYŻANOWSKI, Michał (et al.), « The Mediatization and the Politicization of the “Refugee Crisis” in Europe », in *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 2018, Vol. 16, No. 1-2, pp. 1-14.
- LEECH, Beth L, « Funding faction or buying silence? Grants, contracts, and interest group lobbying behavior », in *Policy Studies Journal*, 2006, Vol. 34, No. 1, pp. 17-35.
- MAINWARING, Cetta et DEBONO, Daniela, « Criminalizing solidarity: Search and rescue in a neo-colonial sea », in *Environment and planning C: politics and space*, 2021, Vol. 39, No. 5, pp. 1030-1048.
- MAYBLIN, Lucy et JAMES, Poppy, « Asylum and refugee support in the UK: civil society filling the gaps? », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2019, Vol. 45, No. 3, pp. 375-394.
- MÜLLER, Patrick et SLOMINSKI, Peter, « Shrinking the space for civil society: (De)Politicizing the obstruction of humanitarian NGOs in EU border management », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2022, Vol. 48, No. 19, pp. 4774-4792.
- MUSTĂŢEA, Mihaela, « From the Italian Mare Nostrum Operation to the Frontex Triton Operation (November 2014-February 2018). Italy and Search and Rescue Operations. (SAR operations) », in *Euro-Atlantic Studies*, 2020, Vol. 3, pp. 69-89.
- MWITA, Kelvin, « Strengths and weaknesses of qualitative research in social science studies », in *International Journal of Research in Business and Social Science*, 2022, Vol. 11, No. 6, pp. 618-625.
- NAJAM, Adil, « The four C's of government third Sector-Government relations », in *Nonprofit management and leadership*, 2000, Vol. 10, No. 4, pp. 375-396.
- NASAR, Wajeeha (et al.), « The Use of Decision Support in Search and Rescue: A Systematic Literature Review », in *ISPRS International Journal of Geo-Information*, 2023, Vol. 12, No. 5, pp. 1-31.

- NEUMAYR, Michaela (et al.), « Public funding and its impact on nonprofit advocacy », in *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, 2015, Vol. 44, No. 2, pp. 297-318.
- ÖNER, Selcen et CIRINO, Mattia, « The perceptions of political and civil society actors on securitisation of sea rescue NGOs in the Mediterranean: the case of Italy », in *The Journal of North African Studies*, 2023, Vol. 28, No. 2, pp. 392-418.
- ONUR BAHÇEÇIK, Şerif et TURHAN, Yunus, « Mapping relations between state and humanitarian NGOs: the case of Turkey », in *Third World Quarterly*, 2022, Vol. 43, No. 5, pp. 979-996.
- ONYX, Jenny (et al.), « Current trends in Australian nonprofit policy », in *Nonprofit policy forum*, 2016, Vol. 7, No. 2, pp. 171-188.
- PALONEN, Kari (et al.), « Rethinking politicization », in *Contemporary Political Theory*, 2019, Vol. 18, No. 2, pp. 248-281.
- PANEBIANCO, Stefania, « The Mediterranean migration crisis: humanitarian practices and migration governance in Italy », in *Contemporary Italian Politics*, 2019, Vol. 11, No. 4, pp. 1-15.
- PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, « ONG humanitaires et politiques migratoires des États : une analyse financière et stratégique », in *Outre-Terre*, 2006, Vol. 17, No. 4, pp. 37-51.
- PETITEVILLE, Franck, « La politisation résiliente des organisations internationales », in *Critique internationale*, 2017, Vol. 76, No. 3, pp. 9-19.
- PETITEVILLE, Franck, « Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? », in *Gouvernement et action publique*, 2016, Vol. 5, No. 3, pp. 113-129.
- PRICE, Richard, « Transnational civil society and advocacy in world politics », in *World politics*, 2003, Vol. 55, No. 4, pp. 579-606.
- RAUSTIALA, Kal, « States, NGOs, and international environmental institutions », in *International Studies Quarterly*, 1997, Vol. 41, No. 4, pp. 719-740.
- RYFMAN, Philippe, « Non-governmental organizations: an indispensable player of humanitarian aid », in *International Review of the Red Cross*, 2007, Vol. 89, No. 865, pp. 21-46.
- SCHILLER, Nina Glick (et al.), « Transnationalism: A new analytic framework for understanding migration », in *Annals of the New York academy of sciences*, 1992, Vol. 645, No. 1, pp. 1-24.
- SCOTT-SMITH, Tom, « Humanitarian Dilemmas in a Mobile World », in *Refugee Survey Quarterly*, 2016, Vol. 35, No. 2, pp. 1-21.
- SMITH, Adam, « Uncertainty, alert and distress: the precarious position of NGO search and rescue operations in the Central Mediterranean », in *Paix & Sécurité Internationales*, 2017, Vol. 5, No. 29, pp. 29-70.
- STIERL, Maurice, « A Fleet of Mediterranean Border Humanitarians », in *Antipode*, 2018, Vol. 50, No. 3, pp. 704-724.
- STROUP, Sarah, « NGOs and States in Global Politics: A Brief Review », in *E-International Relations*, 2020, Vol. 3, pp. 1-5.
- STROUP, Sarah et MURDIE, Amanda, « There's no place like home: Explaining international NGO advocacy », in *The Review of International Organizations*, 2012, Vol. 7, No. 4, pp. 425-448.
- TARROW, Sidney, « La contestation transnationale », in *Cultures & Conflits*, 2000, No. 38-39, pp. 1-24.



TARROW, Sidney, « Transnational politics: Contention and institutions in international politics », in *Annual review of political science*, 2001, Vol. 4, No. 1, pp. 1-20.

TAZZIOLI, Martina, « Border displacements. Challenging the politics of rescue between Mare Nostrum and Triton », in *Migration studies*, 2016, Vol. 4, No. 1, pp. 1-19.

THIEL, Markus et UÇARER, Emek M., « Access and agenda-setting in the European Union: Advocacy NGOs in comparative perspective », in *Interest Groups & Advocacy*, 2014, Vol. 3, No. 1, pp. 99-116.

YANG, Aimei et SAFFER, Adam, « NGOs' Advocacy in the 2015 Refugee Crisis: A Study of Agenda Building in the Digital Age », in *American Behavioral Scientist*, 2018, Vol. 62, No. 4, pp. 421-439.

YEOH, Brenda SA et ANNADHURAI, Kavitha, « Civil society action and the creation of “transformative” spaces for migrant domestic workers in Singapore », in *Women's Studies*, 2008, Vol. 37, No. 5, pp. 548-569.

YOUNG, Dennis R., « Alternative Models of Government-Nonprofit Sector Relations: Theoretical and International Perspectives », in *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 2000, Vol. 29, No. 1, pp. 149-172.

ZÜRN, Michael, « The politicization of world politics and its effects: Eight propositions », in *European political science review*, 2014, Vol. 6, No. 1, pp. 47-71.

### Thèse de doctorat

WEHBE, Eduardo, *El Poder detrás de las ONGs Humanitarias. El caso de Médicos sin Fronteras*, Buenos Aires, Universidad Torcuato di Tella, 2022.

### Sites web

CLAYTON, Jonathan et HOLLAND, Hereward, *Over one million sea arrivals reach Europe in 2015*, UNHCR, 2015. Disponible à : <https://www.unhcr.org/news/stories/over-one-million-sea-arrivals-reach-europe-2015> (accédé mars 2023).

IOM, *Mediterranean Migrant Arrivals Top 363,348 in 2016; Deaths at Sea: 5,079*, 2017. Disponible à : <https://www.iom.int/news/mediterranean-migrant-arrivals-top-363348-2016-deaths-sea-5079> (accédé avril 2023).

IOM, *Termes clés de la migration*, n.d.. Disponible à : <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> (accédé mars 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Que fait MSF pour les migrants en Méditerranée ?*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.ch/nos-actualites/articles/que-fait-msf-migrants-mediterranee> (accédé septembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF démontre l'échec de l'Europe dans sa gestion face à la crise des réfugiés*, n.d.. Disponible à : <https://www.msf-azg.be/fr/msf-d%C3%A9montre-l-%C3%A9chec-de-l-europe-dans-sa-gestion-face-%C3%A0-la-crise-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s> (accédé mars 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Who we are*, n.d.. Disponible à : <https://www.msf.org/who-we-are> (accédé mars 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *About us*, n.d.. Disponible à : <https://www.moas.eu/about/> (accédé octobre 2023).

UNHCR, « Réfugiés » et « migrants » - *Questions fréquentes*, 2016. Disponible à : <https://www.unhcr.org/fr/actualites/refugies-et-migrants-questions-frequentes> (accédé mars 2023).

UNHCR, *Demandeurs d'asile*, n.d.. Disponible à : <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/en-bref/qui-nous-aidons/demandeurs-dasile> (accédé mars 2023).

## Rapports

FRONTEX, *Risk Analysis for 2017*, 2017. Disponible à : [https://www.frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk\\_Analysis/Annual\\_Risk\\_Analysis\\_2017.pdf](https://www.frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Annual_Risk_Analysis_2017.pdf) (accédé novembre 2023).

VOSYLIUTE, Lina et CONTE, Carmine, *Crackdown on NGOs and volunteers helping refugees and other migrants*, Resoma, 2019.

## Sources primaires

### MOAS

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Administrative Report 2015*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2015.pdf> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Drones aboard the M.Y. Phoenix locate potential drowning victims*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/drones-aboard-the-m-y-phoenix-locate-potential-drowning-victims/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Italian President awards MOAS founder one of Italy's highest honours*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/italian-president-awards-moas-founder-one-of-italys-highest-honours/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *How Many People Will Drown in the Mediterranean This Year?*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/how-many-people-will-drown-in-the-mediterranean-this-year/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Malta awards MOAS the Medal of the Republic*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/malta-awards-moas-the-medal-of-the-republic/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Mitigating Death and Inspiring Action at the World's Deadliest Border: MOAS saves 10,000 lives during its first year*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/mitigating-death-and-inspiring-action-at-the-worlds-deadliest-border-moas-saves-10000-lives-during-its-first-year/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and MSF rescue 369 people during first rescue*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-msf-rescue-369-people-during-first-rescue/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS and other ships stream to the central Mediterranean to conduct migrant rescues*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-and-other-ships-stream-to-the-central-mediterranean-to-conduct-migrant-rescues/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS calls for the world to 'prioritise humanity' on World Refugee Day*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-calls-for-the-world-to-prioritise-humanity-on-world-refugee-day/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS saves migrants at sea in record numbers: more than 1,400 saved from inhumane conditions in first two-week mission*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-saves-migrants-at-sea-in-record-numbers-more-than-1400-saved-from-inhumane-conditions-in-first-two-week-mission-2/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS to contribute to discussion on Mediterranean migration crisis at libe committee*, 2015. Disponible à : <https://moas.eu/moas-to-contribute-to-discussion-on-mediterranean-migration-crisis-at-libe-committee-2/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/msf-moas-to-launch-mediterranean-search-rescue-and-medical-aid-operation/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *One hundred people a day rescued at sea by MOAS*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/one-hundred-people-a-day-rescued-at-sea-by-moas/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Professional migrant rescue service MOAS to set sail on May 2nd*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/professional-migrant-rescue-service-moas-to-set-sail-on-may-2nd/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Tragedies at sea: MOAS urges collective action to stop deaths*, 2015. Disponible à : <https://www.moas.eu/tragedies-at-sea-moas-urges-collective-action-to-stop-deaths/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Administrative Report 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2016.pdf> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Migration: Joint MOAS/Italian Red Cross (CRI) mission rescues almost 800 people. Three bodies recovered in the hold of one vessel*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/migration-joint-moas-italian-red-cross-cri-mission-rescues-almost-800-people-three-bodies-recovered-in-the-hold-of-one-vessel/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS Responder Rescues 994 People in One Day in the Central Mediterranean*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-responder-rescues-994-people-in-one-day-in-the-central-mediterranean/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *MOAS X Change: Facing 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/moas-x-change-facing-2016/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *On its Two Year Anniversary, MOAS calls for #SafeAndLegalRoutes to end Deaths at Sea*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/on-its-two-year-anniversary-moas-calls-for-safeandlegalroutes-to-end-deaths-at-sea/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Refugee Women: Escaping Human Trafficking*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/refugee-women-escaping-human-trafficking/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Rescue Focus: One Night in October*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/rescue-focus-one-night-in-october/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Search-and-rescue in the Mediterranean more dangerous than ever as 2016 becomes deadliest year on record*, 2016. Disponible à : <https://www.moas.eu/search-and-rescue-in-the-mediterranean-more-dangerous-than-ever-as-2016-becomes-deadliest-year-on-record/> (accédé décembre 2023).

MIGRANT OFFSHORE ASSISTANCE STATION, *Fishers of Men* [documentaire], n.d.. Disponible à : <https://web.archive.org/web/20230410204912/https://www.fishersofmenfilm.com/> (accédé décembre 2023).

MSF

LIU, Joanne, *EU: your fences kill. Provide safe and legal passage*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-your-fences-kill-provide-safe-and-legal-passage> (accédé décembre 2023).

LIU, Joanne, *Europe, Don't Turn your Back on Asylum: #TakePeopleIn*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/europe-dont-turn-your-back-asylum-takepeoplein> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *International Activity Report 2015*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/reports-and-finances> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *A Somali migrant says: « I survived and I would ask the world to help me »*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-dangerous-passage-unsettled-future> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Dignity in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/video-dignity-mediterranean> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-eu-leaders-orchestrating-humanitarian-crisis-europe%E2%80%99s-shores> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European leaders are digging in their heels - saving lives in danger right now is still not their priority*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-migration-european-leaders-are-digging-their-heels-saving-lives-danger-right-now> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *« I had no idea how bad it would be. The journey to Europe was worse than what I left behind in Somalia »*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/italy-%E2%80%99Ci-had-no-idea-how-bad-it-would-be-journey-europe-was-worse-what-i-left-behind-somalia%E2%80%9D> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Migration: MSF's response to European council meeting*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-msfs-response-european-council-meeting> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Migration: Search and Destroy does not save lives*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-search-and-destroy-does-not-save-lives> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF and MOAS – Answers to some frequently asked questions*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-%E2%80%93-answers-some-frequently-asked-questions> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF and MOAS rescue 369 people on first outing*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-and-moas-rescue-369-people-first-outing> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-moas-launch-mediterranean-search-rescue-and-medical-aid-operation> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF bolsters operations in the Mediterranean Sea*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-msf-bolsters-operations-mediterranean-sea> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF calls for large scale search and rescue operation in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-calls-large-scale-search-and-rescue-operation-mediterranean> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF ends activities in Pozzallo reception centre*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/italy-msf-ends-activities-pozzallo-reception-centre> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF reinforces its search and rescue operations in the Mediterranean*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-reinforces-its-search-and-rescue-operations-mediterranean> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF statement re: European Agenda on Migration*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-statement-re-european-agenda-migration> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Obstacle Course to Europe : a policy-made humanitarian crisis at EU borders*, 2015. Disponible à : [https://www.msf.org/sites/default/files/msf\\_obstacle\\_course\\_to\\_europe.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/msf_obstacle_course_to_europe.pdf) (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *People not numbers: a message from the Bourbon Argos*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/video-people-not-numbers-message-bourbon-argos> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Three Mediterranean boat migrants describe their gruelling quests for better lives*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/three-mediterranean-boat-migrants-describe-their-gruelling-quests-better-lives> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Testimonies from the MY Phoenix*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-testimonies-my-phoenix> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Testimony from Mediterranean migrant Makone Mare*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/testimony-mediterranean-migrant-makone-mare> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *Unacceptable conditions for migrants and asylum seekers in Pozzallo reception center, Italy*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-unacceptable-conditions-migrants-and-asylum-seekers-pozzallo-reception-center-italy> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *1,658 people rescued in busiest day ever for MSF search and rescue operations*, 2015. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-migration-1658-people-rescued-busiest-day-ever-msf-search-and-rescue-operations> (accédé décembre 2023).

MEDECINS SANS FRONTIERES, *EU Migration Crisis Update - February 2016*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-migration-crisis-update-february-2016> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *EU States' dangerous approach to migration places asylum in jeopardy worldwide*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/eu-states%E2%80%99-dangerous-approach-migration-places-asylum-jeopardy-worldwide> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *European policies dramatically worsened the so-called 2015 "refugee crisis"*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/migration-european-policies-dramatically-worsened-so-called-2015-%E2%80%9Crefugee-crisis%E2%80%9D> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *In 2016 who still counts as human?*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/2016-who-still-counts-human> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF assists in rescue of 3,000 people in a single day*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/mediterranean-msf-assists-rescue-3000-people-single-day> (accédé décembre 2023).

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, *MSF resumes Search and Rescue activities in the central Mediterranean*, 2016. Disponible à : <https://www.msf.org/msf-resumes-search-and-rescue-activities-central-mediterranean> (accédé décembre 2023).

## VII. Annexes

### 7.1 Documents publiés sur le site de MOAS

Communiqués de presse :

Date	Titre du communiqué
6 avril 2015	How Many People Will Drown in the Mediterranean This Year?
10 avril 2015	MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation
17 avril 2015	Countdown to MOAS 2015
20 avril 2015	Professional migrant rescue service MOAS to set sail on May 2 <sup>nd</sup>
4 mai 2015	MOAS AND MSF RESCUE 369 PEOPLE DURING FIRST RESCUE
5 mai 2015	MOAS AND MSF SET SAIL TO PROVIDE RESCUE AND MEDICAL CARE IN THE CENTRAL MEDITERRANEAN
6 mai 2015	Drones aboard the M.Y. Phoenix locate potential drowning victims
6 mai 2015	MOAS to contribute to discussion on Mediterranean migration crisis at libe committee
9 mai 2015	One hundred people a day rescued at sea by MOAS
16 mai 2015	MOAS saves migrants at sea in record numbers: more than 1,400 saved from inhumane conditions in first two-week mission
26 mai 2015	What saving lives looks like: MOAS' First Mission 2015
7 juin 2015	MOAS and other ships stream to the central Mediterranean to conduct migrant rescues
19 juin 2015	MOAS calls for the world to 'prioritise humanity' on World Refugee Day
6 août 2015	MOAS saddened by Mediterranean tragedy
28 août 2015	Mitigating Death and Inspiring Action at the World's Deadliest Border: MOAS saves 10,000 lives during its first year
28 août 2015	Tragedies at sea: MOAS urges collective action to stop deaths
23 novembre 2015	Italian President awards MOAS founder one of Italy's highest honours
26 novembre 2015	Migrant Offshore Aid Station (MOAS) launches #OneMore campaign to raise funds for three upcoming rescue missions
13 décembre 2015	Malta awards MOAS the Medal of the Republic
18 décembre 2015	Read Sadik's story on International Migrants Day
11 janvier 2016	MOAS to receive Geuzen Medal 2016

6 avril 2016	MOAS awarded in pan-European Ceremony for great commitment in saving lives
28 mai 2016	MOAS X Change: Facing 2016
31 mai 2016	MOAS launch 2016 Mediterranean mission with two ships, two drones patrolling the 'dead zone'
6 juin 2016	MOAS & EMERGENCY NGO partner up to provide rescue and medical care to migrants in the Mediterranean
21 juin 2016	The Migrant Offshore Aid Station (MOAS) fleet saves over 2000 people in two weeks on the frontline of the Mediterranean crisis
22 juin 2016	MOAS Nominated for the 2016 Princess of Asturias Award for Cooperation
1er août 2016	MOAS Responder Rescues 994 People in One Day in the Central Mediterranean
5 août 2016	An International Response to a Global Crisis: MOAS and the Italian Red Cross strengthen their partnership to save lives at sea
19 août 2016	Death in the Mediterranean: Two Syrian children among 5 bodies recovered and hundreds more rescued through joint MOAS – Red Cross mission
30 août 2016	On its Two Year Anniversary, MOAS calls for #SafeAndLegalRoutes to end Deaths at Sea
5 septembre 2016	Seven bodies recovered and 354 rescued during yet another dramatic day in the Mediterranean
5 octobre 2016	Migration: Joint MOAS/Italian Red Cross (CRI) mission rescues almost 800 people. Three bodies recovered in the hold of one vessel
13 octobre 2016	MOAS-Italian Red Cross Late Night Rescue: 113 people rescued; at least 17 missing, among which a 3-year-old baby
16 novembre 2016	Search-and-rescue in the Mediterranean more dangerous than ever as 2016 becomes deadliest year on record
22 novembre 2016	One dead and many missing from shipwrecked boat rescued by MOAS – CRI in the Mediterranean today

Articles de blog :

Date	Titre de l'article de blog
5 février 2016	Refugee Women: Escaping Human Trafficking
8 février 2016	Refugee Children Become First Casualties of 2016
8 février 2016	Stories from the Sea: MOAS and the Refugee Crisis
19 février 2016	An old Syrian woman's trip across rough seas

24 février 2016	The courage to pull down our mental borders
4 mars 2016	The MOAS rescuer and the Syrian child
15 mars 2016	QUEEN MAXIMA AND THE PEOPLE OF THE NETHERLANDS HONOUR MOAS AT THE GEUZEN MEDAL AWARD
18 mars 2016	A Yazidi woman recalls seeing Daesh terrorists murder her family
30 mars 2016	Refugee Children Risking Their Lives
5 avril 2016	Saving Children from Terrorism, Violence and Oppression
11 avril 2016	Famous Maltese tenor, MOAS supporter wins prestigious award
20 avril 2016	Inside a Rescue Mission and Why We Do It
31 aout 2016	Syrian Survivor Recounts Horror of Deadly Crossing
6 octobre 2016	Stories from the Sea: Reunited on the Responder
20 octobre 2016	Stories from the Sea: An Impossible Meeting
27 octobre 2016	Rescue Focus: One Night in October
2 novembre 2016	The Day I Witnessed First-Hand MOAS' Life-Saving Mission
5 décembre 2016	MOAS Photo Stories: Empty Boats
15 décembre 2016	MOAS Photo Stories: Across Generations
26 décembre 2016	2016 End of Year Round-Up

Documentaire *Fishers of Men* :

<https://web.archive.org/web/20230410204912/https://www.fishersofmenfilm.com/>

Rapports administratifs :

- 2015: <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2015.pdf>
- 2016: <https://www.moas.eu/pdf/moas-administration-report-2016.pdf>

## 7.2 Documents publiés sur le site de MSF

Date	Type de document	Titre
4 mars 2015	Project update	MSF assists migrants and asylum seekers rescued off Sicily
10 avril 2015	Communiqué de presse	MSF & MOAS to launch Mediterranean search, rescue and medical aid operation
20 avril 2015	Communiqué de presse	MSF calls for large scale search and rescue operation in the Mediterranean
24 avril 2015	Statement	European leaders are digging in their heels – saving lives in danger right now is still not their priority



24 avril 2015	Voices from the field	MSF and MOAS – Answers to some frequently asked questions
24 avril 2015	Voices from the field	Seeing families, children, and babies coming off the boats
4 mai 2015	Communiqué de presse	MSF and MOAS rescue 369 people on first outing
7 mai 2015	Voices from the field	Testimony from Mediterranean migrant Makone Mare
9 mai 2015	Project update	MSF reinforces its search and rescue operations in the Mediterranean
13 mai 2015	Statement	MSF statement re: European Agenda on Migration
25 mai 2015	Voices from the field	Three Mediterranean boat migrants describe their grueling quests for better lives
29 mai 2015	Voices from the field	Migration: Search and Destroy does not save lives
3 juin 2015	Project update	MSF provides psychological first aid to survivors of fatal sea crossing
13 juin 2015	Communiqué de presse	MSF bolsters operations in the Mediterranean sea
15 juin 2015	Declaration	MSF saddened by loss of life during Argos ship rescue
19 juin 2015	Voices from the field	A Somali migrant says: "I survived and I would ask the world to help me."
23 juin 2015	Communiqué de presse	EU leaders orchestrating humanitarian crisis on Europe's shores
26 juin 2015	Discours	Migration: MSF's response to European Council meeting
2 juillet 2015	Project Update	From Eritrea to Mediterranean: "A Lot of Trouble"
2 juillet 2015	Voices from the field	"I had no idea how bad it would be. The journey to Europe was worse than what I left behind in Somalia."
7 juillet 2015	Voices from the field	Testimonies from the MY Phoenix
7 juillet 2015	Voices from the field	Testimonies from the Bourbon Argos
17 juillet 2015	Communiqué de presse	Migration: Bourbon Argos not authorised to land 700 rescued migrants in Sicily
5 août 2015	Communiqué de presse	Latest tragedy highlights urgent need for increased rescue capacity

12 août 2015	Voices from the field	“I was inside the ship when it started sinking.”
20 août 2015	Project update	Proactive search and rescue operations essential life-saver
3 septembre 2015	Project update	1,658 people rescued in busiest day ever for MSF search and rescue operations
11 septembre 2015	Open letter	EU: your fences kill. Provide safe and legal passage
18 septembre 2015	Voices from the field	“There was no other choice but to leave Syria.”
23 septembre 2015	Project update	People not numbers: a message from the Bourbon Argos
23 septembre 2015	Communiqué de presse	MSF will no longer provide emergency medical assistance and post-rescue care on the MY Phoenix
15 octobre 2015	Voices from the field	Dignity in the Mediterranean
15 octobre 2015	Project update	Beyond the rescue: saving a life means preserving a story
20 octobre 2015	Voices from the field	Childbirth in the Mediterranean
11 novembre 2015	Voices from the field	“The only way you can leave is from the sea”
20 novembre 2015	Communiqué de presse	Unacceptable conditions for migrants and asylum seekers in Pozzallo reception center, Italy
24 novembre 2015	Voices from the field	“The crossing is more deadly and infinitely more miserable”
16 décembre 2015	Project Update	Interview with Madeleine Habib - Captain of Dignity
30 décembre 2015	Communiqué de presse	MSF ends activities in Pozzallo reception center
19 janvier 2016	Rapport	European policies dramatically worsened the so-called 2015 “refugee crisis”
28 janvier 2016	Voices from the field	“My work is a real opportunity to help those in need, just like me.”
24 février 2016	Project update	EU Migration Crisis Update – February 2016
18 mars 2016	Project Update	Why the EU’s deal with Turkey is no solution to the “crisis” affecting Europe

21 mars 2016	Crisis update	EU Migration Crisis Update – March 2016
24 avril 2016	Communiqué de presse	MSF resumes Search and Rescue activities in the central Mediterranean
6 mai 2016	Crisis update	EU Migration Crisis Update – May 2016
12 mai 2016	Statement	In 2016 who still counts as human ?
13 mai 2016	Open letter	Don't turn your back on Asylum: #TakePeopleIn
17 juin 2016	Communiqué de presse	EU States' dangerous approach to migration places asylum in jeopardy worldwide
17 juin 2016	Crisis update	EU Migration Crisis Update – June 2016
19 juillet 2016	Statement	22 people die at sea, 209 more are rescued
25 juillet 2016	Voices from the field	MSF doctor recounts finding deaths at sea
11 août 2016	Article de journal	Humanitarianism and the Migration Crisis
30 août 2016	Communiqué de presse	MSF assists in rescue of 3,000 people in a single day
12 septembre 2016	Project update	A very normal birth in dangerously abnormal conditions
19 septembre 2016	Rapport	Reality Check: UN High-Level Meeting on Refugees and Migrants
2 octobre 2016	Project update	MSF rescued nearly 2,000 people in less than seven hours
26 octobre 2016	Communiqué de presse	29 people found dead by MSF search and rescue ship Bourbon Argos
2 décembre 2016	Project update	10 things you need to know about the Mediterranean crisis

Rapports d'activité internationaux :

- 2015: <https://www.msf.org/reports-and-finances>
- 2016: <https://www.msf.org/international-activity-report-2016>

## Table des matières

<b>Remerciements</b>	3
<b>Sommaire</b>	4
<b>Résumé</b>	5
<b>Abréviations</b>	6
<b>Table des figures</b>	7
<b>I. Problématique</b>	
1.1 Introduction	8
1.2 Revue de littérature	11
1.2.1 La gestion difficile de la crise migratoire au sein de l'UE	11
1.2.2 Les Organisations Non Gouvernementales et leur rôle humanitaire	13
1.2.3 Les rapports États-ONG : entre coopération et confrontation	19
1.3 Question de recherche	24
<b>II. Cadre d'analyse</b>	
2.1 Paradigme et concepts	26
2.1.1 Paradigme : le transnationalisme	26
2.1.2 Concept premier : le plaidoyer	27
2.1.3 Concept deuxième : les opérations sur le terrain	30
2.2 Hypothèses	34
<b>III. Cadre méthodologique</b>	
3.1 Méthode de collecte et d'analyse	37
3.2 Choix des sources	39
3.3 Opérationnalisation	40
<b>IV. Analyse</b>	
4.1 Premier cas d'étude : MOAS	43
4.1.1 Analyse du concept de plaidoyer chez MOAS	43
4.1.2 Analyse du concept d'opération sur le terrain chez MOAS	47
4.2 Deuxième cas d'étude : MSF	51
4.2.1 Analyse du concept de plaidoyer chez MSF	51
4.2.2 Analyse du concept d'opération sur le terrain chez MSF	55
4.3 Comparaison et mise en perspective	61
<b>V. Conclusion</b>	65
<b>VI. Bibliographie</b>	68
<b>VII. Annexes</b>	78
<b>Table des matières</b>	84